LE COMMERCE INTERNATIONAL

Le point sur le commerce et l'investissement



À PROPOS DE CE DOCUMENT

Le commerce international du Canada – 2015 a été produit sous la direction de Mykyta Vesselovsky du Bureau de l'économiste en chef du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement. Le rapport a été rédigé par Mykyta Vesselovsky, avec l'assistance de Catherine Lemieux. Nancy Blanchet, Julien Dicaire et Patrick Tisdel ont fourni une assistance au niveau des statistiques et de la révision. André Downs, économiste en chef, Bureau de l'économiste en chef, a formulé des commentaires sur les ébauches du rapport.

Vos commentaires sur le rapport de cette année seraient appréciés. Veuillez les transmettre à Mykyta Vesselovsky à : Mykyta.Vesselovsky@international.gc.ca.

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2015

Catalogue no. FR2-8/2015

Cette publication est disponible en ligne à : www.international/gc/ca/economist-economiste/performance

Table des matières

Sommaire
I. La performance économique et commerciale dans le monde
Vue d'ensemble et perspectives de l'économie mondiale
Vue d'ensemble et perspectives du commerce mondial
Les exportations de marchandises
Les importations de marchandises
Les exportations de services
Les importations de services
II. Évolution de l'économie et du commerce – tour d'horizon des pays
et des régions
Tour d'horizon des pays
Les États-Unis
La Chine
Le Mexique
Tour d'horizon des régions
Les pays émergents d'Asie
La zone euro
L'Amérique latine et les Caraïbes (ALC)
Classement du commerce mondial des marchandises selon la valeur
Classement du commerce mondial des services selon la valeur
III. La performance économique du Canada
Le produit intérieur brut
Le produit intérieur brut par activité industrielle
L'emploi
L'inflation
Le dollar canadien
IV. Les transactions internationales du Canada
La balance des paiements
Les exportations de biens
Les importations de biens
Les exportations et les importations de services

٧.	Points saillants de l'évolution du commerce des marchandises du Canada en 2014
	Le commerce par grand groupe de produits
	Les exportations de marchandises
	Les importations de marchandises
	Le commerce avec les principaux partenaires commerciaux
	Les exportations de marchandises
	Les importations de marchandises
	Le commerce au niveau des provinces et des territoires
	Les exportations de marchandises
	Les importations de marchandises
	Le commerce selon le mode de transport
	Les exportations de marchandises
	Les importations de marchandises
	Encadré: Les principaux déterminants du commerce des marchandises
	,
V	l. Performance de l'investissement étranger mondial et canadien 55
	Les flux d'investissement étranger direct dans le monde
	Entrées mondiales
	Sorties mondiales
	La performance du Canada au chapitre de l'investissement étranger direct 51
	Entrées d'IDE
	Stock d'IED
	Par région
	Par secteur
	L'investissement sortant
	Flux d'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE)64
	Stock d'IDCE
	Par région
	Par secteur

Sommaire

La croissance de la production mondiale réelle est demeurée stable à 3,4 p. 100 en 2014, soit le même rythme que celui enregistré en 2013 et 2012. Cependant, l'évolution des sources de la croissance mondiale s'est poursuivie, alors que la croissance dans les économies développées s'est renforcée et que celle des économies en développement s'est affaiblie. En termes absolus, ces dernières ont encore fourni les trois quarts de la croissance économique mondiale sur l'année. La situation économique globale a été façonnée par de nombreuses forces complexes en 2014. Il y a eu des chocs mondiaux tels que la chute spectaculaire des prix du pétrole durant la seconde moitié de l'année, des tendances à long terme comme le vieillissement de la population et de la population active dans les pays développés et divers problèmes au niveau régional tels que des scandales de corruption et des conflits militaires.

La forte croissance des économies en développement au lendemain de la récession reposait en grande partie sur la demande de la Chine, où l'expansion des investissements a été une source de soutien des prix des produits de base à travers le monde. Au moment où la croissance de l'investissement en Chine décélère et où le paradigme de développement se transforme, la croissance de nombreux pays en développement exportateurs de produits de base ralentit. Des réformes structurelles s'imposent également dans plusieurs de ces économies, et le rythme et le succès de ces réformes seront inégaux. En outre, des sérieuses tensions locales et géopolitiques ont contribué à ralentir la production au Moyen-Orient et dans la Communauté des États indépendants (CEI). Par conséquent, les attentes à moyen terme pour les économies en développement se sont assombries. La croissance du produit intérieur brut (PIB) devrait décélérer pour la cinquième année d'affilée en 2015, avant de se redresser en 2016 lorsque ces vents contraires s'affaibliront.

Presque toutes les grandes économies développées ont progressé plus rapidement en 2014, à l'exception du Japon. La zone euro trouve son équilibre, avec une autorité monétaire qui serre le rang étroitement derrière ses membres. Le Royaume-Uni, le Canada et les États-Unis ont été les chefs de file de la croissance, et ce dernier pays devrait stimuler la reprise dans le monde développé à moyen terme. On s'attend à ce que la diminution du freinage fiscal, le soutien continu de la politique monétaire, les bas prix du pétrole et un marché du logement robuste propulsent à nouveau les États-Unis en tête de la croissance en 2015 et 2016, à un rythme accélérant à plus de 3 p. 100, lequel se traduira par une progression de 2,4 p. 100 de la croissance de l'ensemble des économies développées durant ces deux années.

De deux manières, le Canada s'est retrouvé dans une situation inhabituelle pour une économie développée en 2014. Les avantages incontestables de la baisse des prix du pétrole qui ont profité à l'ensemble de son groupe de pairs ne se sont pas matérialisés au Canada, où l'importante industrie de l'énergie a été durement frappée par la chute soudaine des prix. Du côté positif, les perspectives généralement faibles qui s'offrent aux économies développées en raison de l'affaiblissement de la croissance de la productivité, du vieillissement de la population et des défis budgétaires s'appliquaient encore moins au cas du Canada, où l'expansion de la main-d'œuvre et la situation budgétaire ont été nettement meilleures que dans ces pays. La croissance du PIB réel a connu une reprise, à 2,5 p. 100, en 2014, après avoir progressé de 2,0 p. 100 en 2013. La production a crû lentement durant le premier trimestre de l'année en raison de conditions climatiques difficiles, mais elle a rebondi au deuxième trimestre et a progressé plus vite en moyenne dans la seconde moitié de l'année qu'au cours du premier semestre. La production était en hausse dans tous les grands secteurs industriels, sauf celui de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse. La production de biens a connu une expansion de 2,6 p. 100, tandis que la production de services progressait de 2,3 p. 100. L'emploi n'a augmenté que de 0,6 p. 100 l'an dernier, mais le taux de chômage a diminué de 0,2 point de pourcentage, à 6,9 p. 100. L'emploi dans les industries productrices de biens a fléchi de 0,3 p. 100, mais il a

Sommaire III

mieux fait dans les industries productrices de services, où il a crû de 0,9 p. 100. L'inflation est remontée à 2,0 p. 100 après avoir ralenti en 2013, et correspond à la cible de 2 p. 100 fixée par la Banque du Canada.

En volume, le commerce mondial s'est accéléré en 2014 pour la deuxième année consécutive, affichant une croissance de 2,8 p. 100 dans le sillage d'une hausse de 2,4 p. 100 en 2013. La reprise de la croissance du commerce est largement attribuable à l'activité accrue dans les économies développées, qui sont les principaux partenaires commerciaux du Canada. La croissance des importations est passée de moins 0,2 p. 100 en 2013 à plus 3,2 p. 100 en 2014, tandis que la croissance des exportations passait de 1,6 p. 100 en 2013 à 2,2 p. 100 en 2014. En revanche, les importations ont fortement diminué dans les économies en développement, tandis que les exportations étaient légèrement en baisse. L'expansion du commerce mondial reste anormalement anémique par rapport à la moyenne annuelle de 5,1 p. 100 enregistrée depuis 1990.

La performance commerciale du Canada a été robuste en 2014 : les exportations réelles de biens ont augmenté de 6,0 p. 100, tandis que les importations réelles avançaient de 2,4 p. 100. En valeur, les exportations de biens du Canada ont progressé de 10,3 p. 100 et les importations de 7,6 p. 100, ce qui signifie que le déficit du commerce des biens s'est transformé en excédent en 2014. Du côté des services, les exportations ont également progressé plus rapidement que les importations et le déficit du commerce des services s'est légèrement refermé. Globalement, le déficit commercial des biens et des services a diminué de 2013 à 2014, se soldant par une amélioration de 12,8 milliards de dollars du compte courant.

Un examen plus détaillé des échanges commerciaux révèle que les exportations de marchandises du Canada ont augmenté de 53,0 milliards de dollars (hausse de 11,2 p. 100) en 2014, dépassant le seuil des 500 milliards de dollars pour la première fois, tandis que les importations de marchandises du Canada progressaient de 35,9 milliards de dollars (hausse de 7,5 p. 100) pour franchir aussi la marque de 500 milliards de dollars. Les exportations ayant augmenté plus que les importations, le déficit du commerce des marchandises est disparu et s'est métamorphosé en un excédent de 13,4 milliards de dollars. Comme la reprise économique aux États-Unis a enfin pris de la vigueur, la demande américaine pour les produits canadiens s'est accélérée; les exportations aux États-Unis ont progressé de 45,0 milliards de dollars (principalement l'énergie et les véhicules). C'était la troisième année consécutive où la part des exportations canadiennes allant aux États-Unis a augmenté. Par contre, les exportations vers la Chine ont diminué pour la première fois depuis 2002. Bien que la croissance des exportations de produits énergétiques ait représenté le tiers de l'expansion des exportations, celle-ci avait une large assise puisque 7 des 10 premiers produits exportés ont enregistré un taux de croissance dans les deux chiffres. C'est la situation inverse qui s'est produite du côté des importations, où l'énergie a affiché une très faible croissance et où la progression globale des 10 principaux produits d'importation a été inférieure à la moyenne. Les importations en provenance des États-Unis, de la Chine et du Mexique ont affiché une croissance supérieure à la moyenne en 2014. Plus du tiers de l'augmentation de 30,2 milliards de dollars des importations en provenance des États-Unis est survenue dans les produits énergétiques, le reste étant plus largement réparti.

Les flux mondiaux d'investissement étranger direct (IED) ont reculé à 1,26 trillion de \$ É.-U. en 2014, soit sous la moyenne de la période qui a précédé la crise. Les entrées d'IED dans les économies en développement ont continué à augmenter, tandis que celles allant dans les économies développées ont diminué à des creux quasi-historiques. L'Amérique du Nord, en particulier, a enregistré une forte baisse (54 p. 100) des entrées d'IED. La majorité des flux sortants provenaient des pays développés, mais les niveaux d'investissement étaient pratiquement à égalité avec ceux de l'année précédente. Pendant ce temps, l'IED en provenance des pays en développement a continué de progresser, gagnant près de 30 p. 100 en 2014.

Les entrées d'IED au Canada ont chuté de 18 p. 100 en 2014, à 59,6 milliards de dollars, ce qui représente environ la moitié du sommet atteint en 2007. Une forte baisse des prêts intra-entreprise est largement responsable de cette situation, inversant la forte

augmentation survenue l'année précédente. En 2014, les entrées d'IED ont diminué dans l'énergie et l'extraction minière, ainsi que dans la fabrication, les finances et assurances, le commerce et le transport. Les entrées d'IED dans le secteur de la gestion de sociétés et d'entreprises ont toutefois augmenté de manière significative, la part de ce secteur ayant presque quadruplé en un an. Par ailleurs, le stock d'IED au Canada a progressé de 40,3 milliards de dollars, ou 5,8 p. 100. Le secteur de la fabrication et celui de l'extraction minière, pétrolière et gazière, déjà les deux plus importants pour l'investissement étranger, ont accaparé près de 55 p. 100 de la hausse de l'IED au Canada l'an dernier. Les États-Unis détiennent près de la moitié de l'IED total au Canada et ont fourni près de la moitié de l'augmentation annuelle.

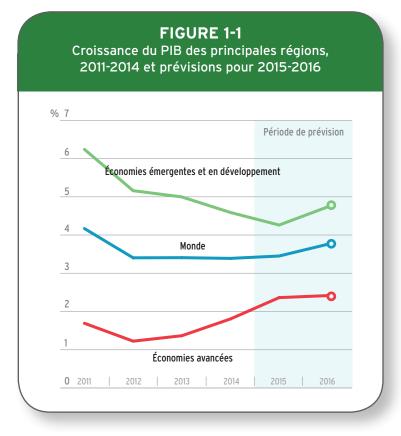
Les sorties d'investissement direct du Canada ont progressé de 11,8 p. 100 en 2014, à 58,2 milliards de dollars. L'investissement dans l'énergie et l'extraction minière a presque quintuplé (hausse de 383 p. 100) et il a plus que doublé dans le secteur de la gestion de sociétés et d'entreprises (hausse de 134,3 p. 100). Le stock d'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) a augmenté de 67,3 milliards de dollars (hausse de 8,8 p. 100) en 2014, la plus grande partie se trouvant en Amérique du Nord. Les finances et assurances demeurent le principal secteur pour l'IDCE, avec plus du tiers du stock additionnel d'investissement allant vers ce secteur en 2014. Le Canada est un exportateur net d'IED depuis 1997 et le solde net de ses avoirs en investissement direct a dépassé 96,0 milliards de dollars en 2014, un nouveau record.

Sommaire V

La performance économique et commerciale dans le monde¹

Au lendemain de la crise économique mondiale de 2008-2009, on s'attendait à ce que la croissance économique soit lente, mais six ans après le début de cette crise, on peut dire en toute honnêteté que ces prédictions étaient sous-estimées. L'économie mondiale traverse un processus de réalignement et d'adaptation aux nouvelles réalités économiques; pendant ce temps, année après année, les prévisions économiques surestiment

la croissance anticipée. Plusieurs forces complexes, qui diffèrent d'une région à l'autre, sont responsables de l'incapacité de la production mondiale à faire mieux. Mais dans l'ensemble, la performance économique mondiale affiche une surprenante stabilité – le taux de croissance du PIB réel mondial en 2014 était le même qu'en 2012 et 2013. On peut se demander si cette performance représente la nouvelle réalité de la baisse des attentes, qui est apparue durant la Grande Récession, mais qui n'a pas nécessairement été causée par celle-ci. Alors que le paradigme du développement fondé sur l'exportation est à court de carburant, la décrue des liquidités fait ressortir les problèmes structurels masqués de nombreux pays en développement, un peu comme le reflux de la vague dans l'océan expose les côtes rocheuses du fond marin. Si Leo Tolstoy avait été économiste, il aurait pu noter que, comme les familles heureuses, les économies florissantes se ressemblent toutes; et chaque économie en difficulté lutte à sa manière. Parallèlement, les économies avancées font face à leurs



propres problèmes, qui sont liés au vieillissement de la population, à l'endettement élevé et à la faiblesse de l'investissement.

La croissance du PIB réel mondial est restée stable à 3,4 p. 100 en 2014, et les données des deux années précédentes ont été révisées au même chiffre. Mais cette croissance globale en apparence stable cache un degré inhabituel de turbulence. Les deux processus clés à l'œuvre sont une diminution des attentes à moyen terme pour ce qui est de la croissance des économies en développement, et le lent renforcement de la reprise dans les économies avancées, bien qu'avec de faibles perspectives à plus long terme. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que la croissance augmentera légèrement en 2015, à 3,5 p. 100, avant d'atteindre 3,8 p. 100 en 2016, les pressions à la baisse sur les économies de plusieurs pays, notamment la Russie et le Brésil, devant s'atténuer; ces projections représentent une révision à la baisse par rapport à l'année dernière. L'augmentation de la croissance proviendra principalement des économies avancées, avec en tête les États-Unis.

Les statistiques, les estimations et les projections présentées dans ce chapitre proviennent du numéro d'avril 2014 de *Perspectives de l'économie mondiale*, du Fonds monétaire international; elles sont complétées par des statistiques provenant de l'OMC, du U.S. Bureau of Economic Analysis, de Statistique Canada, du Japan Cabinet Office, de la Banque centrale européenne et de la base de données d'avril 2015 de *Perspectives de l'économie mondiale*.

La croissance des principales économies avancées a progressé de 1,4 p. 100 en 2013 à 1,8 p. 100 en 2014 et pratiquement tous les pays avancés (à l'exception notable du Japon) ont connu une croissance plus rapide. La croissance aux États-Unis a été plus forte que prévu, entraînée par la vigueur de la consommation. La croissance du PIB américain a progressé de 2,2 p. 100 en 2013 à 2,4 p. 100 en 2014. La zone euro dans son ensemble a renoué avec une croissance positive en 2014, marquée par une solide reprise en Allemagne et en Espagne. Le Royaume-Uni venait en tête de liste du G-7 au chapitre de la croissance l'an dernier, avec un taux de 2,6 p. 100, contre 1,7 p. 100 en 2013, tandis que le Canada accélérait la cadence avec une performance de 2,5 p. 100 en 2014, contre 2,0 p. 100 l'année précédente. Le Japon a connu un piètre second semestre en raison de la faiblesse de la consommation et d'une baisse de l'investissement résidentiel, faisant basculer la croissance en terrain négatif. Cette amélioration générale de la croissance dans les économies avancées devrait néanmoins se poursuivre à moyen terme; avec les États-Unis en tête et la plupart profitant de la baisse des prix du pétrole, les économies avancées devraient enregistrer une croissance de 2,4 p. 100 en moyenne en 2015 et 2016.

La croissance des économies en développement a ralenti, passant de 5,0 p. 100 en 2013 à 4,6 p. 100 en 2014. La vigueur post-récession de ces économies reposait en grande partie sur la forte expansion de la Chine, dont l'investissement constitue notamment un pilier des prix des matières premières partout dans le monde. Or, la croissance de l'investissement a modéré dans la seconde moitié de 2014, et s'ajoutant à la forte réponse de l'offre, les prix des matières premières ont fléchi, freinant la croissance de nombreux pays exportateurs de matières premières. De fortes tensions locales et géopolitiques ont également contribué à l'affaiblissement de la production au Moyen-Orient et dans la Communauté des États indépendants (CEI). L'expansion du PIB dans les économies en développement devrait ralentir pour la cinquième année consécutive en 2015, à 4,3 p. 100, pour remonter par la suite à 4,7 p. 100 en 2016, alors que s'estomperont les vents contraires.

Les États-Unis demeurent engagés sur la voie d'une autre performance économique impressionnante en 2015. Dans la foulée d'une croissance moyenne de 4 p. 100 au cours des trois derniers trimestres de 2014, la croissance cette année sera soutenue par une diminution du freinage fiscal, la poursuite de la politique monétaire, des prix énergétiques beaucoup plus bas et la vigueur du marché du logement. La croissance devrait s'améliorer dans la zone euro, aidée par la chute des prix du pétrole, la baisse des taux d'intérêt, une politique fiscale plus neutre et la dépréciation de l'euro. Ces facteurs soutiendront également le Japon sur la voie d'une légère croissance positive, les effets de la hausse de la taxe à la consommation se dissipant. Le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie sont tous censés connaître une performance assez forte. Du côté des économies en développement, la grande nouvelle est le ralentissement de la Chine et l'accélération de l'Inde; ce dernier pays devrait croître plus rapidement que le premier en 2015. Les deux tendances impliquent à un degré élevé les gouvernements de ces pays; alors que le gouvernement de la Chine gère le ralentissement du récent boom du crédit et de l'investissement, l'Inde procède à des réformes et à des investissements considérables, en particulier au niveau des infrastructures, afin de soutenir ses aspirations de croissance. Le Brésil devrait connaître une légère contraction, mais la Russie un recul substantiel, propageant leur faiblesse aux régions qu'ils dominent. L'inflation devrait diminuer partout dans le monde alors que les prix du pétrole s'affaiblissent. En ce qui concerne les prix du pétrole, ils demeurent une source d'incertitude en raison des risques qui sont présents, à la baisse comme à la hausse.

Le volume du commerce mondial a accéléré en 2014 pour la deuxième année d'affilée, affichant une croissance de 2,8 p. 100, après un gain de 2,4 p. 100 en 2013. La reprise de l'expansion du commerce en 2014 est largement attribuable à l'activité accrue des économies développées, principalement en raison de l'augmentation des importations, qui est passée d'une valeur négative de 0,2 p. 100 en 2013 à une croissance positive de 3,2 p. 100 en 2014, tandis que la croissance des exportations de ces pays a progressé de 1,6 p. 100 en 2013 à 2,2 p. 100 en 2014. En revanche, les importations ont fortement diminué dans les économies en développement, tandis que les exportations y ont légèrement ralenti. Dans

l'ensemble, la croissance du commerce mondial reste anormalement faible par rapport à la moyenne annuelle de 5,1 p. 100 observée depuis 1990 : au lieu de suivre le rythme traditionnel du « double du taux de croissance du PIB », la croissance des échanges commerciaux en 2014 a, en fait, été plus lente que celle du PIB mondial. L'analyse du FMI indique que des changements structurels dans les chaînes d'approvisionnement mondiales sont au moins en partie responsables de ce phénomène.

L'Asie continue de dominer le tableau mondial de la croissance des exportations avec une avancée de 4,9 p. 100, alors que l'Amérique du Nord arrive au second rang avec un taux de croissance de 4,3 p. 100. Mais cette dernière région a mené la croissance des importations, à un rythme de 4,4 p. 100, l'Asie suivant derrière avec une expansion de 3,6 p. 100. Selon les projections, la croissance réelle du commerce mondial devrait se situer à 3,3 p. 100 – deux points de pourcentage sous les prévisions de l'an dernier – et atteindre 4,0 p. 100 en 2016.

Les exportations mondiales nominales (mesurées en dollars américains) ont augmenté plus lentement que le commerce réel, progressant de 0,7 p. 100, à 18,95 billions de \$É. U., en 2014. Cette différence reflète l'affaiblissement des prix à l'exportation et à l'importation au cours de l'année, en particulier les prix des matières premières. La Chine est demeurée le premier pays en importance pour le commerce des marchandises dans le monde, devançant les États Unis.

Les exportations mondiales de services ont augmenté de 4,0 p. 100 en valeur, à 4,85 billions de \$É. U. en 2014, soit un taux plus rapide que celui des exportations de marchandises.

Vue d'ensemble et perspectives de l'économie mondiale

Une croissance légèrement plus élevée du PIB mondial est prévue en 2015, soit 3,5 p. 100, sous l'effet d'une amélioration dans les économies avancées, à 2,4 p. 100, et d'un autre ralentissement dans les économies en développement, à 4,3 p. 100. Ces dernières devraient afficher une meilleure tenue en 2016, avec un taux de croissance de 4,7 p. 100, tandis que les économies avancées maintiendront le cap.

Les économies avancées seront le moteur de l'augmentation de la croissance en 2015, les États-Unis se situant ostensiblement en tête. La croissance sera soutenue par des prix pétroliers généralement faibles, ainsi qu'un fléchissement des prix d'autres

TABLEAU 1-1 Croissance du PIB réel (%) dans certaines économies (2014 et prévisions pour 2015-2016)

	2014	2015	2016
Monde	3,4	3,5	3,8
Économies avancées	1,8	2,4	2,4
Canada	2,5	2,2	2,0
États-Unis	2,4	3,1	3,1
Royaume-Uni	2,6	2,7	2,3
Japon	-0,1	1,0	1,2
Zone euro	0,9	1,5	1,6
dont la France	0,4	1,2	1,5
dont l'Allemagne	1,6	1,6	1,7
dont l'Italie	-0,4	0,5	1,1
Économies en développement	4,6	4,3	4,7
Asie en développement	6,8	6,6	6,4
dont la Chine	7,4	6,8	6,3
dont l'Inde	7,2	7,5	7,5
CEI	1,0	-2,6	0,3
dont la Russie	0,6	-3,8	-1,1
Pays émergents d'Europe	2,8	2,9	3,2
Amérique latine et Caraïbes	1,3	0,9	2,0
dont le Brésil	0,1	-1,0	1,0
dont le Mexique	2,1	3,0	3,3
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2,6	2,9	3,8
Afrique sub-saharienne	5,0	4,5	5,1

produits – le Canada sera la seule exception parmi les économies avancées : la baisse des prix du pétrole ralentira sa croissance, du moins à court terme. La politique budgétaire devrait demeurer à tout le moins neutre dans la plupart des économies avancées et les mesures de stimulation monétaire seront maintenues à court terme. Dans les économies en développement, divers problèmes intérieurs freineront la croissance à court terme, notamment les scandales liés à la corruption, les aventures géopolitiques et la dépendance à l'égard des produits de base.

La sous-performance des économies émergentes et en développement ces dernières années a conduit le FMI à réévaluer leurs perspectives à moyen terme. La croissance en Asie continuera à décélérer, alors que la Chine tempérera certains excès de son boom d'investissement sur le marché intérieur. L'expansion en Inde devrait s'accélérer à 7,5 p. 100, à la faveur d'un gouvernement réformiste et d'investissements considérables. La faiblesse des prix des matières premières pèsera lourdement sur les pays d'Amérique latine, et sans espoir d'un soutien provenant du Brésil, embourbé dans une crise économique et politique, la croissance de la région devrait fléchir sensiblement en 2015. Par contre, le Mexique est sur la voie d'une reprise rapide. La position agressive de la Russie fera ombrage à la région de la CEI, augmentant l'incertitude et réduisant la croissance notamment en Russie même. La croissance dans la région du

Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord restera modérée en 2015, mais elle devrait prendre de la vigueur en 2016 alors que les effets de la baisse des prix pétroliers se feront progressivement sentir. L'Afrique subsaharienne affiche une de ses meilleures performances à ce jour au chapitre de la croissance, en dépit de l'épidémie d'Ébola et de la baisse des prix du pétrole. Cette croissance sera freinée quelque peu sous l'influence du fléchissement des prix des produits de base en 2015, mais elle devrait retrouver son rythme actuel de 5 p. 100 en 2016.

Vue d'ensemble et perspectives du commerce mondial

Les exportations de marchandises

Les exportations réelles des économies développées ont progressé de 2,2 p. 100 en 2014, tandis que les exportations des pays en développement avançaient de 3,3 p. 100. L'Asie arrivait en tête des régions avec une croissance des exportations de 4,9 p. 100, tandis que l'Amérique du Nord suivait de près au second rang avec un gain de 4,3 p. 100. Les exportations réelles de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud ont reculé de 2,5 p. 100, en raison des conditions de récession prévalant dans les principales économies

et de la chute généralisée des prix des produits de base suscitée par la faible demande.

Les exportations mondiales nominales (mesurées en dollars américains) ont stagné en 2014, augmentant seulement de 0,7 p. 100, à 18,9 billions de \$É. U. Cette situation est attribuable à une baisse des prix à l'exportation et à l'importation, notamment pour les principaux produits de base.

Parmi les grandes économies, la croissance au cours de l'année dernière s'est dégonflée au Royaume-Uni, dont les exportations étaient en baisse de 6 p. 100; en Russie et au Brésil, la baisse des exportations a pesé sur les exportations globales de la CEI et celles de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, respectivement. La croissance des exportations de la Chine a encore dominé le tableau mondial, à 6 p. 100, tandis que les exportations du Japon se sont contractées de 4 p. 100. L'Amérique du Nord a enregistré un taux de croissance de 3 p. 100, tandis que l'Afrique et le Moyen-Orient ont vu leurs exportations fléchir en raison de la chute des prix du pétrole et des autres matières premières.

	n	
Valeur (G \$ÉU.)		Croissance (%)
18 427	100,0	1
2 495	13,5	3
1623	8,8	3
474	2,6	3
398	2,2	5
695	3,8	-6
225	1,2	-7
6 736	36,6	1
6 161	-	1
1 511	8,2	4
583	3,2	0
507	2,8	-6
529	2,9	2
735	4,0	-6
497	2,7	-5
557	3,0	-8
1 293	7,0	-4
5 916	32,1	2
2 343	12,7	6
684	3,7	-4
317	1,7	1
1 312	7,1	1
	(6 \$ÉU.) 18 427 2 495 1 623 474 398 695 225 6 736 6 161 1 511 583 507 529 735 497 557 1 293 5 916 2 343 684 317	(6 \$ÉU.) (%) 18 427 100,0 2 495 13,5 1 623 8,8 474 2,6 398 2,2 695 3,8 225 1,2 6736 36,6 6 161 33,4 1 511 8,2 583 3,2 507 2,8 529 2,9 735 4,0 497 2,7 557 3,0 1 293 7,0 5 916 32,1 2 343 12,7 684 3,7 317 1,7

Les importations de marchandises

Contrairement au bilan des exportations et à la performance observée l'année précédente, les importations réelles des économies en développement ont progressé plus lentement (2,0 p. 100) que les importations réelles des pays développés (3,2 p. 100) en 2014. L'Amérique du Nord a pris la tête des régions avec une croissance de 4,4 p. 100, tandis que les importations de l'Asie progressaient de 3,6 p. 100. La baisse des exportations en Amérique centrale et en Amérique du Sud a été compensée par une baisse de 3,0 p. 100 des importations réelles, tandis que les importations réelles de l'Afrique, de la CEI et du Moyen-Orient ont, collectivement, stagné.

En termes nominaux, l'Amérique du Nord est la région où les importations ont enregistré la plus forte expansion, soit 3 p. 100. Les importations ont également progressé de 2 p.

TABLEAU 1-3
Importations mondiales de marchandises,
2014, par région

	.,		
	Valeur (G \$ÉU.)	Part (%)	Croissance (%)
Monde	18 574	100,0	1
Amérique du Nord	3 297	17,8	3
États-Unis	2 409	13,0	3
Canada	475	2,6	0
Mexique	412	2,2	5
Amérique du Sud et			
Amérique centrale	742	4,0	-4
Brésil	239	1,3	-5
Europe	6 717	36,2	2
UE-28	6 29	33,0	2
Allemagne	1 217	6,6	2
France	679	3,7	0
Royaume-Uni	683	3,7	4
Italie	472	2,5	-2
CEI	506	2,7	-12
Russie	308	1,7	-10
Afrique	647	3,5	2
Moyen-Orient	790	4,3	1
Asie	5 874	31,6	0
Chine	1960	10,6	1
Japon	822	4,4	-1
Inde	460	2,5	-1
NEI	1 316	7,1	1

100 en Europe et en Afrique. Les importations de l'Asie ont stagné, tandis que celles de l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud ont diminué de 4 p. 100. Les importations de la CEI ont enregistré une forte baisse, soit 12 p. 100, en raison de la chute des prix du pétrole et du conflit qui afflige la région.

Le Mexique a mené la croissance des importations en 2014, avec une augmentation de 5 p. 100, suivi du Royaume-Uni, à 4 p. 100, et des États-Unis avec un taux de croissance de 3 p 100. Les importations du Brésil et de la Russie ont connu des baisses substantielles, qui pourraient être exagérées par le fait que les flux commerciaux sont exprimés en dollars américains, une monnaie dont la valeur s'est appréciée.

L'Europe demeure le premier importateur mondial et sa faiblesse économique actuelle est l'un des facteurs les plus importants expliquant les déboires récents du commerce mondial. La performance des importations de l'Asie suivait de près, soit par une marge de moins de 1 billion de dollars.

Les exportations de services

La valeur globale des exportations mondiales de services a augmenté de 4,0 p. 100, à 4,9 billions de \$É. U. Ce sont les services commerciaux qui ont progressé le plus rapidement, soit à un taux de 5 p. 100, suivis des services de voyage, à 4 p. 100, alors que les services de transport n'avançaient que de 2 p. 100. Contrairement aux exportations de marchandises, l'augmentation des exportations de services en volume a été modeste dans toutes les régions en 2014, à l'exception de la CEI, dont les exportations de services ont diminué de 8 p. 100 après une hausse de 11 p. 100 en 2013.

Le Moyen-Orient a été la région enregistrant la croissance la plus rapide de ses exportations de services en 2014, soit 6 p. 100. L'Europe et l'Asie venaient ensuite avec une expansion de 5 p. 100 de leurs exportations de services. L'Amérique centrale et l'Amérique

du Sud ont affiché une croissance de 4 p. 100 de leurs exportations de services, tandis que l'Amérique du Nord et l'Afrique ont inscrit un gain de 3 p. 100.

Parmi les grandes économies, la performance des exportations de services du Japon a été exceptionnelle, avec un bond de 19 p. 100 sur l'année. La croissance de 11 p. 100 des exportations des Pays-Bas plaçait ce pays au second rang, tandis que la Chine enregistrait une progression de 8 p. 100. Libellées en dollars américains, les exportations du Canada ont baissé de 4 p. 100 en raison de l'effet de change; exprimées en dollars canadiens, elles ont augmenté de 3 p. 100.

L'Europe est demeurée le principal fournisseur mondial de services, avec un peu moins de la moitié de la valeur globale des services exportés, soit 2,3 billions de \$É.-U.; cela s'explique principalement par les échanges de services intra-UE. L'Asie arrivait au deuxième rang, avec un peu plus de la moitié de ce montant (1,2 billion de \$É.-U.), suivie de l'Amérique du Nord, avec 0,8 billion de \$É. U., soit 16,3 p. 100 des exportations mondiales de services en 2014.

2014, par région				
	Valeur (G \$ÉU.)	Part (%)	Croissance (%)	
Monde	4 862	100,0	4	
Amérique du Nord	793	16,3	3	
États-Unis	686	14,1	3	
Canada	85	1,7	-4	
Mexique	21	0,4	5	
Amérique du Sud et				
Amérique centrale	156	3,2	4	
Brésil	40	0,8	6	
Europe	2 349	48,3	5	
UE-28	2 153	44,3	5	
Allemagne	267	5,5	5	
Royaume-Uni	329	6,8	4	
France	263	5,4	4	
Pays-Bas	156	3,2	11	
CFI	110	2.3	-8	

66

94

124

1236

222

158

154

403

941

1234

2 686

1,4

1,9

2,6

25.4

4,6

3,2

3,2

8,3

19,4

25,4

55,2

-5

3

6

5

8

19

4

4

2

4

5

Russie

Moyen-Orient

Chine

Japon Inde

Exportations par catégorie Transports

Services commerciaux

Voyages

et autres

NEI

Afrique

Asie

TABLEAU 1-4

Exportations mondiales de services,

Les importations de services

Les importations mondiales de services ont crû de 5 p. 100 pour s'établir à 4,7 billions de \$É. U. en 2014. À l'instar des exportations, toutes les régions ont affiché une croissance positive, sauf la CEI, dont les importations ont diminué de 4 p. 100.

Tout comme pour les exportations de services, le Moyen-Orient a été la région inscrivant la plus forte croissance des importations de services, à 9 p. 100. Les importations de l'Asie venaient ensuite, avec un gain de 6 p. 100, stimulées par la forte croissance observée en Chine (16 p. 100) et au Japon (12 p. 100), tandis que les importations de l'Inde reculaient de 1 p. 100. Au total, l'Asie a représenté 28,5 p. 100 des importations mondiales

de services en 2014.

TABLEAU 1-5				
Importations mondiales de services,				
2014, par région				

2014, par region				
	Valeur (G \$ÉU.)	Part (%)	Croissance (%)	
Monde	4 741	100.0	5	
Amérique du Nord	593	12,5	3	
États-Unis	454	9,6	4	
Canada	106	2,2	-5	
Mexique	32	0,7	9	
Amérique du Sud et				
Amérique centrale	202	4,3	1	
Brésil	87	1,8	5	
Europe	1988	41,9	5	
UE-28	1 810	38,2	5	
Allemagne	327	6,9	1	
Royaume-Uni	189	4,0	-1	
France	244	5,1	6	
Pays-Bas	165	3,5	8	
CEI	169	3,6	-4	
Russie	119	2,5	-5	
Afrique	169	3,6	5	
Moyen-Orient	271	5,7	9	
Asie	1 3 4 9	28,5	6	
Chine	382	8,1	16	
Japon	190	4,0	12	
Inde	124	2,6	-1	
NEI	368	7,8	3	

L'Europe a été le premier importateur de services en 2014, accaparant 41,9 p. 100 du total mondial et affichant une croissance de 5 p. 100. Parmi les pays européens, les Pays-Bas et la France ont mené l'expansion des importations, tandis qu'au Royaume-Uni, les importations fléchissaient. En Afrique, les importations ont progressé au même taux de 5 p. 100, maintenant ainsi sa part de 3,6 p. 100 du total mondial.

En Amérique du Nord, les importations de services ont progressé de 3 p. 100, dominées par le Mexique (gain de 9 p. 100) et les États-Unis (hausse de 4 p. 100). Au Canada, les importations exprimées en dollars américains étaient en baisse de 5 p. 100, mais elles ont augmenté de 2 p. 100 en dollars canadiens.

Évolution de l'économie et du commerce tour d'horizon des pays et des régions

L'économie mondiale est demeurée dans un équilibre stable avec une croissance de 3,4 p. 100 pour la troisième année d'affilée, compensant la tendance baissière de la croissance des économies en développement par la reprise depuis longtemps attendue des économies développées. Mais bien que les économies développées aient renoué avec la croissance, elles représentaient encore à peine un quart de la croissance économique globale. À bien des égards, chaque pays essaie toujours de trouver sa propre voie hors des répercussions de la crise économique et financière de 2008-2009, et les économies qui s'adapteront plus rapidement au nouvel environnement en récolteront les avantages. Parmi les économies en développement, la Chine et l'Inde semblent être clairement les chefs de file de ces mouvements, façonnant le monde de l'après-crise à l'image de leur succès ou de leur échec. Mais la nécessité de procéder à des réformes ne se limite pas aux pays en développement : le monde développé doit également maîtriser le défi de relancer la demande du marché intérieur et de progresser au-delà des canaux traditionnels de la production et du commerce afin de briser les contraintes imposées par les sombres réalités du vieillissement de la population et de la diminution de la population active. Le puissant stimulant de la demande privée imputable à la baisse des prix du pétrole, et de plusieurs matières premières de façon plus générale, augurent bien pour la plupart des économies, alors que la montée des tensions géopolitiques a l'effet contraire. De nombreuses économies avancées doivent aussi surmonter le problème insidieux d'une faible inflation, démontrant assez clairement l'opportunité d'une politique budgétaire et monétaire activiste.

Abstraction faite de l'influence écrasante des États-Unis sur l'économie et le commerce du Canada, trois régions avaient toujours une importance particulière pour le Canada en 2014. L'Asie émergente continue d'être une région exemplaire pour la croissance mondiale, et les possibilités qui se présentent chaque année dans cette région sont uniques. Il y a toujours des occasions qui s'offrent dans les marchés de consommation plus évolués de l'Europe, et la proximité et les liens plus étroits que jamais ont fait de l'Amérique latine et des Caraïbes une région prioritaire sur le plan commercial. Au niveau des pays, l'évolution de l'économie mondiale signifie que des trois principaux partenaires commerciaux du Canada, un seul – les États Unis – est une économie avancée; les deux autres, la Chine et le Mexique, sont des économies en développement. Le présent chapitre donne un bref aperçu des facettes les plus importantes de l'évolution économique et commerciale dans ces pays et régions.

Bien que les États-Unis se soient classés au troisième rang de la croissance économique en 2014 parmi les pays du G-7, après le Royaume-Uni et le Canada, ce pays demeure un réservoir de croissance extrêmement important pour les économies avancées. Selon les prévisions, il devrait demeurer le leader de la croissance au sein de ce groupe en 2015 et 2016, accélérant à un rythme de plus de 3 p. 100 grâce au retour en force de la demande des consommateurs. Le freinage fiscal a considérablement diminué en 2014, le marché du logement a poursuivi sa reprise et l'investissement non résidentiel s'est également montré robuste, les investissements dans les structures ouvrant la voie. Les États-Unis profiteront d'un effet de stimulation encore plus grand provenant du renforcement de la confiance des consommateurs et de bas prix pétroliers, mais ce dernier effet ne sera pas aussi important que par le passé en raison de l'accroissement de la production pétrolière aux États-Unis ces dernières années. Pour la troisième année consécutive, la part du commerce canadien détenue par les États-Unis – tant pour les exportations que pour les importations – a augmenté, resserrant les liens économiques entre les deux pays.

La force économique de la Chine est non moins démontrée par la réalisation d'une transition en douceur – d'une expansion jadis fondée sur les exportations vers une croissance alimentée par le marché intérieur, - que dans les taux de croissance à deux chiffres d'antan. La décélération contrôlée qu'elle a opérée, à 7,4 p. 100 en 2014, a largement écarté les craintes d'un atterrissage brutal, et les projections d'une croissance de 6,8 p. 100 en 2015 et de 6,3 p. 100 en 2016 sont associées à de moins grands risques puisque celle-ci dépendra davantage des dépenses de consommation et sera ainsi plus stable. Le ralentissement actuel est principalement attribuable à une correction à la baisse de l'investissement, avec une politique monétaire déployée de manière à appuyer la transition. L'inflation, le chômage et l'excédent du compte courant affichent toujours une bonne tenue et le mouvement continu vers le haut de la chaîne de valeur est censé engendrer de nouvelles possibilités commerciales.

Le Mexique a rebondi après avoir subi un ralentissement en 2013, et les projections laissent entrevoir une meilleure performance à moyen terme. L'investissement des entreprises a enregistré une saine croissance, tandis que le commerce apportait aussi une forte contribution. Au sein de l'ALÉNA, le Mexique joue un rôle très important sur les marchés des produits de l'automobile et des machines, dont la vigueur a fait en sorte que ce pays est devenu la troisième plus importante source d'importations au Canada. Le développement continu et les réformes structurelles devraient ouvrir de nouvelles possibilités pour les entreprises canadiennes au Mexique, et sa proximité géographique devrait assurer que ces possibilités soient de longue durée. Les réformes entreprises dans le secteur des télécommunications et celui de l'énergie devraient stimuler l'investissement étranger.

À l'échelle régionale, l'Asie émergente – dont l'importance va au-delà des forces de la Chine – est l'une des régions clés pour l'activité commerciale du Canada. Les grandes plates-formes d'exportation dans des domaines tels que les machines électriques et électroniques (Malaisie et Thaïlande), les services (Inde) et le vêtement (Vietnam et le Bangladesh) continuent de se développer et d'évoluer. L'Asie émergente est la région qui a connu la plus forte croissance dans le monde et ses perspectives d'avenir sont excellentes. Cependant, le potentiel de l'Asie émergente n'est pas aussi grand qu'il n'y paraît : la croissance extensive a ses limites et celles-ci ont peut-être déjà été atteintes, notamment pour les plates-formes du vêtement. L'avenir de la région dépend de la mesure dans laquelle ces pays réussiront à déplacer leurs paradigmes économiques en s'éloignant du modèle de développement axé sur l'exportation, mais les premières indications dans le cas de la Chine sont très encourageantes.

La zone euro se porte mieux et semble pouvoir garder sa cohésion au moment où elle traverse ses déboires de l'après-crise. L'intervention monétaire ferme de la Banque centrale européenne a calmé les marchés obligataires, et bien que les difficiles négociations avec la Grèce se poursuivent, elles ne posent plus une menace existentielle. La croissance reprend grâce à une atténuation du freinage fiscal, et l'Allemagne, la France et l'Espagne ont enregistré une croissance positive; malgré cela, des risques géopolitiques et des sanctions commerciales affligent maintenant cette région. Une grande partie du commerce et de l'investissement du Canada est historiquement liée à la zone euro, et prend ses racines dans des normes, des valeurs et une histoire communes. L'importance de la zone euro est mise en relief par la conclusion des négociations, il n'y a pas si longtemps, de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne, et la zone euro restera resteront un volet clé du commerce du Canada pour des décennies à venir.

Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont les voisins du Canada dans l'hémisphère et cette proximité leur confère une priorité particulière. Un effort concerté a mené à la signature de plusieurs accords de libre-échange et de protection de l'investissement au cours de la dernière décennie, et de nombreux pays de cette région sont devenus d'importants fournisseurs des entreprises canadiennes (p. ex. le Chili, le Pérou et la Colombie). La croissance dans cette région a considérablement ralenti; le Mexique offre les meilleures perspectives puisqu'il est sur la voie de la reprise, mais le Brésil se dirige vers une croissance négative. Néanmoins, les perspectives à long terme pour la région demeurent favorables.

Tour d'horizon des pays

Les États-Unis

La croissance économique aux États-Unis a légèrement progressé en 2014, soit de 2,4 p. 100. Cette croissance reflète principalement les contributions positives des dépenses des ménages, les services ayant pavé la voie. L'investissement fixe des entreprises a également fait une contribution importante à la croissance, avec une augmentation sensible de l'investissement non résidentiel, avec en tête les structures. Ces effets ont été partiellement

compensés par la contribution négative des exportations nettes, une situation inverse de celle de l'année précédente imputable à l'augmentation des importations : bien que les exportations aient légèrement progressé en 2014, cette avancée a été éclipsée par la forte augmentation des importations, notamment les importations de biens. La ponction des importations sur le PIB réel a été 0,65 point de pourcentage, supérieure à la contribution positive des exportations de 0,43 point de pourcentage. L'effet de ralentissement considérable provenant de la réduction des dépenses du gouvernement fédéral a sensiblement diminué, et les dépenses publiques des États et des administrations locales ont repris quelque peu.

La faible croissance durant le premier trimestre, à la fois en 2013, en 2014 et de nouveau en 2015, en partie attribuable aux effets du mauvais temps, a sensiblement affecté la croissance du PIB réel. Au cours des trois derniers trimestres de 2014, la croissance du PIB a atteint près de 4 p. 100. En dernière analyse, les deux plus importants changements dans les composantes du PIB réel se sont en grande partie contrebalancés, la baisse de la contribution des exportations nettes ayant presque été compensée par la diminution de l'effet de freinage des dépenses gouvernementales, ce qui a permis à l'augmentation des dépenses des

TABLEAU 2-1 PIB réel des États-Unis et mesures connexes						
PIB reel des Etat	Part en dollars courants (%)	Croissance par rapport à l'année précédente (%)				
	2014	2013	2014	2013	2014	
Produit intérieur brut	100	2,2	2,4	2,2	2,4	
Dépenses des ménages Biens Biens durables Biens non durables Services	68,5 22,8 7,5 15,3 45,7	2,4 3,4 6,7 1,9 1,9	2,5 3,4 6,9 1,8 2,1	1,64 0,78 0,49 0,29 0,86	1,73 0,78 0,50 0,28 0,94	
Investissement en capital fixe des entreprises Résidentiel Non résidentiel Structures Machines et matériel	15,9 3,2 12,7 2,9 5,8	4,7 11,9 3,0 -0,5 4,6	5,3 1,6 6,3 8,2 6,4	0,70 0,33 0,37 -0,01 0,26	0,83 0,05 0,78 0,23 0,36	
Produits de propriété intellectuelle	3,9	3,4	4,8	0,13	0,19	
Investissement dans les stocks	0,5	-	-	0,06	0,09	
Exportations nettes de biens et services Exportations Biens Services Moins les importations Biens Services	-3,1 13,4 9,3 4,1 16,5 13,7 2,8	3,0 2,8 3,6 1,1 0,9 2,2	3,2 4,0 1,4 4,0 4,1 3,6	0,22 0,41 0,26 0,15 -0,19 -0,13	-0,22 0,43 0,37 0,06 -0,65 -0,55 -0,10	
Dépenses et investissement brut des gouvernements	18,2	-2,0	-0,2	-0,39	-0,03	
Fédéral	7,0	-5,7	-1,9	-0,45	-0,14	
États et administrations locales	11,2	0,5	1,0	0,06	0,11	

ménages et des investissements fixes des entreprises d'entraîner une augmentation de la croissance économique.

Dans l'ensemble, la reprise américaine semble bien engagée, avec un effet de stimulation provenant de la baisse des prix du pétrole et de l'amélioration de la confiance des consommateurs. Le taux de chômage se situait à 5,6 p. 100 à la fin de 2014 (5,5 p. 100 en mai 2015) et les attentes inflationnistes sont demeurées faibles, laissant entrevoir de meilleures possibilités d'expansion.

Les exportations de marchandises du Canada vers les États-Unis ont augmenté de 11,6 p. 100 en 2014, dépassant le taux de croissance global de 10,3 p. 100 pour l'ensemble des exportations. Les importations en provenance des Etats Unis ont augmenté encore plus rapidement, soit de 11,9 p. 100, ce qui est aussi plus rapide que la croissance globale des importations, qui a été de 7,6 p. 100. La croissance a été beaucoup plus sobre du côté des services, à 2,4 p. 100 pour les exportations canadiennes et 0,3 p. 100 pour les importations. La part des États Unis dans les exportations et les importations canadiennes a progressé pour la troisième année d'affilée. Les cinq principaux produits d'exportation ont été les combustibles et huiles minéraux, les produits de l'automobile, les machines mécaniques, les plastiques et les machines électriques et électroniques.

La Chine

L'économie chinoise a légèrement ralenti en 2014, enregistrant un taux de croissance de 7,4 p. 100, dans ce qui constitue un passage contrôlé vers un modèle de croissance plus durable dépendant moins de l'investissement et davantage de la consommation. Il y a certes place pour une expansion de la consommation privée (qui désigne les dépenses des ménages dans les statistiques de la Chine), car ce poste ne représentait que 36,3 p. 100 du PIB en 2014¹. Toutefois, la croissance de la consommation privée a elle-même ralenti l'an passé: passant de 7,5 p. 100 en 2013 à 6,8 p. 100 en 2014. L'investissement a été le principal facteur contribuant au ralentissement, alors que la correction dans le secteur immobilier s'est accélérée; la croissance est ainsi passée de 9,4 p. 100 en 2013 à seulement 5,6 p. 100 en 2014.

Avec le fléchissement de l'investissement et de la consommation, le commerce a eu essentiellement la tâche de maintenir le ralentissement à un minimum. Même si la croissance des exportations a diminué considérablement, passant de 8,7 p. 100 en 2013 à 5,9 p. 100 en 2014, un ralentissement beaucoup plus marqué est survenu dans la croissance des importations, qui a reculé de 10,8 p. 100 en 2013 à seulement 4,9 p. 100 en 2014. Cela signifie qu'une contribution positive considérable des exportations nettes (les chiffres exacts n'étaient pas disponibles au moment de la rédaction) a permis de compenser les effets négatifs de l'investissement et de la consommation sur la croissance annuelle du PIB.

Selon les prévisions du FMI, l'économie de la Chine devrait continuer de ralentir à moyen terme, à 6,8 p. 100 en 2015 et à 6,3 p. 100 en 2016. La baisse des prix des produits de base conjuguée aux réformes visant à soutenir la consommation comme nouveau moteur de la croissance devraient permettre un atterrissage en douceur. L'inflation devrait demeurer sous la barre des 2 p. 100, et le solde courant de la balance des paiements devrait s'améliorer pour dépasser de 3 p. 100 du PIB, tandis que le chômage déclaré restera stable autour de 4 p. 100.

Les exportations de marchandises du Canada vers la Chine ont chuté de 5,9 p. 100 en 2014, la première baisse enregistrée depuis 2002. En revanche, les importations du Canada en provenance de la Chine ont augmenté de 11,2 p. 100, à 35,6 milliards de dollars, soit plus de 10 fois la valeur observée en 1999. La Chine reste le deuxième partenaire du Canada au chapitre des exportations et des importations de biens. Les principaux produits d'exportation du Canada vers la Chine sont la pâte de bois, les graines de canola, les minerais, le bois et l'énergie; Les principaux biens importés au Canada en provenance de la Chine sont les machines électriques et électroniques, les machines mécaniques, les meubles ainsi que les jouets et le matériel de sport.

Ces chiffres et d'autres sur la Chine pour 2014 sont des estimations provenant d'IHS Global Insight.

Le Mexique

Après un net ralentissement de la croissance à 1,4 p. 100 en 2013, la performance économique du Mexique s'est améliorée en 2014. La croissance du PIB réel a progressé à 2,1 p. 100, les dépenses des ménages augmentant à un rythme de 2,0 p. 100. L'investissement des entreprises a cessé de s'amenuiser, enregistrant une solide croissance de 4,8 p. 100, qui a fait une contribution de 0,5 point de pourcentage à la croissance du PIB réel. Les exportations nettes ont apporté une contribution équivalente, sur la lancée d'une forte expansion des exportations; les importations réelles ont aussi augmenté, mais plus lentement. Après un déficit correspondant à 2,4 p. 100 du PIB en 2013, le solde du compte courant s'est amélioré et le déficit n'a représenté que 2,1 p. 100 du PIB en 2014; l'inflation est passée de 3,8 p. 100 en 2013 à 4,0 p. 100 en 2014, tandis que le chômage augmentait à 4,8 p. 100.

Les projections à moyen terme pour l'économie mexicaine laissent entrevoir une solide croissance de 3,0 p. 100 en 2015 et de 3,3 p. 100 en 2016, quoi que ces niveaux soient inférieurs à ceux prévus antérieurement. La demande des consommateurs se redresse lentement, alors que le FMI considère que la politique budgétaire restrictive du Mexique freine sa croissance, à la lumière des retombées potentielles de la reprise américaine. Néanmoins, l'inflation et le chômage devraient baisser à moyen terme et le déficit du compte courant devrait demeurer stable.

La hausse du taux de croissance des exportations réelles du Mexique a été aussi forte en 2014 que la baisse survenue en 2013; la croissance est passée de 2,2 p. 100 en 2013 à 7,3 p. 100 en 2014, ce qui a contribué à la forte croissance observée du PIB. Les importations ont augmenté de 5,7 p. 100 en 2014, ce qui représente aussi une augmentation par rapport au taux de croissance de 2,5 p. 100 en 2013.

Les importations canadiennes de biens en provenance du Mexique ont augmenté de 5,0 p. 100 et le Mexique demeure le troisième plus grand fournisseur d'importations du Canada, principalement dans le secteur de l'automobile et celui des machines électriques et électroniques. Par contre, les exportations de biens du Canada vers le Mexique n'ont progressé que de 1,0 p. 100. Sur une base douanière, les mouvements correspondants dans le commerce des marchandises étaient encore plus prononcés : les importations de marchandises au Canada en provenance du Mexique ont crû de 7,9 p. 100, tandis que les exportations n'augmentaient que de 2,3 p. 100. En conséquence, le déficit du commerce des marchandises du Canada avec le Mexique s'est élargi à 23,3 milliards de dollars en 2014, au second rang derrière le déficit enregistré avec la Chine. Toutefois, ce déficit est en grande partie un artefact de la préférence de l'industrie automobile pour le Mexique comme lieu de production des pièces, dont les installations approvisionnent l'industrie automobile au Canada.

Tour d'horizon des régions

Les pays émergents d'Asie

Selon les estimations révisées du FMI, la croissance en Asie émergente a été de 7,0 p. 100 en moyenne en 2013, puis elle a ralenti à 6,8 p. 100 en 2014. En dépit de ce ralentissement, l'Asie émergente est restée de loin la région économique arborant la plus forte croissance au monde. Avec un taux d'expansion de 7,4 p. 100, le leadership de la Chine au sein de ce groupe semblait sur le point de prendre fin, alors que l'Inde voyait sa croissance accélérer à 7,2 p. 100 et devrait prendre le relais comme chef de file de la croissance du monde

TABLEAU 2-2 Aperçu, Asie émergente, 2014						
2014	Asie émergente	Chine	Inde	Indonésie	Malaisie	
Croissance du PIB (%)	6,8	7,4	7,2	5,0	6,0	
PIB par habitant (\$ÉU.)	-	7 589	1 627	3 534	10 804	
Inflation (%)	3,5	2,0	6,0	6,4	3,1	
Chômage (%)	-	4,1	-	6,1	2,9	
Solde du compte courant (% du PIB)	1,3	2,0	-1,4	-3,0	4,6	
Croissance des exportati réelles, biens et services		6,4	6,6	2,0	5,3	
Croissance des importati réelles, biens et services		7,1	9,6	-1,0	4,2	
Exportations du Canada vers (M \$ÉU.)	25 619,4	17 550,4	2 923,5	1833,5	718,9	
Importations du Canada de (M \$ÉU.)	67 963,2	53 093,5	2 878,6	1369,6	2 190,6	
Balance commerciale du Canada avec (M \$ÉU.) -42 343,8	-35 543,1	44,9	463,9	-1 471,7	

émergent. Dans les économies de l'ANASE-5 (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Vietnam), la croissance a décéléré de 5,2 p. 100 en 2013 à 4,6 p. 100 en 2014, dans ce qui est perçu comme un relâchement temporaire. Des écarts considérables entre les économies régionales sont immédiatement évidents : l'inflation en Indonésie est trois fois plus élevée qu'en Chine, le revenu par habitant en Inde est moins du quart de celui de la Chine, et alors que la Malaisie, à l'instar de la Chine, affiche un excédent de son compte courant, c'est la situation inverse en Inde et en Indonésie.

Avec la baisse des prix des matières premières, l'inflation a diminué dans la plupart de la région et se situe maintenant à 3,5 p. 100 en moyenne. Le taux d'inflation de l'Indonésie était plus élevé, à 6,4 p. 100, tandis que celui de l'Inde atteignait 6,0 p. 100; dans les deux cas, il est

nettement en baisse par rapport à l'année précédente. Le chômage était assez faible dans la région, l'Indonésie enregistrant le taux le plus élevé parmi les grandes économies, soit 6,1 p. 100; toutefois les données pour l'Inde n'étaient pas disponibles. La croissance de 5,3 p. 100 des exportations réelles de biens et services de la Malaisie a fait grimper l'excédent de son compte courant à 4,6 p. 100 du PIB. La Chine a enregistré un modeste excédent de 2,0 p. 100, alors que ses importations réelles de marchandises ont progressé plus rapidement que ses exportations réelles. L'Inde a affiché un modeste déficit de son compte courant, soit 1,4 p. 100 du PIB, ses importations réelles de biens et services ayant augmenté de 9,6 p. 100 et dépassé sensiblement la croissance réelle de 6,6 p. 100 des exportations. Le déficit du compte courant de l'Indonésie s'est légèrement amélioré, à 3,0 p. 100 du PIB, alors que ses exportations réelles ont augmenté et que ses importations réelles ont diminué.

La Chine demeure le premier partenaire commercial du Canada en Asie émergente et représente environ les deux tiers des exportations du Canada et près des quatre cinquièmes de ses importations. Les machines électriques et électroniques ont une importance primordiale dans les échanges du Canada avec la région, et son commerce avec les principales plates-formes d'exportation internationales de ces biens – la Chine, la Malaisie et la Thaïlande sont de bons exemples – est fortement axé sur les importations. Cependant, le commerce du Canada avec d'autres pays émergents d'Asie, comme l'Inde et l'Indonésie, est équilibré ou en excédent, ce qui démontre qu'un déficit commercial n'est pas un aspect inévitable de la présence du Canada dans la région. Les pays émergents d'Asie représentent désormais 14,7 p. 100 des importations du Canada et 5,4 p. 100 de ses exportations, tous deux en baisse comparativement à l'année précédente.

La zone euro

Même si les nouvelles dans la zone euro se sont embellies en 2014, l'incertitude dans la région couve sous la surface. En 2014, la plupart des risques ont connu un dénouement positif, incitant la croissance économique dans la zone euro à se redresser à 0,9 p. 100, à partir d'un taux négatif de 0,5 p. 100 en 2013. La baisse des prix des produits de base a été largement favorable à une expansion dans la région, à l'image d'une politique monétaire plus favorable de la Banque centrale européenne. En outre, l'évolution de la politique budgétaire vers une position plus neutre a permis un retour de la croissance dans certains pays, bien que le FMI recommande une utilisation plus efficace de l'espace budgétaire disponible pour stimuler encore davantage la croissance, notamment par des

investissements. Une faible inflation a persisté, passant en territoire négatif en décembre 2014 en dépit du programme d'achat d'actifs de la Banque centrale européenne; cependant, cette dernière a réussi à susciter une baisse significative du taux de change de l'euro en et rendu les exportations de la zone euro plus attrayantes. Mais le conflit en Ukraine et l'ombre grandissante d'une Russie renaissante ont assombri quelque peu les perspectives économiques, notamment par le biais des sanctions réciproques visant la Russie.

La croissance en Allemagne s'est améliorée légèrement, passant d'un maigre 0,2 p. 100 en 2013 à 1,6 p. 100 en 2014, mais elle est demeurée tiède en France, alors que le taux de 0,3 p. 100 observé en 2013 a avancé à 0,4 p. 100 en 2014. Il y a eu une amélioration considér-

		LEAU 2 , zone eu			,
2014	Zone euro	France	Allemagne	Italie	Espagne
Croissance du PIB (%)	0,9	0,4	1,6	-0,4	1,4
PIB par habitant (\$ÉU.)	-	44 538	47 590	35 823	30 278
Inflation (%)	0,4	0,6	0,8	0,2	-0,2
Chômage (%)	11,6	10,2	5,0	12,8	24,5
Solde du compte courant (% du PIB)	2,3	-1,1	7,5	1,8	0,1
Croissance des exportations réelles, biens et services (%)	4,2	2,7	3,8	2,4	4,2
Croissance des importations réelles, biens et services (%)	4,3	3,8	3,3	1,6	7,6
Exportations du Canada vers (M \$ÉU.)	19 936,1	3 003,5	2 844,2	3 785,5	1 018,4
Importations du Canada de (M \$ÉU.)	38 317,6	5 362,8	14 464,8	5 813,7	1998,3
Balance commerciale du Canada avec (M \$ÉU.)	-18 381,5	-2 359,3	-11 620,6	-2 028,2	-979,9

able de l'économie espagnole, qui est passée d'une contraction de 1,2 p. 100 en 2013 à une croissance de 1,4 p. 100 en 2014. Le progrès a été moins prononcé en Italie, dont l'économie s'est contractée à un rythme plus lent de 0,4 p. 100 en 2014, après un recul de 1,7 p. 100 en 2013. L'inflation est demeurée sous 1 p. 100 dans toutes les grandes économies et a été négative en Espagne, faisant poindre le risque d'une déflation prolongée combinée à une faible croissance – en partie attribuable à l'incapacité du pays de dévaluer rapidement sa monnaie. Le plus gros problème économique demeure le chômage, dont le taux se situe dans les deux chiffres en moyenne pour l'ensemble de la zone euro — variant d'un stupéfiant 24,5 p. 100 en Espagne à 5,0 p. 100 en Allemagne.

Les soldes du compte courant en proportion du PIB étaient relativement sains, ce qui est dû en grande partie à l'impressionnante machine d'exportation allemande. L'excédent du compte courant de l'Allemagne a atteint 7,5 p. 100 du PIB en 2014. Pour l'Italie, il se situait à 1,8 p. 100, et pour l'Espagne, à 0,1 p. 100, tandis que la France affichait un solde négatif de 1,1 p. 100 de son PIB. Les exportations réelles ont repris dans tous ces pays, bien que les importations réelles aient augmenté encore plus vite en France et en Espagne. La croissance moyenne dans la zone euro devrait s'améliorer à moyen terme pour atteindre 1,5 p. 100 en 2015 et 1,7 p. 100 en 2016.

Le Canada a un commerce bilatéral considérable avec cette région, mais tout de même inférieur à ses échanges avec les économies émergentes d'Asie. Les importations totales du Canada en provenance de la zone euro ont atteint 38,3 milliards de \$É. U., soit 8,3 p. 100 du total mondial; les importations venant d'Allemagne – principalement des

produits de l'automobile et des machines – comptent pour plus du tiers de ce montant. Les exportations vers la zone euro sont de moindre envergure, représentant 4,2 p. 100 du total des exportations canadiennes vers le monde. Les échanges commerciaux du Canada avec les pays de la zone euro ont une composition beaucoup plus variée que ceux qui se déroulent avec la plupart des autres régions. Alors que l'Allemagne occupe une place très importante dans la région, elle ne domine pas le commerce du Canada avec ses partenaires de la zone euro. De nombreux pays occupent une position névralgique dans les chaînes d'approvisionnement mondiales du Canada, en particulier dans les matières premières à un niveau de détail plus élevé.

TABLEAU 2-4 Aperçu, Amérique latine et Caraïbes, 2014						
2014 Amérique latine	et Caraïbes	Brésil	Chili	Mexique	Pérou	
Croissance du PIB (%)	1,3	0,1	1,9	2,1	2,4	
PIB par habitant (\$ÉU.)	-	11 605	14 477	10 715	6 458	
Inflation (%)	-	6,3	4,4	4,0	3,2	
Chômage (%)	-	4,8	6,4	4,8	6,0	
Solde du compte courant (% du PIB)	-2,8	-3,9	-1,2	-2,1	-4,1	
Croissance des exportations réelles, biens et services (%)	1,3	-1,9	0,2	7,3	-0,3	
Croissance des importations réelles, biens et services (%)	0,1	-2,5	-7,4	5,7	-1,8	
Exportations du Canada vers (M \$ÉU.)	12 336,8	1972,4	1 031,0	4 979,7	722,5	
Importations du Canada de (M \$ÉU.)	41 191,0	3 141,1	1 562,5	26 087,7	2 742,5	
Balance commerciale du Canada avec (M \$ÉU.)	-28 854,2	-1 168,7	-531,5	-21 108,0	-2 020,0	

L'Amérique latine et les Caraïbes (ALC)

Après une légère décélération en 2013, l'économie de la région de l'ALC a considérablement ralenti en 2014. Le taux de croissance est passé de 3,1 p. 100 en 2012, à 2,9 p. 100 en 2013, puis à 1,3 p. 100 l'an dernier. L'explication réside principalement du côté des prix des produits de base, qui sont demeurés essentiellement inchangés en 2013 mais ont diminué en 2014, réduisant demande d'investissement et, partant, la croissance dans plusieurs économies de ressources de la région ALC. Mais l'économie régionale n'aurait pas l'air aussi mal en point sans le poids substantiel du Brésil, où la faible consommation et l'incertitude politique liée à l'enquête Petrobras se sont traduites par une faible croissance de 0,1 p.

100 en 2014. Les nouvelles pour l'économie brésilienne devraient s'assombrir encore en 2015, où l'on prévoit une contraction de 1,0 p. 100. En revanche, la croissance au Mexique s'est redressée après avoir ralenti en 2013, profitant de la proximité d'une économie américaine en forte reprise, pour atteindre 2,1 p. 100 en 2014. La Bolivie venait en tête de la région avec une croissance de 5,4 p. 100 en 2014, tandis que l'économie du Venezuela se contractait de 4,0 p. 100 sous le choc des bas prix pétroliers. Dans l'ensemble, la croissance dans l'ALC devrait fléchir à 0,9 p. 100 en 2015 avant de rebondir à 2,0 p. 100 en 2016.

Alors que le Venezuela était aux prises avec une inflation galopante, et que celle-ci est demeurée problématique au Brésil et en Uruguay, elle a ralenti dans la plupart des autres grandes économies de la région². Le taux de chômage a augmenté en Argentine, en Colombie et au Venezuela. Le solde du compte courant était négatif de 2,8 p. 100 du PIB pour l'ensemble de la région, avec un ratio négatif particulièrement aigu de 4,1 p. 100 au Pérou et de 3,9 p. 100 au Brésil. Tant les exportations réelles que les importations réelles ont chuté au Brésil et au Pérou; au Chili, les exportations réelles ont stagné tandis que les importations réelles baissaient fortement. Le Mexique a été l'exception au tableau du commerce avec une forte croissance des exportations réelles et des importations réelles.

Les liens du Canada avec cette région gagnent en importance. Les importations en provenance de l'ALC se sont élevées à 41,2 milliards de \$É. U. en 2014. Le Mexique compte pour plus de la moitié des importations canadiennes venant de cette région, soit

² Les données sur l'inflation en Argentine n'étaient pas disponibles au moment de la rédaction de ce rapport.

26,1 milliards de \$É. U. Le Brésil suivait avec 3,1 milliards de \$É. U., tandis que le Pérou n'arrivait pas loin derrière avec 2,7 milliards de \$É. U. d'importations. Le Canada accusait un déficit commercial substantiel avec ces trois pays en 2014.

Étant donné que la région présente un intérêt particulier pour la politique commerciale canadienne et qu'un certain nombre d'accords sur le commerce et la protection de l'investissement ont été signés au cours des dernières années, les entreprises canadiennes exploreront vraisemblablement les nombreux débouchés ouverts par ces accords dans les années à venir, tandis que les négociations entourant le Partenariat transpacifique (PTP) pourraient donner une impulsion supplémentaire à l'activité commerciale dans la région de l'ALC.

Classement du commerce mondial des marchandises selon la valeur

Pour la sixième année consécutive, la Chine a été le premier exportateur mondial de marchandises, d'une valeur de 2,3 billions de \$É. U., soit 12,4 p. 100 des exportations mondiales. Cela est près de 50 p. 100 plus élevé que les exportations des États-Unis, qui arrivent en deuxième place avec 1,6 billion de \$É. U. L'Allemagne occupait le troisième rang avec des exportations évaluées à 1,5 billion de \$É. U., soit 8,0 p. 100 du marché mondial.

Les trois principaux pays exportateurs étaient suivis, à une distance considérable, par le Japon, avec des exportations évaluées à 684 milliards de \$É. U., et les Pays-Bas, à 672 milliards de \$É. U. La France venait en sixième place, avec des exportations de 583 milliards de \$É. U., et la Corée du Sud au septième rang, avec des exportations de 573 milliards de \$É. U. Les classements de ces sept principaux pays exportateurs n'ont pas changé par rapport à 2013.

L'Italie a bondi au huitième rang en 2014, avec des exportations de 529 milliards de \$É. U. Hong Kong suivait de près en neuvième place, avec des exportations de 524 milliards de \$É. U., dont 508 milliards de \$É. U. de réex-

TABLEAU 2-5 Principaux exportateurs et importateurs, commerce mondial des marchandises, 2014 (G \$É.-U. et %)

2014 Rang	2013 Rang	Exportateurs	2014 Valeur (G \$ÉU.)	2014 Part (%)
1	1	Chine	2 343	12,4
2	2	États-Unis	1623	8,6
3	3	Allemagne	1 511	8,0
4	4	Japon	684	3,6
5	5	Pays-Bas	672	3,6
6	6	France	583	3,1
7	7	Corée du Sud	573	3,0
8	11	Italie	529	2,8
9	9	Hong Kong	524	2,8
10	8	Royame-Uni	507	2,7
12	13	Canada	474	2,5

2014	2013		2014	2014
Rang	Rang	Importateurs	Valeur (G \$ÉU.)	Part (%)
1	1	États-Unis	2 409	12,7
2	2	Chine	1960	10,3
3	3	Allemagne	1 217	6,4
4	4	Japon	822	4,3
5	6	Royaume-Uni	683	3,6
6	5	France	679	3,6
7	7	Hong Kong	601	3,2
8	8	Pays-Bas	587	3,1
9	9	Corée du Sud	526	2,8
10	11	Canada	475	2,5
1				

portations vers la Chine qui ne sont pas comptabilisés dans le total mondial. Clôturant le palmarès des 10 premières places, le Royaume-Uni a vu ses exportations fléchir à 507 milliards de \$É. U. l'an dernier. Le Canada a repris la 12e place après l'avoir cédée en 2013, avec des exportations de 474 milliards de \$É. U. – ce qui équivaut à 2,5 p. 100 des exportations mondiales.

Du côté des importations, il n'y a eu aucun changement dans les neuf principaux pays sources au classement mondial, mais le Canada a fait son entrée dans le groupe des 10 premiers pays, avec des importations évaluées à 475 milliards de \$É. U., représentant également 2,5 p. 100 du marché mondial.

Classement du commerce mondial des services selon la valeur

En 2014, les États-Unis sont demeurés le premier fournisseur et importateur de services dans le monde. Les exportations de services de ce pays, d'une valeur de 686 milliards de \$É. U., ont représenté 14,1 p. 100 des exportations mondiales; le Royaume-Uni suivait loin derrière au second rang, avec des exportations de services de 329 milliards de \$É. U., soit 6,8 p. 100 du total mondial. L'Allemagne et la France étaient proche l'une de l'autre,

TABLEAU 2-6 Principaux exportateurs et importateurs, commerce mondial des services, 2014 (G \$É.-U. et %)

2014 Rang	2013 Rang	Exportateurs	2014 Valeur (G \$ÉU.)	2014 Part (%)
1	1	États-Unis	686	14,1
2	2	Royame-Uni	329	6,8
3	3	Allemagne	267	5,5
4	4	France	263	5,4
5	5	Chine	222	4,6
6	8	Japon	158	3,3
7	9	Pays-Bas	156	3,2
8	6	Inde	154	3,2
9	7	Espagne	135	2,8
10	11	Irlande	133	2,7
18	18	Canada	85	1,7

2014 Rang	2013 Rang	Importateurs	2014 Valeur (G \$ÉU.)	2014 Part (%)
1	1	Éats-Unis	454	9,6
2	2	Chine	382	8,1
3	3	Allemagne	327	6,9
4	4	France	244	5,1
5	6	Japon	190	4,0
6	5	Royaume-Uni	189	4,0
7	10	Pays-Bas	165	3,5
8	11	Irlande	142	3,0
9	9	Singapour	130	2,7
10	7	Inde	124	2,6
15	14	Canada	106	2,2

occupant le troisième et le quatrième rang, respectivement, tandis que la Chine demeurait en cinquième place, avec 222 milliards de \$É. U. d'exportations de services; toutes ces positions sont restées inchangées par rapport à 2013.

Le Japon a gravi deux échelons pour occuper la sixième place en 2014, mais il se trouve essentiellement dans une triple égalité avec les Pays-Bas et l'Inde. L'Espagne a glissé du septième au neuvième rang, tandis que l'Irlande a revendiqué la dixième place, avec 133 milliards de \$É. U. d'exportations de services. Le Canada est demeuré en 18ème place, avec des exportations de 85 milliards de \$É. U., ce qui représente 1,7 p. 100 des exportations mondiales de services.

Les importations de services des États-Unis venaient également au sommet du tableau mondial, bien que de façon moins dominante. Avec 454 milliards de \$É. U. d'importations et une part de 9,6 p. 100, ce pays disposait d'une avance de moins de 100 milliards de \$É. U. sur la Chine, qui arrivait en deuxième place. L'Allemagne, avec des importations de 327 milliards de \$É. U., occupait le troisième rang; la France arrivait au quatrième rang, avec des importations de services évaluées à 244 milliards de \$É. U. Le Japon a délogé le Royaume-Uni comme cinquième plus grand importateur mondial par une infime marge, tandis que, derrière eux, les Pays-Bas sont passés de la dixième à la septième place au classement. Des importations de 142 milliards de \$É. U. ont hissé l'Irlande au huitième rang dans le monde, tandis que Singapour conser-

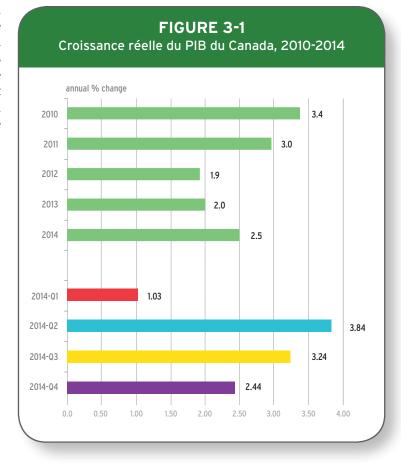
vait la neuvième place. L'Inde a glissé du septième au dixième rang, avec des importations de services d'une valeur de 124 milliards de \$É. U. Les importations de services au Canada ont atteint 106 milliards de \$É. U. en 2014, plaçant celui-ci au 15e échelon, avec 2,2 p. 100 du marché mondial des importations de services.

La performance économique du Canada

Comme il ressort des chapitres précédents, le cheminement des différentes économies a été influencé par des facteurs différents en 2014. L'économie du Canada – secouée par de multiples vents contraires et facteurs de stimulation – n'a pas fait exception. Tout d'abord, les perspectives généralement moroses des économies développées imputables à un ralentissement de la croissance de la productivité, une population vieillissante et

des défis budgétaires sont moins pertinentes dans le cas du Canada, dont la performance sur le plan de la croissance de la main-d'œuvre et de la fiscalité a été nettement meilleure que celle de ses pairs. Deuxièmement, les effets de la crise économique et financière de 2008-2009 ont sans doute été les moins prononcés parmi les pays développés, et il en reste peu de traces à l'heure actuelle. Troisièmement, la dégringolade des prix pétroliers pourrait causer moins de dégâts qu'on ne le craignait, parce que non seulement s'estelle en partie inversée dans les premiers mois de 2015, mais la baisse du dollar canadien et le rétrécissement de l'écart de prix touchant le pétrole lourd canadien ont agi comme des stabilisateurs automatiques sur les recettes pétrolières des entreprises canadiennes jusqu'ici. Enfin, la vigueur persistante de l'économie américaine, conjuguée à la faiblesse du huard, constitue une nouvelle source de dynamisme pour les industries exportatrices du Canada.

Le cours général de l'économie canadienne en 2014 a été largement déterminé par les considérations qui précèdent. La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel s'est accélérée à 2,5 p. 100 en 2014,



après un gain de 2,0 p. 100 en 2013. La performance a été faible au premier trimestre de l'année en raison de conditions hivernales exceptionnellement rigoureuses; l'économie a fortement rebondi au deuxième trimestre, puis a ralenti tout au long de la seconde moitié de l'année – produisant néanmoins une meilleure performance en moyenne durant la seconde moitié de l'année que durant la première moitié (voir la figure 3-1). Les dépenses de consommation ont de nouveau été le principal moteur de la croissance, sous l'effet d'une augmentation des dépenses pour toutes les catégories de produits, mais plus particulièrement pour les biens durables. Mais la plus grosse surprise au chapitre de la croissance du PIB provient des exportations nettes qui, en 2013, avaient enregistré une première contribution positive à la croissance en plus d'une décennie et qui ont ajouté un point de pourcentage à celle-ci en 2014. La dépréciation d'environ 8 ¢É.-U. du dollar canadien sur l'année a aidé les exportations nettes, de même que les revenus des exportateurs canadiens. La production a augmenté dans tous les grands secteurs industriels, sauf la fabrication, la foresterie, la pêche et la chasse. La production de biens a connu une expansion de 2,6 p. 100, tandis que la production de services progressait de 2,3 p. 100. L'emploi n'a progressé que de 0,6 p. 100 l'an dernier, ce qui est un recul par rapport à la croissance de 1,5 p. 100 enregistrée en 2013, mais le taux de chômage a diminué dans la même proportion de 0,2 point de pourcentage qu'en 2013, pour s'établir à 6,9 p. 100. Au niveau des secteurs, l'emploi dans les industries productrices de biens a reculé de 0,3 p. 100, avec des baisses de 2,8 p. 100 en agriculture, de 4,1 p. 100 dans le secteur de la forêt et de la pêche et de 0,7 p. 100 dans l'industrie manufacturière. L'emploi a mieux résisté dans les industries productrices de services, où il a progressé de 0,9 p. 100. L'inflation est remontée à 2,0 p. 100 après une année léthargique en 2013, ce qui correspondait exactement à la cible de 2,0 p. 100 de la Banque du Canada.

Le produit intérieur brut par activité industrielle

La croissance du PIB réel du Canada s'est accélérée pour la deuxième année d'affilée en 2014, à 2,5 p. 100. La production a progressé dans tous les grands secteurs industriels, à l'exception de celui de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse. La vigueur soutenue des dépenses de consommation et la forte contribution positive des exportations nettes ont alimenté la croissance économique.

La croissance des dépenses des ménages s'est accélérée à 2,8 p. 100 après un gain de 2,5 p. 100 en 2013, aiguillonnée par l'augmentation des dépenses en biens durables.

TABLEAU 3-1
Produit intérieur brut réel (PIB) et mesures connexes

	en dollars courants (%)	Croissance sur l'année précédente (%)		CContributions a changement er pourcentage du PIB (points de pourcent	
	2014	2013	2014	2013	2014
Produit intérieur brut	100,0	2,0	2,5	2,00	2,53
Dépenses des ménages	54,3	2,5	2,8	1,37	1,48
Biens	24,1	2,8	3,4	0,67	0,81
Biens durables	6,7	3,8	5,3	0,25	0,35
Biens semi durables	3,9	2,8	3,6	0,11	0,14
Biens non durables	13,5	2,3	2,4	0,31	0,33
Services	30,2	2,3	2,2	0,70	0,67
Investissement des entreprises	19,8	0,8	0,9	0,17	0,17
Résidentiel	6,8	-0,4	2,8	-0,02	0,19
Non résidentiel	11,1	2,6	0,1	0,29	0,01
Structures	7,2	5,0	-0,1	0,36	-0,01
Machines et matériel	3,8	-1,7	0,7	-0,07	0,03
Produits de propriété intellectuelle	1,9	-4,6	-1,4	-0,10	-0,03
Investissement dans les stocks	0,4	66,3	-39,9	0,29	-0,28
Non agricoles	0,5	-8,4	20,1	-0,05	0,10
Agricoles	-0,1	-	-	0,35	-0,37
Exportations nettes de biens et services	-0,9	-	-	0,19	1,16
Exportations	31,6	2,0	5,4	0,61	1,67
Biens	26,7	2,1	6,0	0,52	1,56
Services	4,8	1,7	2,3	0,08	0,11
Moins les importations	32,5	1,3	1,7	0,42	0,51
Biens	26,5	1,9	2,4	0,49	0,59
Services	6,0	-1,3	-1,3	-0,08	-0,09
Dépenses et investissement brut					
des gouvernements	24,9	0,1	-0,1	0,03	-0,04
Dépenses et investis. brut des org. sans but lucratif servant les ménages	1,5	1,5	1,2	0,03	0,02

Les dépenses consacrées aux biens non durables et semidurables ont augmenté légèrement, tandis que les dépenses pour les services ont ralenti très légèrement. L'augmentation des dépenses des consommateurs a fait une contribution de près de 1,5 point de pourcentage à la croissance globale en 2014.

L'investissement entreprises a progressé à un rythme de 0,9 p. 100, ce qui est légèrement plus rapide que la croissance de 0,8 p. 100 observée l'année précédente. L'investissement des entreprises dans la construction résidentielle a rebondi pour croître de 2,8 p. 100 après la baisse survenue en 2013. Une réduction de 0,1 p. 100 des dépenses en structures a ralenti la croissance de l'investissement non résidentiel à un gain de seulement 0,1 p. 100 en 2014. Dans l'ensemble, la contribution de l'investissement des entreprises à la croissance a donc été très faible en 2014 moins de 0,2 p. 100, soit le même niveau qu'en 2013.

Une accumulation des stocks agricoles en 2013 s'est traduite par une expansion de 66,3 p. 100 et a contribué à 0,3 point de pourcentage à la croissance économique la même année. La situation s'est trouvée inversée en 2014; les stocks agricoles (principalement des céréales) ont considérablement diminué, reculant de près de 6 milliards de dollars. Cette baisse n'a pu être compensée par une croissance de 20 p. 100 des stocks non agricoles, et l'investissement global dans les stocks a ainsi chuté de près de 40 p. 100, ravissant 0,3 point de pourcentage à la croissance de l'économie en 2014.

Les exportations nettes, soit la différence entre les exportations et les importations, ont contribué 1,2 point de pourcentage à la croissance l'an dernier, ce qui est leur plus forte contribution depuis le début du présent siècle. La croissance des exportations

réelles a bondi à 5,4 p. 100, sous l'impulsion des exportations de biens, tandis que la croissance des importations réelles a été encore une fois ralentie par la contraction continue des importations de services.

Le produit intérieur brut par activité industrielle

Le PIB réel a progressé de 2,4 p. 100 en 2014, en hausse sur le taux de 2,1 p. 100 enregistré l'année précédente. Les industries productrices de biens ont avancé le plus rapidement (gain de 2,6 p. 100), mais les industries de services (gain de 2,3 p. 100) n'arrivaient pas loin derrière.

Une forte progression dans les industries minières et extractives a dominé la croissance des secteurs de production de biens, alors que l'extraction de pétrole et de gaz et la fabrication avançaient sensiblement. Les services publics et la construction ont stagné, tandis que l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse ont fléchi.

Dans le secteur manufacturier, la production de biens durables a augmenté de 3,5 p. 100, l'automobile, les minéraux non-métalliques et les industries du bois battant la marche. La plupart des autres industries étaient également en hausse; deux industries ont accusé un déclin, soit celle du matériel électrique qui a reculé de 1,8 p. 100, et celle de la fabrication diverse, en baisse de 2,1 p. 100.

Du côté des biens non durables, la production a augmenté de 2,5 p. 100 en 2014, avec de solides gains dans les industries alimentaires ainsi que les textiles, le vêtement et le cuir. Les industries des pâtes et papiers ont progressé de 2,8 p. 100, leur première augmentation depuis 2010. Les autres industries ont également progressé, à l'exception de l'imprimerie (baisse de 0,9 p. 100) et des produits du pétrole et du charbon (baisse de 1,0 p. 100).

Des gains ont été signalés dans toutes les grandes industries de services. Le transport et l'entreposage a été le secteur le plus dynamique, avec une croissance de 4,4 p. 100, suivi du commerce de gros, à 4,2 p. 100. Les services du commerce de détail et des finances et assurances ont aussi fortement progressé.

TABLEAU 3-2
Changement en pourcentage du PIB
réel par secteur industriel

	2012	2013	2014	
Ensemble des industries	2,0	2,1	2,4	
Industries de production de biens	2,6	2,4	2,6	
Extraction pétrolière et gazière	3,7	4,1	6,3	
Mines et carrières	-2,0	6,1	6,7	
Services publics	0,4	3,4	0,3	
Construction	6,5	1,9	0,6	
Fabrication	1,9	-0,3	3,0	
Fabrication de biens non durables	-0,5	0,6	2,5	
Aliments	-1,2	1,0	5,1	
Boissons et tabac	2,3	-1,2	2,7	
Textiles, vêtement et cuir	-4,1	-9,0	7,0	
Pâtes et papier	-5,7	-1,4	2,8	
Imprimerie	-0,5	0,4	-0,9	
Produits du pétrole et du charbon	1,9	-0,7	-1,0	
Produits chimiques	-0,5	3,4	1,1	
Plastique et caoutchouc	3,1	1,8	2,4	
Fabrication de biens durables	3,8	-1,1	3,5	
Bois	7,6	7,3	4,1	
Minéraux non métalliques	-0,2	-4,8	4,5	
Métaux de première fusion	2,2	0,6	2,8	
Fabrication de produits métalliques	6,0	-2,9	1,7	
Fabrication de machines	3,0	-3,4	2,7	
Ordinateurs et produits électroniques	-12,0	-6,7	2,8	
Matériel électrique, etc.	0,3	1,2	-1,8	
Matériel de transport	11,7	-2,6	7,0	
Meubles	-0,4	4,6	2,9	
Fabrication diverse	-3,6	9,9	-2,1	
Industries productrices de services	1,8	2,0	2,3	
Commerce de gros	1,6	1,4	4,2	
Commerce de détail	1,8	2,8	3,5	
Transport et entreposage	1,4	1,3	4,4	
Information et culture	1,7	1,2	0,0	
Finances et assurances	2,2	3,9	3,2	
Immobilier	2,6	2,9	2,8	
Services professionnels et techniques	2,3	1,4	2,1	
Gestion de sociétés	0,4	1,6	1,6	
Services administratifs et de soutien	1,8	1,4	1,9	
Éducation	1,8	1,8	0,3	
Santé et aide sociale	1,9	1,6	1,6	
Arts et divertissement	-1,4	2,8	0,5	
Hôtels et restaurants	3,1	3,0	2,9	
Autres	0,6	2,8	2,5	
Administration publique	0,2	0,0	0,8	

L'emploi

L'emploi a augmenté de 110 100 postes (0,6 p. 100) au Canada, pour atteindre 17,8 millions en 2014. Cela a suffi pour réduire le taux de chômage d'un autre 0,2 point de pourcentage, à 6,9 p. 100. Depuis le creux du ralentissement mondial en juillet 2009, le Canada a ajouté 1 176 900 emplois à sa population active à venir jusqu'en décembre 2014.

L'emploi a reculé dans les industries productrices de biens (baisse de 0,3 p. 100) en raison de déclins dans la foresterie et la pêche, l'agriculture et la fabrication. L'emploi

	TAE	BLEA	U 3-	3
Emp	loi et	mesu	res co	nnexes

Emploi et mesures connexes					
Nombre d'employés	2014 (milliers)	Part (%)	Variation (%)		
Total, ensemble des industries	17802,2	100,0	0,6		
Emploi industriel					
Industries productrices de biens	3897,1	21,9	-0,3		
Agriculture	305,1	1,7	-2,8		
Forêt et pêche	65,0	0,4	-4,1		
Extraction minière, pétrolière et gazière	307,5	1,7	2,4		
Services publics	136,9	0,8	1,4		
Construction	1371,5	7,7	0,1		
Fabrication	1711,0	9,6	-0,7		
Industries productrices de services	13905,1	78,1	0,9		
Commerce	2729,3	15,3	0,7		
Transport et entreposage	896,8	5,0	1,6		
Finances, assurances et immobilier	1083,8	6,1	0,5		
Services professionnels et techniques	1333,3	7,5	1,7		
Services et soutien aux entreprises	734,8	4,1	-0,8		
Éducation	1236,8	6,9	0,8		
Soins de santé et aide sociale	2219,7	12,5	1,4		
Information, culture et loisirs	757,2	4,3	0,1		
Hôtels et restaurants	1207,5	6,8	3,2		
Autres	795,1	4.5	0,0		
Administration publique	910,7	5,1	-0,9		
Emploi provincial					
Alberta	2274,6	12,8	2,2		
Colombie-Britannique	2278,4	12,8	0,6		
Manitoba	626,5	3,5	0,1		
Nouveau-Brunswick	353,9	2,0	-0,2		
Terre-Neuve-et-Labrador	238,6	1,3	-1,7		
Territoires du Nord-Ouest	22,1	0,1	-4,7		
Nouvelle-Écosse	447,6	2,5	-1,1		
Nunavut	12,3	0,1	-3,1		
Ontario	6877,9	38,6	0,8		
Île-du-Prince-Édouard	74	0,4	-0,1		
Québec	4059,7	22,8	0,0		
Saskatchewan	570,9	3,2	1,0		
Yukon	19,8	0,1	2,6		

a augmenté légèrement dans la construction, plus rapidement dans les services publics, et le plus rapidement dans l'extraction minière, pétrolière et gazière parmi l'ensemble des secteurs de production de biens.

Plus des trois quarts des emplois au Canada se trouvent dans le secteur des services. Le chef de file des gains d'emploi a été l'industrie des hôtels et restaurants, avec une augmentation de 3,2 p. 100. L'emploi a progressé dans la plupart des autres industries de services, à l'exception de l'administration publique (baisse de 0,9 p. 100) et des services et soutien aux entreprises (baisse de 0,8 p. 100). Dans l'ensemble, l'emploi dans les services a avancé de 0,9 p. 100 en 2014.

En Alberta et au Yukon, des gains de 2,2 p. 100 et de 2,6 p. 100, respectivement, ont dominé la croissance de l'emploi parmi les provinces et territoires du Canada. La croissance en Ontario a aussi été plus rapide que la moyenne, tandis qu'en Colombie-Britannique elle a été au niveau de la moyenne nationale. L'emploi est demeuré inchangé au Québec en 2014, tandis que des baisses ont été observées dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, à Terre-Neuveet-Labrador, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et dans l'Île-du-Prince-Édouard.

L'inflation

Le taux annuel d'inflation au Canada a progressé de 0,9 p. 100 en 2013 à 2,0 p. 100 en 2014, ce qui se situe au milieu de la bande cible de la Banque du Canada. L'inflation tendancielle, qui exclut huit des composantes les plus instables¹ et l'effet des changements dans les impôts indirects sur les autres composantes, a également grimpé à 1,8 p. 100, après le niveau inhabituellement faible de 1,3 p. 100 enregistré en 2013. Sauf pour cette exception, l'inflation a été stable depuis la Grande Récession.

Les prix de la nourriture et du logement ont augmenté plus rapidement que le taux d'inflation moyen en 2014, tandis que l'alcool et le tabac ont mené tous les postes avec une avancée de 4,4 p. 100. Les prix ont progressé moins vite que la moyenne dans toutes les autres catégories. Exceptionnellement, la plus faible augmentation pour l'année a été enregistrée dans les prix de l'essence (hausse de 0,2 p. 100).

Les prix des services ont progressé plus rapidement (hausse de 2,1 p. 100) que les prix des biens (hausse de 1,7 p. 100), en raison d'une capacité de production excédentaire persistante dans l'économie. Les prix des biens durables ont cessé de fléchir, les prix des biens semidurables ont augmenté de 1,1 p. 100, tandis que les prix des biens non-durables sont ceux qui ont connu la plus forte hausse (2,5 p. 100).

Au niveau des provinces et des territoires, l'Alberta a connu le plus haut taux d'inflation, soit 2,6 p. 100, alors que l'Ontario et la Saskatchewan suivaient de près à 2,4 p. 100. La Colombie-Britannique a montré les niveaux de prix les plus stables, avec une inflation de 1,0 p. 100 sur l'année.

TABLEAU 3-4 Changement en pourcentage des prix à la consommation

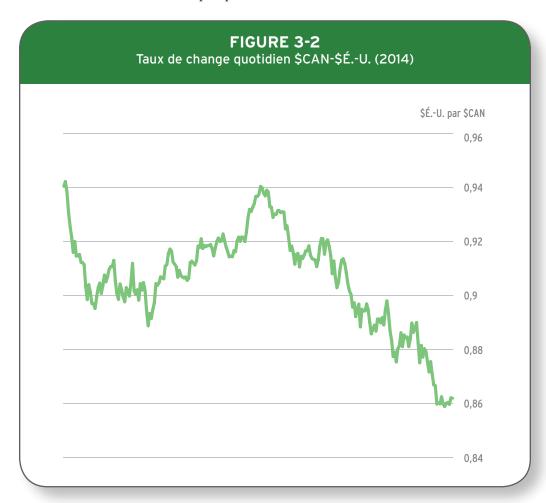
	2012	2013	2014	
Indice d'ensemble des prix				
à la consommation	1,5	0,9	2,0	
Aliments	2,4	1,2	2,3	
Logement	1,2	1,3	2,7	
Fonctionnement des ménages	1,9	1,2	1,9	
Vêtements et chaussures	0,1	0,1	1,2	
Transport	2,0	0,7	1,1	
Essence	2,5	0,6	0,2	
Soins de santé et soins personnels	1,4	-0,3	0,6	
Loisirs et éducation	0,6	0,3	1,1	
Boissons alcoolisées et tabac	1,5	2,0	4,4	
Indice de référence des prix				
à la consommation	1,7	1,3	1,8	
Biens durables	-0,6	-0,2	0,2	
Biens semi-durables	0,0	0,1	1,1	
Biens non durables	1,8	0,9	2,5	
Services	2,1	1,3	2,1	
IPC provincial				
Alberta	1,1	1,4	2,6	
Colombie-Britannique	1,1	-0,1	1,0	
Manitoba	1,6	2,2	1,9	
Nouveau-Brunswick	1,7	0,8	1,5	
Terre-Neuve-et-Labrador	2,1	1,7	1,9	
Territoires du Nord-Ouest [Yellowknife]	2,2	1,5	1,7	
Nouvelle-Écosse	2,0	1,2	1,7	
Nunavut [Iqaluit]	1,7	1,1	1,3	
Ontario	1,4	1,0	2,4	
Île-du-Prince-Édouard	2,0	2,0	1,6	
Québec	2,1	0,7	1,4	
Saskatchewan	1,6	1,5	2,4	
Yukon [Whitehorse]	2,3	1,7	1,3	

¹ Ces huit composantes sont les fruits, les légumes, l'essence, le mazout, le gaz naturel, les frais d'intérêt sur les prêts hypothécaires, le transport interurbain et les produits du tabac.

Le dollar canadien

Le dollar canadien a continué à se déprécier par rapport au dollar américain pour la troisième année consécutive. Après avoir cédé 2,9 p. 100 au dollar américain en 2012, le huard a perdu encore 6,8 p. 100 de sa valeur en 2013 par rapport au billet vert. En comparaison des autres grandes devises, la valeur annuelle moyenne du dollar canadien a reculé de façon similaire face à l'euro (baisse de 6,7 p. 100), elle a légèrement augmenté par rapport au yen japonais (hausse de 1,1 p. 100), mais elle a diminué fortement contre la livre sterling (baisse de 11,4 p. 100).

Après avoir reculé à partir de la parité en 2013, le dollar canadien a ouvert l'année 2014 juste au-dessus de 94 ¢É.-U, d'où il est rapidement tombé sous les 90 ¢É.-U. avant la fin de janvier. Cependant, ce niveau a constitué un plancher pendant un bon moment et, de février à avril, le dollar canadien est demeuré stable. En mai, le taux de change a amorcé une reprise pour atteindre 94 ¢ à nouveau brièvement au début de juillet. À partir de ce moment, les soubresauts des prix pétroliers ont commencé tirer le huard vers le bas. La tendance à la baisse s'est poursuivie de façon ininterrompue jusqu'en décembre, retranchant 8 ¢É.U. à la valeur du dollar canadien au cours de la seconde moitié de l'année. Le dollar a atteint son niveau le plus bas de l'année, soit 85,89 ¢É.U., le 22 décembre et il a terminé l'année à un peu plus de 86 ¢É.U. le 31 décembre.



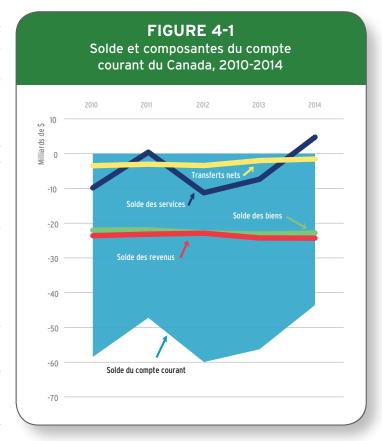
CHAPITRE 4 Les transactions internationales du Canada

Les transactions internationales du Canada

Toutes les transactions internationales du Canada sont reflétées dans sa balance des paiements (BDP), qui enregistre tous les échanges et transferts de valeur économique entre résidents et non-résidents du Canada, du point de vue canadien. La BDP comprend deux comptes principaux : le compte financier et le compte courant. Les transactions portant sur des avoirs financiers sont consignées dans le compte financier¹; elles comprennent l'investissement direct, les placements de portefeuille, les réserves officielles et les autres investissements tels que les prêts, les transactions sur devises et les dépôts.

Les transactions portant sur des mouvements de biens et services, des revenus de placement ou des transferts sont enregistrées dans le compte courant. La valeur des exportations de biens et services est comptabilisée du côté des rentrées dans le compte courant. La valeur des importations de biens et services est comptabilisée du côté des paiements. Lorsque les rentrées et les paiements diffèrent, il en résulte un déséquilibre du compte commercial – un excédent commercial si les rentrées dépassent les paiements, et un déficit commercial dans le cas contraire.

Le déficit du compte courant du Canada – une mesure nette des flux de biens, de services, de revenus et de transferts – s'est amélioré de 12,8 milliards de dollars l'an dernier, passant de 56,3 milliards de dollars à 43,5 milliards de dollars en 2014. En pourcentage du PIB, le déficit a diminué à 2,2 p. 100 l'an dernier, contre 3,0 p. 100 en 2013. La baisse du déficit du compte courant est presque entièrement attribuable à l'amélioration de la balance du commerce des biens – passée d'un déficit de 7,2 milliards de dollars en 2013 à un excédent de 4,9 milliards de dollars en 2014 – les autres postes affichant des varia-



tions relativement limitées. Le déficit de la balance du commerce des services a fléchi de 0,3 milliard de dollars, le déficit des transferts nets s'est resserré de 0,5 milliard de dollars tandis que le déficit des revenu primaires (poste qui comprend les revenus de placement) n'a pas changé de façon significative. Les déficits du commerce des services et des revenus primaires se sont avérés élevés, comparables et stables au cours des dernières années.

Les emprunts nets, aussi appelés entrées financières nettes, correspondent au solde net des transactions portant sur l'acquisition et la disposition d'avoirs canadiens à l'étranger et l'acquisition et la disposition par des étrangers d'avoirs détenus au Canada. Dans le compte financier du Canada, les emprunts nets des Canadiens ont fléchi à 36,6 milliards de dollars en 2014, comparativement à 55,7 milliards de dollars l'année précédente, en raison d'un important regain des acquisitions nettes par des Canadiens à l'étranger et d'une baisse des entrées nettes d'investissement étranger direct au Canada.

¹ Avec les récentes révisions au Manuel de la balance des paiements, le compte financier désigne maintenant le compte de capital et d'opérations financières (auparavant abrégé par compte de capital). À l'heure actuelle, le compte de capital existe toujours et constitue un poste mineur du compte courant, mais ne joue plus un rôle important.

La balance des paiements

La balance du compte courant du Canada s'est améliorée de 12,8 milliards de dollars l'an dernier, passant d'un déficit de 56,3 milliards de dollars en 2013 à un déficit de 43,5 milliards de dollars en 2014. En pourcentage du PIB, le déficit a diminué à 2,2 p. 100 l'an dernier, contre 3,0 p. 100 en 2013. La baisse du déficit du compte courant est presque entièrement attribuable à l'amélioration du solde du commerce des biens – passé d'un déficit de 7,2 milliards de dollars en 2013 à un excédent de 4,9 milliards de dollars en 2014, les autres postes ayant connu des variations relativement modestes. Le déficit du solde du commerce des services a diminué de 0,3 milliard de dollars, le déficit des transferts

TABLEAU 4-1					
Balance des paiements, soldes (millions \$)					

	<u>'</u>			
		2013	2014	
	Solde du compte courant	-56 254	-43 500	
	Biens	-7 221	4 894	
	Services	-22 997	-22 746	
	Revenu primaire	-24 165	-24 241	
	Revenu secondaire	-1 870	-1 407	
	Solde du compte financier	55 693	36 639	
	Acquisition nette d'avoirs financiers	76 845	135 564	
	Investissement direct du Canada à l'étranger	52 042	58 203	
	Investissement de portefeuille du Canada	29 310	56 359	
	Réserves internationales officielles	4 868	5 854	
	Autres investissements canadiens	-9 376	15 147	
	Accroissement net du passif financier	132 537	172 203	
	Investissement étranger direct au Canada	72 668	59 579	
	Investissement de portefeuille étranger	43 087	59 793	
	Autres investissements étrangers	16 782	52 830	
	Écart (erreurs et omissions nets)	614	6 886	
\	BALANCE DES PAIEMENTS	0	0	1

nets s'est resserré de 0,5 milliard de dollars, tandis que le déficit des revenus primaires (qui comprend les revenus de placement) n'a pas changé de façon significative. Les déficits du commerce des services et des revenus primaires se sont avérés élevés, comparables et stables au cours des dernières années.

Dans le compte financier du Canada, les emprunts nets des Canadiens, évalués à 55,7 milliards de dollars l'année précédente, ont reculé à 36,6 milliards de dollars en 2014. Après un ralentissement de 37 p. 100 des acquisitions nettes à l'étranger — tombées à 76,8 milliards de dollars en 2013 — les acquisitions nettes ont rebondi à 135,6 milliards de dollars en 2014. Environ la moitié du gain est imputable à l'augmentation des placements de portefeuille canadiens en actions étrangères, les deux-cinquièmes provenant de la hausse des autres investissements canadiens (principalement les prêts et autres avoirs), tandis qu'un dixième était dû à l'accroissement net de l'investissement direct canadien à l'étranger. Ce dernier poste est passé de 52,0 milliards de dollars en 2013 à

58,2 milliards de dollars en 2014. Le passif net des Canadiens a également augmenté, mais à un rythme plus lent – passant de 132,5 milliards de dollars en 2013 à 172,2 milliards de dollars en 2014. Cela s'est produit en dépit d'une réduction de 13,1 milliards de dollars des entrées nettes d'investissement étranger direct au Canada, qui sont passées de 72,7 milliards de dollars en 2013 à 59,6 milliards de dollars en 2014. Cependant, les investisseurs étrangers ont augmenté leurs avoirs en placements de portefeuille (hausse de 16,7 milliards de dollars), principalement par l'acquisition d'obligations canadiennes (hausse de 10,6 milliards de dollars) et d'avoirs sous forme d'autres investissements (hausse de 36,0 milliards de dollars), principalement des devises et dépôts (gain de 34,6 milliards de dollars).

On observait un écart statistiquement significatif de 6,9 milliards de dollars en 2014, en rapprochant les emprunts nets et les prêts nets du Canada entre le compte courant et le compte financier.

Les exportations de biens

Les exportations de biens dans la BDP du Canada ont augmenté de 49,3 milliards de dollars en 2014 (soit une hausse de 10,3 p. 100), à 528,6 milliards de dollars, alors que les 11 secteurs étaient en croissance. Cela représente la cinquième augmentation annuelle consécutive. Les prix ont contribué à 40,0 p. 100 de la croissance globale, tandis que 60,0 p. 100 de la progression est attribuable aux variations des volumes, qui sont également responsables de la croissance individuelle de la plupart des secteurs.

Les exportations d'énergie ont enregistré l'augmentation la plus importante, soit 15,3 milliards de dollars, un gain de 13,5 p. 100. La hausse des prix a joué un rôle majeur,

en dépit de la chute marquée survenue au second semestre de l'année, mais près de la moitié de l'augmentation provenait d'une progression des volumes. Les biens de consommation ont affiché la deuxième plus forte croissance des exportations avec 6,7 milliards de dollars, soit 12,8 p. 100. Les véhicules à moteur suivaient de près avec une croissance de 6,4 milliards de dollars - un gain de 9,3 p. 100. La croissance des exportations de biens de consommation est principalement imputable à la progression des volumes, tandis que dans le cas des véhicules, les prix ont été en grande partie responsables de la croissance. Les exportations de métaux et de produits minéraux ont augmenté de 4,0 milliards de dollars, soit de 7,4 p. 100, principalement en volume; les hausses notables observées dans les exportations de produits forestiers et de machines et matériels industriels s'expliquent aussi essentiellement par les volumes, la reprise aux États-Unis ayant été un facteur positif de croissance. Les prix dans les secteurs des ressources ont eu

TABLEAU 4-2 Exportation de biens, 2014					
	Valeur des exportations (milliards \$)	Croissance en valeur (%)	Variation des volumes (%)	Variation des prix (%)	
Exportations totales de biens	528 574	10.3	6,0	4,0	
Agroalimentaire et poisson	31 105	11,7	15,9	-3,6	
Énergie	128 686	13,5	6,0	7,1	
Minerais et minéraux métalliques	18 353	2,3	12,2	-8,9	
Produits métalliques et minéraux	57 639	7,4	4,5	2,7	
Produits chimiques, plastiques et caoutchouc	35 766	1.8	-4,0	6.0	
Exploitation forestière	36 884	9.3	6,2	2,9	
Machines et matériel industriels	29 430	9,3 9,9	7,2	2,5	
Matériel électronique et électrique	24 376	8,3	4,4	3,8	
Véhicules à moteur	74 548	9.3	2,4	6,8	
Autres matériels de transport	21 544	23,9	17,6	5,3	
Biens de consommation	58 748	12,8	6,8	5,5 5,6	
Par région	30 140	12,0	0,0	5,0	
ÉU.	400 006	11,6			
U.E.	40 468	14,7			
Japon	11 084	1,3			
Chine	20 497	-5,9			
Inde	3 331	11,9			
Mexique	6 829	1,0			
Corée du Sud	4 357	18,8			
RdM	42 001	6,8			

tendance à fléchir – tant l'agroalimentaire que les minerais métalliques et minéraux ont enregistré des baisses de prix, mais les exportations de ces produits ont progressé globalement, les augmentations en volume ayant plus que compensé les baisses de prix. Ainsi, la croissance de 15,9 p. 100 du volume des exportations de produits agroalimentaires a fait contrepoids à la baisse de 3,6 p. 100 des prix et aidé le secteur à enregistrer une augmentation de 11,7 p. 100 de la valeur des exportations; de même, la croissance de 12,2 p. 100 du volume des exportations de minerais métalliques et minéraux a compensé la baisse de 8,9 p. 100 des prix, résultant en un gain de 2,3 p. 100 en valeur. Les autres matériels de transport (principalement les avions) ont affiché la plus forte croissance en pourcentage, à 23,9 p. 100, principalement grâce aux volumes.

Au niveau régional, les exportations ont progressé vers tous les principaux partenaires sauf la Chine. La croissance a été supérieure à la moyenne pour les exportations vers l'Union européenne, la Corée du Sud, l'Inde et les États-Unis, mais modeste dans le cas des exportations au Japon et au Mexique. L'augmentation des exportations vers les États-Unis a été responsable de près de 85 p. 100 de la croissance globale des exportations en 2014.

Les importations de biens

Les importations de biens du Canada ont également progressé pour la cinquième année consécutive en 2014, ajoutant 37,2 milliards de dollars au total, un gain de 7,6 p. 100. Une croissance a été observée dans 9 des 11 secteurs. La hausse des prix des importations a fourni environ les deux tiers de l'augmentation, tandis que l'expansion des volumes importés a fourni l'autre tiers. Les prix à l'importation ont augmenté dans tous les secteurs, tandis que les volumes importés ont augmenté dans 8 des 11 secteurs.

Les importations de biens de consommation, la catégorie la plus importante, ont augmenté de 8,8 p. 100 pour franchir la barre des 100 milliards de dollars en 2014, la

TABLEAU 4-3 Importations de biens, 2014 Valeur des Croissance Variation Variation importations en valeur des volumes des prix						
		milliards \$)	(%)	(%)		
Importations totales de biens	523 680	7,6	2,4	5,1		
Agroalimentaire et poisson	15 109	14,9	5,0	9,4		
Énergie	43 551	-0,4	-4,1	3,9		
Minerais et minéraux métalliques	10 845	-5,9	-6,3	0,3		
Produits métalliques et minéraux Produits chimiques, plastiques	46 211	15,4	10,5	4,5		
et caoutchouc	44 653	9,4	5,6	3,6		
Exploitation forestière	22 826	8,5	2,8	5,5		
Machines et matériel industriels	50 916	12,2	3,6	8,3		
Matériel électronique et électrique	58 631	3,6	-0,2	3,8		
Véhicules à moteur	90 400	6,3	5,1	1,2		
Autres matériels de transport	16 893	13,1	4,7	8,0		
Biens de consommation	106 154	8,8	1,6	7,1		
Par région						
ÉU.	350 289	11,9				
U.E.	49 240	8,7				
Japon	9 174	-4,3				
Chine	35 550	11,2				
Inde	2 392	4,6				
Mexique	17 173	5,0				
Corée du Sud	5 599	0,1				

54 262

-12.8

plupart du gain provenant de la hausse des prix. Les importations de métaux et de produits minéraux ont enregistré la deuxième plus forte augmentation à 6,2 milliards de dollars, soit 15,4 p. 100, principalement en raison de volumes d'importation accrus.

Des augmentations notables sont également survenues dans les importations de machines et de matériels industriels (hausse de 5,5 milliards de dollars, imputable aux prix) et les véhicules à moteur (hausse de 5,4 milliards de dollars, imputable aux volumes). Les importations d'énergie ont reculé pour la troisième année consécutive, la baisse de 4,1 p. 100 des volumes compensant l'augmentation de 3,9 p. 100 des prix. Au niveau régional, les importations en provenance des États-Unis, de la Chine et de l'Union européenne ont progressé à un taux supérieur à la moyenne, celles en provenance du Mexique ont augmenté plus lentement, tandis que les importations en provenance de la Corée du Sud stagnaient et que celles en provenance du Japon

reculaient. Sur la même période, les importations en provenance du reste du monde ont fortement baissé. Le recul considérable des importations de pétrole brut d'Afrique et du Moyen-Orient est en partie responsable de ce déclin.

RdM

Les exportations et les importations de services en 2014

En 2014, les exportations totales de services du Canada ont augmenté pour la sixième année d'affilée, gagnant 2,6 milliards de dollars pour atteindre 95,2 milliards de dollars, un taux de croissance de 2,9 p. 100. Les exportations de services de voyage, qui représentent l'achat de biens et services par les voyageurs étrangers au Canada, ont progressé de 6,0 p. 100 en 2014, pour s'établir à 19,3 milliards de dollars, alors qu'elles avaient été de 18,2 milliards de dollars en 2013. Les voyages personnels, qui représentent 84,1 p. 100 des exportations de services de voyage, ont ajouté 1 milliard de dollars au total, tandis que la progression des voyages d'affaires a été relativement limitée (0,1 milliard de dollars).

Les exportations de services de transport ont augmenté de 0,5 milliard de dollars en 2014 pour se situer à 14,7 milliards de dollars, une hausse de 3,4 p. 100. Les trois sous-secteurs (transport maritime, transport ferroviaire et transport aérien) ont vu leurs exportations augmenter en 2014. La plus forte hausse des exportations de services de transport, tant en dollars qu'en pourcentage, a été enregistrée par le transport maritime, avec un gain de 188 millions de dollars (6,4 p. 100). Bien que la catégorie des services commerciaux représente plus de 60 p. 100 des exportations totales de services, elle a enregistré le plus bas taux de croissance de toutes les grandes catégories en 2014. Les exportations de services commerciaux ont augmenté de 1,7 p. 100 (hausse de 1,0 milliard de dollars), à 59,7 milliards de dollars. La croissance variait d'un sous-

TABLEAU 4-4 Exportations et importations de services par région, en millions de dollars

	2014		Variation		Variation		
		Exportations	en %	Importations	en %	Solde	
	TOTAL	95 190	2,9	117 937	2,1	-22 747	
	États-Unis	52 691	2,4	66 593	0,3	-13 902	
	Voyages	7 502	2,2	22 083	-1,5	-14 582	
	Transports	7 080	4,7	8 857	-0,9	-1 777	
	Commerce	37 735	1,8	35 195	1,8	2 540	
	Gouvernement	374	18,7	458	0,0	-84	
	U.E.	15 453	6,7	20 017	4,8	-4 564	
	Voyages	3 419	12,1	5 379	10,2	-1960	
	Transports	2 979	6,1	4 971	4,7	-1 992	
	Commerce	8 830	5,1	9 408	2,1	-578	
	Gouvernement	225	0,9	258	0,0	-33	
	Japon	1534	8,4	2 011	16,4	-477	
	Voyages	449	22,7	250	10,1	199	
	Transports	606	-1,3	706	7,8	-100	
	Commerce	449	10,6	1034	25,5	-585	
	Gouvernement	29	0,0	21	-4,5	7	
	RdM	25 512	1,4	29 314	3,6	-3 802	
	Voyages	7 926	6,4	9 488	10,0	-1 562	
	Transports	4 006	0,0	10 189	5,1	-6 184	
	Commerce	12 684	-1,1	9 202	-3,7	3 483	
/	Gouvernement	896	1,2	435	0,9	461	

secteur à l'autre, les exportations ayant augmenté dans cinq sous-secteurs et diminué dans les cinq autres. Les exportations de services de gestion et de services financiers ont progressé de manière significative, avec des augmentations de 570 millions de dollars et de 421 millions de dollars, respectivement. Les exportations de services personnels, culturels et récréatifs ont enregistré la plus forte baisse en valeur, chutant de 298 millions de dollars. La plus petite catégorie, celle des services gouvernementaux a crû de 5,1 p. 100, soit de 72 millions de dollars, en 2014.

Les importations de services ont augmenté plus lentement que les exportations, gagnant 2,1 p. 100. En 2014, la valeur des importations de services atteignait 117,9 milliards de dollars, soit 2,4 milliards de dollars de plus qu'en 2013. Les importations de services de voyage, c'est-à-dire les dépenses des Canadiens à l'étranger, ont augmenté de 1,0 milliard de dollars en 2014 pour totaliser 37,2 milliards de dollars. La croissance du sous-secteur des voyages d'affaires a été plus rapide, mais les importations de services de voyage personnels ont augmenté davantage (gain de 904 millions de dollars) et représentent

désormais 87,8 p. 100 des importations totales de services de voyage. Les exportations de services de transport ont augmenté de 689 millions de dollars, soit 2,9 p. 100, en 2014. Les importations de services de transport maritime et de transport terrestre ont toutes deux augmenté, atteignant respectivement 863 millions de dollars (gain de 8,3 p. 100) et 73 millions de dollars (gain de 2,2 p. 100). Les exportations de services de transport aérien ont reculé de 248 millions de dollars (soit 2,4 p. 100) durant l'année.

Les importations de services commerciaux ont crû de 1,2 p. 100 en 2014, soit une augmentation de 664 millions de dollars sur l'année précédente. En pourcentage, les importations de services d'entretien et de réparation ont affiché la plus forte croissance, gagnant 19,7 p. 100 sur leur niveau de 2013. La plus forte progression en dollars provenait d'une hausse de 506 millions de dollars des importations de services informatiques et d'information. Parmi les quatre sous-secteurs où les importations ont diminué, la baisse de 439 millions de dollars des importations de services d'assurance (recul de 8,0 p. 100) et la baisse de 14,1 p. 100 des importations de services de construction (recul de 44 millions de dollars) ont été les plus remarquables. Les importations de services gouvernementaux sont demeurées relativement stables l'an dernier, n'augmentant que de 0,3 p. 100.

En raison de la croissance plus rapide des exportations de services que des importations de services, le déficit de la balance du commerce des services a légèrement diminué, passant de 23,0 milliards de dollars à 22,7 milliards de dollars en 2014. Traditionnellement, le déficit du commerce des services est lié aux déficits des services de voyage et de transport et 2014 n'a pas fait exception. Les dépenses des Canadiens à l'étranger ont représenté environ deux fois les dépenses des étrangers au Canada l'an dernier, et même si ce dernier poste a progressé deux fois plus rapidement que le premier en 2014, le déficit des services de voyage est demeuré à peu près inchangé, à 17,9 milliards de dollars. Le déficit du secteur des transports a légèrement augmenté, passant de 9,8 milliards de dollars à 10,1 milliards de dollars, en raison de la forte croissance des importations de services de transport maritime.

Les services commerciaux affichent un excédent depuis 12 ans, en remontant jusqu'à 2003 et même au cours de la Grande Récession. La solide performance des services de gestion et des services financiers a porté cet excédent à 4,9 milliards de dollars en 2014, contre 4,5 milliards de dollars en 2013. Outre ces deux catégories, les services de recherche-développement, les services informatiques et d'information, ainsi que les services techniques, les services liés au commerce et les autres services d'affaires affichaient de fortes positions excédentaires. Le Canada accuse historiquement un déficit pour les services d'assurance et pour les redevances et droits de licences (3,3 milliards de dollars et 6,8 milliards de dollars, respectivement, en 2014).

En 2014, le commerce des services du Canada avec les États-Unis a été plus équilibré que celui des biens, alors que 55,4 p. 100 de nos exportations de services sont allées aux États-Unis et que 56,5 p. 100 de nos importations de services provenaient de ce pays. Les exportations ont augmenté de 2,4 p. 100 l'an dernier, tandis que les importations ont à peine bougé (hausse de 0,3 p. 100), ce qui s'est soldé par une réduction du déficit des échanges de services à 13,9 milliards de dollars. La plupart de ce déficit est attribuable aux services de voyage, les Canadiens qui se rendent aux États-Unis ayant dépensé trois fois plus que ce que les Américains ont dépensé lors de leurs voyages au Canada. La seule catégorie enregistrant un excédent commercial avec les États-Unis est celle des services commerciaux, qui représentent plus de la moitié des exportations et des importations.

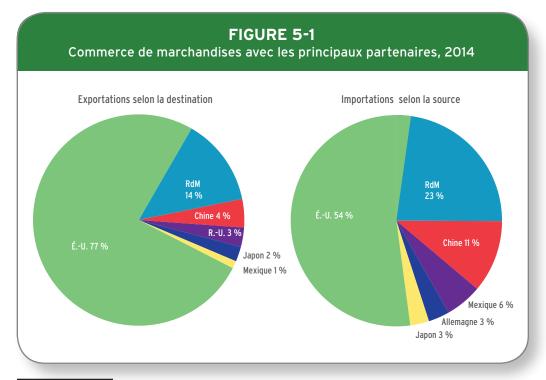
Les échanges avec l'UE ont été moins dominés par les services commerciaux, alors que les voyages et les transports y ont joué un rôle relativement plus grand. Le commerce des services de voyage a progressé à un taux dans les deux chiffres, à la fois du côté des exportations et des importations, peut-être en raison d'un plus grand intérêt réciproque du Canada et de l'UE dans le sillage de l'Accord économique et commercial global Canada-Union européenne. Toutes les catégories du commerce canadien des services étaient déficitaires, le déficit total atteignant 4,6 milliards de dollars. Le Japon est la seule région où le Canada enregistrait un excédent au poste des services de voyage. Le commerce global des services avec le Japon demeurait toutefois déficitaire en raison du déficit au poste des services commerciaux.

Le commerce des services avec le reste du monde (RdM) est celui où les services de voyage occupent la plus grande place, soit près de 30 p. 100 des exportations et des importations, qui ont toutes deux augmenté fortement en 2014. Les importations de services de transport en provenance du RdM étaient également importantes et en expansion; le déficit de 6,2 milliards de dollars enregistré dans cette catégorie a porté le déficit global à 3,8 milliards de dollars, malgré le fait que les échanges de services commerciaux avec le RdM ont inscrit un excédent de 3,5 milliards de dollars.

Points saillants de l'évolution du commerce des marchandises du Canada en 2014

Les chapitres précédents ont traité de la situation économique dans le monde et de la performance économique du Canada dans ce contexte. Ils ont également présenté une vision globale des échanges internationaux du Canada et de leur contribution à la croissance économique au pays en 2014. Le présent chapitre examine plus attentivement les points saillants du commerce des marchandises du Canada l'an dernier. L'utilisation des données douanières sur le commerce des marchandises - plutôt que des données de la balance des paiements, employées dans le chapitre précédent 1 – permet une analyse plus détaillée des statistiques du commerce – par pays partenaire, par produit, par province d'origine et par mode de transport.

Les exportations totales de marchandises du Canada ont à nouveau enregistré un taux de croissance dans les deux chiffres en 2014, gagnant 11,2 p. 100 pour atteindre 524,9 milliards de dollars, une augmentation de 53,0 milliards de dollars par rapport à 2013. Ce taux de croissance a été trois fois plus élevé qu'en 2013, rappelant la reprise des exportations au lendemain de la récession - 10,9 p. 100 en 2010 et 12,0 p. 100 en 2011. Les exportations totales ont facilement dépassé leur sommet précédent de 483,5 milliards de dollars, enregistré en 2008, et ont franchi la barre des 500 milliards de dollars pour la première fois. Les importations canadiennes de marchandises ont progressé de 7,4 p. 100, pour atteindre 511,5 milliards de dollars, une augmentation de 35,9 milliards de dollars sur 2013. Ce gain a été deux fois et demie supérieur à la croissance de 2,9 p. 100 des importations en 2013. Néanmoins, les importations ont aussi franchi le cap historique des 500 milliards de dollars pour la première fois et se situent maintenant 17,9 p. 100 au-dessus de leur sommet de 434,0 milliards de dollars d'avant la récession.



Les statistiques sur le commerce canadien se présentent essentiellement sous deux formes : les statistiques compilées sur une base douanière et celles compilées sur la base de la balance des paiements. Au chapitre 4, l'analyse du commerce avec les « principaux partenaires » repose sur les données du commerce de la balance des paiements. Les statistiques sur les échanges commerciaux désagrégées au niveau des produits de base et des pays sont disponibles uniquement sur une base douanière. Comme le chapitre 5 examine l'évolution du commerce à un niveau détaillé, les chiffres présentés reflètent les statistiques compilées sur une base douanière.

Les exportations ayant augmenté davantage que les importations, le déficit du commerce des marchandises, qui était une caractéristique récurrente des années postrécession, est disparu et s'est transformé en un excédent de 13,4 milliards de dollars du commerce de marchandises en 2014. Comme la reprise économique aux États-Unis a enfin pris de la vigueur, la demande américaine pour les produits canadiens s'est intensifiée et les exportations vers les États-Unis ont progressé de 45,0 milliards de dollars – soit 86,9 p. 100 de l'expansion globale des exportations. Pour la troisième année d'affilée, la part des exportations totales du Canada ayant pris la destination des États-Unis a augmenté. Les exportations vers la Chine ont, en revanche, diminué pour la première fois depuis 2002. Les États-Unis et la Chine venaient en tête pour ce qui est de l'augmentation des importations, ces deux fournisseurs ayant tous deux dépassé largement la croissance moyenne des importations. Les importations en provenance des 200 pays occupant le bas de la liste ont considérablement diminué, alors que le réalignement continu des approvisionnements canadiens en pétrole brut au profit des Amériques a fortement réduit ses importations globales en provenance de nombreux pays de plus petite taille.

Bien que la croissance des exportations de produits énergétiques ait représenté le tiers de l'expansion des exportations totales, ces dernières avaient une large assise et 7 des 10 principaux produits exportés ont affiché un taux de croissance dans les deux chiffres. Par contre, les 10 premiers produits d'importation ont connu une croissance plus lente que la moyenne.

Au niveau régional, la majeure partie des gains à l'exportation est allée à l'Alberta, à l'Ontario et au Québec, bien que trois autres régions aient affiché des taux de croissance à deux chiffres : les Territoires du Nord-Ouest, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard. Par ailleurs, l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique ont accaparé plus de 82 p. 100 des importations totales. La croissance des importations en 2014 a été dominée principalement par l'Ontario, qui compte pour plus de 75 p. 100 de l'augmentation globale des importations de marchandises.

Le commerce par grand groupe de produits

Les exportations de marchandises

Les exportations de marchandises du Canada ont progressé pour la cinquième année consécutive, en hausse de 53,0 milliards de dollars (11,2 p. 100) et elles ont franchi le seuil des 500 milliards de dollars pour la première fois en 2014.

Les exportations de produits énergétiques ont augmenté de 18,6 milliards de dollars (soit plus du tiers de la croissance totale des exportations en 2014), sous l'effet

d'une augmentation de 17,8 milliards de dollars des exportations aux États-Unis (principalement du pétrole brut et du gaz naturel), laquelle a été partiellement annulée par la baisse des exportations en Chine, au Japon et en Corée du Sud. Une quantité notable de pétrole brut, d'une valeur de 1,5 milliard de dollars, a été expédiée en Europe pour des tests de raffinage en passant par l'Italie, propulsant ce pays au deuxième rang des exportations de produits énergétiques du Canada.

Les exportations de produits de l'automobile, qui venaient au deuxième rang, ont renoué avec la croissance en 2014 après une légère baisse l'année précédente. Le gain de 5,0 milliards de dollars (hausse de 8,2 p. 100) est principalement attribuable aux exportations de voitures et de pièces de voitures aux

États-Unis. Les exportations de machines et

de pièces de rechange, qui avaient baissé en 2013, ont affiché une solide croissance de 4,0 milliards de dollars (gain de 12,5 p. 100) en 2014. Les exportations accrues de moteurs d'aéronefs, de moteurs de véhicules et de pompes, principalement vers les États-Unis, ont le plus contribué à cette augmentation. Les pierres et métaux précieux sont la seule catégorie de produits où les exportations ont diminué en 2014, bien que légèrement, alors que les prix de l'or, des diamants et de l'argent ont reculé dans l'ensemble. Se conjuguant à une baisse de la quantité d'argent exportée, ces facteurs expliquent le recul observé.

Une forte croissance a été enregistrée pour les pays occupant les derniers rangs de la liste des 10 plus importants, alors que les exportations de matières plastiques, de bois, d'aéronefs, d'aluminium et de céréales ont toutes affiché un taux d'augmentation dans les deux chiffres. Les exportations d'aéronefs et de pièces venaient en tête des 10 principaux produits, avec la plus forte augmentation proportionnelle, soit 27,1 p. 100 (gain de 2,9 milliards de dollars). Les exportations de bois, principalement de bois d'œuvre, ont continué à bien faire dans le contexte de la reprise du secteur du logement aux États-Unis, croissant de 1,3 milliard de dollars. Les céréales ont été propulsées dans le groupe des 10 principaux produits d'exportation grâce à la performance spectaculaire de plusieurs marchés comme l'Italie, le Pérou, la Colombie, l'Algérie et l'Arabie saoudite.

TABLEAU 5-1 Principaux produits d'exportation de marchandises du Canada*

	2014 (milliards \$)	Variation 2014/2013 (milliards \$)	Part (%) 2014	Variation (%) 2014/2013
Ensembles des produits	524,9	53,0	100	11,2
Énergie	142,5	18,6	27,1	15,0
Véhicules à moteur	66,0	5,0	12,6	8,2
Machines et pièces	36,0	4,0	6,9	12,5
Pierres et métaux précieux	24,0	-0,0	4,6	-0,2
Matériel électrique	15,1	0,6	2,9	4,0
Plastiques	14,6	1,6	2,8	12,5
Bois	14,0	1,3	2,7	10,2
Aéronefs et pièces	13,7	2,9	2,6	27,1
Aluminium	9,8	1,1	1,9	12,0
Céréales	9,7	1,4	1,8	16,5
10 principaux produits	345,4	36,4	65,8	11,8
Tous les autres produits	179,5	16,6	34,2	10,2

Les provisions spéciales du chapitre 99, qui occuperaient le cinquième rang, ont été incluses dans Tous les autres produits.

Les importations de marchandises

Les importations de marchandises du Canada ont augmenté de 35,9 milliards de dollars (7,5 p. 100), franchissant la barre des 500 milliards de dollars pour la première fois en 2014. Comme pour les exportations, les 10 principaux produits ont accaparé près des deux tiers des importations totales (336,9 milliards de dollars). Mais contrairement à la situation observée du côté des exportations, le taux de croissance pour tous les autres produits importés a surpassé celui des 10 principaux produits en 2014. Pour la première fois depuis 2010, la part combinée des « quatre grands » produits importés (véhicules

TABLEAU 5-2 Principaux produits d'importation de marchandises du Canada, 2014

(mil	Valeur liards \$)	Change in (milliards \$)	Share (%)	Growth (%)
Ensemble des produits	511,5	35,9	100	7,5
Véhicules à moteur	78,0	4,2	15,3	5,6
Machines et pièces	74,7	6,9	14,6	10,2
Énergie	52,3	0,5	10,2	1,0
Matériel électrique	48,8	2,1	9,6	4,5
Plastiques	17,8	2,0	3,5	12,5
Instruments scientifiques et techniques	14,2	0,5	2,8	4,0
Pierres et métaux précieux	14,1	-0,2	2,8	-1,1
Produits pharmaceutiques	13,8	1,3	2,7	10,4
Articles en fer ou en acier	13,0	1,0	2,5	8,0
Meubles et literie	10,2	1,0	2,0	10,3
10 principaux produits	336,9	19,3	65,9	6,1
Tous les autres produits	174,6	16,5	34,1	10,5

à moteur, machines et pièces de rechange, produits énergétiques et matériel électrique) a reculé à moins de la moitié du total des importations.

Les importations de produits de l'automobile ont augmenté de 4,2 milliards de dollars, menées par les importations de voitures et de pièces en provenance des États-Unis et les importations de voitures et de camions en provenance du Mexique. Les importations de produits de l'automobile du Japon ont chuté de 1,0 milliard de dollars en 2014, et de 1,7 milliard de dollars au cours des deux dernières années.

Les importations de machines sont celles qui ont augmenté le plus en valeur, gagnant 6,9 milliards de dollars ou 10,2 p. 100. Près de la moitié de la hausse est venue des

États-Unis et la plupart du reste de la Chine, du Mexique et du Japon. Les importations de combustibles et huiles minéraux ont progressé de 0,5 milliard de dollars, poursuivant un changement rapide de sources d'approvisionnement - plus des deux tiers (35,3 milliards de dollars) des importations provenaient des États-Unis, comparativement à un peu plus du tiers (17,5 milliards de dollars) en 2012. Les importations des États-Unis ont augmenté de 44,4 p. 100 dans l'ensemble, et le pétrole brut a compté pour la plus grande partie du gain, les importations de ce produit ayant plus que doublé en valeur. Les importations d'énergie en provenance de plusieurs pays ont fortement diminué; la liste des pays d'où les importations ont reculé de plus du tiers comprend le Kazakhstan, la Russie, le Nigeria, l'Algérie, le Brésil, la Norvège, le Royaume-Uni et l'Iraq. La machinerie et les pièces composantes ainsi que le matériel électriques et électroniques viennent compléter la liste des quatre plus grandes catégories d'importation au Canada: avec une croissance de 4,5 p. 100 en 2014, les importations enregistrées dans cette catégorie ont atteint 48,8 milliards de dollars (gain de 2,1 milliards de dollars). Les importations en provenance des États-Unis et de la Chine sont responsables de l'expansion survenue dans cette catégorie.

Le commerce avec les principaux partenaires commerciaux

Les exportations de marchandises

Les exportations canadiennes de marchandises sont très concentrées parmi les principales destinations. Les cinq premières destinations comptent ainsi pour 86,5 p. 100 des exportations totales, tandis que les 10 premières destinations accaparent 90,3 p. 100 du

total. Les exportations de marchandises du Canada aux États-Unis ont progressé plus rapidement que l'ensemble des exportations pour une troisième année d'affilée, atteignant 76,8 p. 100 du total en 2014. En revanche, les cinq destinations suivantes ont toutes vu leur part des exportations fléchir, avec pour résultat qu'il n'y a pas eu de changement notable dans la diversification des exportations du Canada sur l'année. Les exportations en Chine ont reculé, tandis que les exportations au Japon et au Mexique ont progressé beaucoup plus lentement que la moyenne.

L'accroissement de 45,0 milliards de dollars des exportations vers les États-Unis repré-

Exportations canadiennes vers les régions partenaires					
	Valeur (milliards \$)	Variation en valeur (milliards \$)	Croissance (%)	Part (%)	
Monde	524,9	53,0	11,2	100	
États-Unis	403,1	45,0	12,6	76,8	
Chine	19,4	-1,1	-5,5	3,7	
RU.	15,2	1,3	9,0	2,9	
Japon	10,7	0,1	0,9	2,0	
Mexique	5,5	0,1	2,0	1,0	
5 premiers	453,9	45,4	11,1	86,5	
5 suivants	20,3	3,9	23,7	3,9	
25 suivants	36,3	3,0	9,0	6,9	
75 suivants	13,4	0,8	6,5	2,5	
120 derniers	1,0	-0,1	-9,9	0,2	

TABLEAU 5-3

sentait 85 p. 100 de l'augmentation des exportations totales l'année dernière. Les deux premiers produits – l'énergie et les véhicules – ont compté pour la moitié de la hausse globale, tandis que les exportations de machines, d'aéronefs, de plastiques et de bois augmentaient aussi sensiblement.

Les exportations vers la Chine ont diminué de 1,1 milliard de dollars, soit 5,5 p. 100, marquant la première année où il n'y a pas eu d'augmentation depuis 2002. Trois facteurs sont intervenus dans ce déclin : la baisse de 43 p. 100 des exportations de minerai de fer, la baisse de 38 p. 100 des exportations de charbon et la baisse de 53 p. 100 des exportations d'huile de canola.

Les exportations vers le Royaume-Uni ont progressé juste en dessous du taux moyen, à 9,0 p. 100, reflétant une reprise de 1,2 milliard de dollars des exportations d'or. Les exportations vers l'Italie ont augmenté de 113,6 p. 100, doublant la part de ce pays dans les exportations du Canada pour la porter à 0,8 p. 100 en 2014 (principalement imputable aux expéditions de pétrole brut, mais aussi à la hausse des exportations de médicaments et de blé). Les exportations vers la Corée du Sud ont progressé plus rapidement que la moyenne, à 19,3 p. 100, tandis que les exportations vers la Belgique augmentaient encore plus rapidement, soit à un rythme de 41,4 p. 100 (toutes des exportations de diamants).

Les importations de marchandises

Les importations en provenance des principaux fournisseurs du Canada ont été relativement stables au cours des dernières années, il n'y a pas eu de changement au chapitre de la performance des importations provenant des 10 principaux pays partenaires en 2014. Les plus importants partenaires commerciaux du Canada du côté des importations ont été responsables de la progression des importations canadiennes de marchandises en 2014, tandis que les importations en provenance de tous les autres partenaires ont globalement diminué. Cette baisse s'explique en grande partie par le déplacement des

TABLEAU 5-4 Importations canadiennes en provenance des régions partenaires

	Valeur (milliards \$) (ı		Croissance (%)	Part (%)
Monde	511,5	35,9	7,5	100
États-Unis	278,0	30,2	12,2	54,3
Chine	58,6	5,9	11,2	11,5
Mexique	28,8	2,1	7,9	5,6
Allemagne	16,0	0,6	3,7	3,1
Japon	13,3	-0,4	-3,2	2,6
5 premiers	394,7	38,3	10,7	77,2
5 suivants	33,4	1,7	5,4	6,5
25 suivants	57,5	0,1	0,2	11,2
75 suivants	25,5	-3,7	-12,7	5,0
120 derniers	0,4	-0,5	-59,2	0,1

importations de pétrole brut du Canada au détriment de divers pays et en faveur de fournisseurs des Amériques – les États-Unis, Trinité-et-Tobago et la Colombie.

Les importations en provenance des États-Unis ont progressé plus rapidement que l'ensemble des importations, la part de ce pays dans les importations canadiennes passant de 52,1 p. 100 en 2013 à 54,3 p. 100 en 2014. Les produits énergétiques comptent pour plus d'un tiers de l'augmentation des importations venant des États-Unis; le reste de l'augmentation provenait de multiples sources, avec de fortes hausses des importations de produits de l'automobile, de machinerie et d'aéronefs et de pièces.

Après avoir ralenti pendant quatre années consécutives, les importations en provenance de Chine ont accéléré à nouveau, inscrivant un taux de croissance de 11,2 p.

100. L'augmentation généralisée était dominée les importations de téléphones mobiles.

La part des importations du Canada détenue par le Mexique est demeurée stable à 5,6 p. 100, alors que les importations en provenance de ce pays augmentaient de 7,9 p. 100. Les importations d'Allemagne ont augmenté à la moitié du rythme des importations totales, tandis que les importations provenant du Japon ont diminué de 3,2 p. 100. Les importations en provenance des autres grandes économies européennes ont augmenté de façon significative: les importations d'Italie ont progressé de 10,1 p. 100, les importations de France ont avancé de 10,0 p. 100 et les importations en provenance du Royaume-Uni ont crû de 8,9 p. 100. Parmi les principaux pays fournisseurs d'importations, l'Afrique du Sud a enregistré le plus fort taux de croissance, à 61,0 p. 100; les importations en provenance de huit autres grands pays ont affiché des taux de croissance dans les deux chiffres (Vietnam, Malaisie, Espagne, Belgique, Autriche, République dominicaine, Pologne et Indonésie).

Le commerce au niveau des provinces et des territoires

Les exportations de marchandises

Les trois principales provinces exportatrices, qui fournissent 77 p. 100 des exportations canadiennes – l'Alberta, l'Ontario et le Québec – ont été responsables de la forte hausse des exportations en 2014, leur part combinée atteingnant plus de 85 p. 100. L'Alberta a de nouveau dominé les gains à l'exportation parmi les provinces et les territoires en 2014, avec une hausse de 18,4 milliards de dollars (17,7 p. 100), pour atteindre 121,9 milliards

de dollars. Les exportations de pétrole brut et de gaz de pétrole ont été à l'origine de cette progression.

Les gains à l'exportation de l'Ontario suivaient de près, à 17,1 milliards de dollars, bien qu'inférieurs en pourcentage (hausse de 9,0 p. 100). L'augmentation des exportations de produits de l'automobile (hausse de 4,1 milliards de dollars), celles de machinerie (gain de 2,4 milliards de dollars) et celles des produits pharmaceutiques (ajout de 2,2 milliards de dollars) ont été particulièrement importantes, tandis que des baisses d'exportations ont touché les produits chimiques inorganiques (de 0,5 milliard de dollars) et les pierres et métaux précieux (de 0,3 milliard de dollars).

Au Québec, les exportations totales ont augmenté de 9,8 milliards de dollars (hausse de 14,8 p. 100), atteignant 75,9 milliards de dollars. De forts gains à l'exportation dans le secteur des aéronefs et pièces (hausse de

TABLEAU 5-5 Exportations provinciales de marchandises vers le monde, 2014

	Valuer (milliards \$) (Variation en valeur milliards \$)	Part (%)	Croissance (%)
Ontario	207,0	17,1	39,4	9,0
Alberta	121,9	18,4	23,2	17,7
Québec	75,9	9,8	14,5	14,8
Colombie-Britannique	36,4	2,5	6,9	7,3
Saskatchewan	35,3	2,9	6,7	9,1
Manitoba	13,6	0,9	2,6	7,2
Terre-Neuve-et-Labrador	13,1	1,1	2,5	9,5
Nouveau-Brunswick	13,0	-1,5	2,5	-10,0
Nouvelle-Écosse	5,4	1,1	1,0	24,9
Territoires du Nord-Ouest	2,1	0,5	0,4	31,3
Île-du-Prince-Édouard	1,1	0,2	0,2	22,1
Yukon	0,1	0,0	0,0	-20,5
Nunavut	0,0	0,0	0,0	4,7
Ensemble des provinces	524,9	53,0	100,0	11,2

2,4 milliards de dollars), celui des minerais, scories et cendres (hausse de 1,3 milliard de dollars), celui de la machinerie (hausse de 1,0 milliard de dollars) et celui de l'aluminium (hausse de 0,7 milliard de dollars) ont été les moteurs de la performance du Québec; la seule baisse notable a touché les exportations d'argent (baisse de 0,3 milliard de dollars).

Les exportations de minerais de cuivre (hausse de 0,6 milliard de dollars) et de bois (hausse de 0,4 milliard de dollars) venaient en tête de la performance des exportations en Colombie-Britannique, les exportations totales de cette province augmentant de 2,5 milliards de dollars en 2014.

La Nouvelle-Écosse a connu la plus forte augmentation proportionnelle des exportations, avec un gain de 24,9 p. 100 (1,1 milliard de dollars). Cette augmentation est attribuable à la hausse des exportations de pétrole et de gaz (gain de 0,6 milliard de dollars), de crustacés et de mollusques (gain de 0,2 milliard de dollars), ainsi qu'à une progression largement répandue des autres produits d'exportation. L'accroissement de 2,9 milliards de dollars des exportations de la Saskatchewan provient principalement des exportations de pétrole brut (hausse de 1,3 milliard de dollars) et de céréales (hausse de 1,0 milliard de dollars). Au Nouveau-Brunswick, les exportations de pétrole raffiné (baisse de 1,7 milliard de dollars) ont provoqué un recul des exportations totales de la province.

Les importations de marchandises

Du côté des importations, les trois grandes portes d'entrée au Canada sont l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique, qui fournissent respectivement une voie d'accès aux États-Unis, au transport maritime transatlantique et au transport maritime transpacifique. Ces provinces accueillent 82,3 p. 100 des importations du Canada.

Les gains à l'importation en 2014 ont principalement pris le chemin de l'Ontario, qui est à l'origine des trois quarts de l'augmentation totale (de 26,9 milliards de dollars). Celle-ci provient principalement des importations de machinerie (hausse de 5,2 milliards

TABLEAU 5-6 Importations provinciales de marchandises en provenance du monde, 2014

		Variation (milliards \$)	Variation en valeur (milliards \$)	Part (%)	Croissance (%)
	Ontario	295,0	26,9	57,7	10,0
	Québec	79,1	1,2	15,5	1,5
	Colombie-Britannique	46,7	1,6	9,1	3,7
	Alberta	32,3	2,5	6,3	8,2
	Manitoba	20,4	1,3	4,0	6,8
	Nouveau-Brunswick	13,4	-0,1	2,6	-0,4
	Saskatchewan	12,1	1,0	2,4	8,5
	Nouvelle-Écosse	7,8	1,8	1,5	29,7
	Tterre-Neuve-et-Labrador	4,4	-0,4	0,9	-9,0
	Nunavut	0,1	0,1	0,0	209,8
	Yukon	0,1	0,0	0,0	-3,4
	Île-du-Prince-Édouard	0,1	0,0	0,0	93,5
	Territoires du Nord-Ouest	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
\	Ensemble des provinces	511,5	35,9	100,0	7,5
1					

de dollars), de produits de l'automobile (hausse de 3,4 milliards de dollars), d'énergie (hausse de 2,7 milliards de dollars, provenant principalement du gaz) et de produits pharmaceutiques (hausse de 1,6 milliard de dollars).

Les importations d'énergie ont diminué de 2,4 milliards de dollars au Québec (principalement le pétrole brut), ainsi que les importations de produits pharmaceutiques (baisse de 0,3 milliard de dollars), ce qui a contribué à freiner l'évolution globale des importations. La croissance de seulement 1,5 p. 100 a été dominée par les importations de machines mécaniques et électriques, de produits de l'automobile, de plastiques et de meubles.

En Colombie-Britannique, les importations de pétrole raffiné ont reculé de 0,8 milliard de dollars tandis que les importations de téléphones portables chutaient de 0,3 milliard de dollars. Ces baisses ont été compensées par l'expansion des importa-

tions de fer et d'acier, d'articles en fer et en acier, de vêtements et de matières plastiques, qui ont contribué à l'augmentation de 3,7 p. 100 des importations survenue en 2014.

Les importations de gaz de pétrole en Alberta ont dégringolé de plus de 90 p. 100, accusant une baisse de 1,7 milliard de dollars, mais la hausse des importations de pétrole brut et de pétrole raffiné a plus que compensé cette baisse, pour inscrire un gain global de 0,4 milliard de dollars des importations d'énergie. Des augmentations similaires de 0,3 milliard de dollars ont été observées dans l'autre principal secteur d'importation, celui de machinerie, ainsi que dans les importations d'aéronefs et de pièces; enfin, les importations de wagons ont doublé pour atteindre 0,3 milliard de dollars.

Les importations de pétrole brut du Manitoba ont plus que triplé pour s'établir à 0,4 milliard de dollars; les importations de machinerie, de plastiques, et de fer et d'acier ont aussi augmenté et contribué à la progression totale de 1,3 milliard de dollars des importations de cette province. Par contre, la diminution de 0,9 milliard de dollars des importations de pétrole brut au Nouveau-Brunswick a fait reculer les importations totales de cette province de 0,1 milliard de dollars pour l'année. L'augmentation de 1 milliard de dollars des importations de la Saskatchewan a été alimentée par les importations de machines, tandis que l'augmentation de 1,8 milliard de dollars des importations de la Nouvelle-Écosse est imputable au pétrole raffiné et aux produits de l'automobile. Les importations d'énergie de Terre-Neuve-et-Labrador ont fléchi de 0,4 milliard de dollars (surtout le pétrole brut), ce qui équivaut à la baisse globale des importations de cette province.

Le commerce selon le mode de transport

Les exportations de marchandises

Plus du tiers des exportations du Canada ont quitté le pays par voie terrestre en 2014, dont plus de 60 p. 100 ont été expédiées à partir de l'Ontario. La plupart de ces exportations sont acheminées par camion aux États-Unis.

Les « autres » modes de transport (principalement les pipelines et les câbles électriques) ont pris le relais comme second mode le plus utilisé pour transporter les

marchandises exportés du Canada en 2014, représentant une valeur de 107,1 milliards de dollars. Comme on pouvait s'y attendre, ces exportations prennent la direction des États-Unis. L'Alberta a exporté environ 78,3 p. 100 de ce total.

En 2014, les exportations par voie maritime ont représenté moins de 20 p. 100 de l'ensemble des exportations. Cinq provinces ont fourni plus de 10 p. 100 des exportations empruntant ce mode de transport, et les États-Unis et la Chine ont été les deux principales destinations, avec 22,8 p. 100 et 16,9 p. 100, respectivement.

Des exportations d'une valeur de 80,4 milliards de dollars ont été acheminées par chemin de fer, dont près de la moitié a quitté le Canada à partir de l'Ontario. L'Alberta et le Québec ont été les deux autres grands points de sortie. Dans ce cas également, les exportations ont massivement pris la direction des États-Unis, et la plupart du reste est allé au Mexique.

Seulement 10 p. 100 des produits exportés ont été transportés par voie aérienne. L'Ontario et le Québec ont dominé ce mode de transport, avec des parts de 59,4 p. 100 et 26,6 p. 100, respectivement. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont été les principales destinations, mais ne représentaient qu'un peu plus de la moitié du total; le reste de ces exportations limitées de plus grande valeur était largement réparti entre différentes destinations.

TABLEAU 5-7 Exportations vers le monde selon le mode de transport, 2014

		Variation		
	V.1.	Variation	D -	0
	Valeur	en valeur		Croissance
	(milliards \$) (milliards \$)	(%)	(%)
Tous les modes de transport	524,9	53,0	100,0	11,2
Transport routier	184,0	22,0	35,1	13,6
- Ontario	117,8	13,8	64,0	13,3
- Québec	33,9	3,7	18,4	12,1
- États-Unis	179,1	21,8	97,3	13,9
Autres	107,1	18,6	20,4	21,1
- Alberta	83,8	14,0	78,3	20,1
- États-Unis	106,4	18,6	99,4	21,2
Transport maritime	98,6	3,8	18,8	4,0
- Colombie-Britannique	17,9	0,1	18,2	0,3
- Québec	15,4	2,1	15,7	15,9
- Ontario	14,1	1,0	14,3	7,7
- Saskatchewan	13,3	0,6	13,5	4,5
- Terre-Neuve-et-Labrado		1,3	12,7	11,2
- États-Unis	22,5	-1,1	22,8	-4,5
- Chine	16,7	-1,4	16,9	-7,6
- Japon	9,0	-0,3	9,1	-3,0
- Royaume-Uni	4,0	0,1	4,1	2,5
- Corée du Sud	3,6	0,7	3,7	23,5
- Pays-Bas	3,2	0,3	3,3	8,5
- Italie	3,0	1,9	3,0	182,8
Transport ferroviaire	80,4	3,2	15,3	4,2
- Ontario	38,6	-0,1	48,0	-0,2
- Alberta	16,4	2,7	20,4	19,4
- Québec	10,2	0,5	12,7	5,1
- États-Unis	78,3	3,3	97,4	4,4
- Mexique	1,6	0,1	2,0	2,5
Transport aérien	54,9	5,3	10,5	10,7
- Ontario	32,6	1,1	59,4	3,3
- Québec	14,6	3,2	26,6	28,4
- États-Unis	16,7	2,4	30,7	16,6
- Royaume-Uni	11,1	1,1	20,3	11,2
- Hong Kong	3,4	-0,6	6,3	-14,3

Les importations de marchandises

Contrairement aux exportations, qui sont largement réparties entre les modes de transport, la plupart des importations entrent au Canada par la route. En 2014, la grande majorité est passée par l'Ontario (69,0 p. 100), suivie de la Colombie-Britannique et du Québec. Près de 70 p. 100 des marchandises arrivant par ce mode de transport provenaient des États-Unis. Par ailleurs, plus de 9 p. 100 des importations canadiennes empruntant la voie terrestre étaient des importations en provenance de la Chine qui avaient été débar-

TABLEAU 5-8 Importations en provenance du monde selon le mode de transport 2014

selon le mo	seion le mode de transport 2014							
	Valeur	Variation en valeur	Part	Croissance				
	(milliards \$)	(milliards \$)	(%)	(%)				
Tous les modes de transport	511,5	35,9	100,0	7,5				
Transport routier	275,9	25,0	53,9	10,0				
- Ontario	190,4	19,0	69,0	11,1				
- Colombie-Britannique	23,0	1,6	8,3	7,5				
- Québec	22,4	1,8	8,1	8,8				
- États-Unis	192,0	14,1	69,6	7,9				
- Chine	25,1	5,3	9,1	26,8				
- Mexique	19,6	1,4	7,1	7,6				
Transport maritime	111,4	5,1	21,8	4,8				
- Québec	36,1	0,5	32,4	1,3				
- Ontario	31,6	2,3	28,3	8,0				
- Colombie-Britannique	17,3	0,6	15,5	3,5				
- Nouveau-Brunswick	9,6	-0,2	8,6	-1,6				
- Nouvelle-Écosse - Chine	7,3	1,7	6,5	30,7				
- États-Unis	25,3 19,5	2,6	22,7 17,5	11,3 49,1				
- Allemagne	7,8	6,4 -0,2	7,0	-2,2				
- Japon	5,8	-0,9	5,2	-13,1				
Transport aérien	61,8	-0,1	12,1	-0,2				
- Ontario	40,3	-0,9	65,2	-2,1				
- Québec	11,4	0,3	18.5	2,4				
- États-Unis	17.3	2,2	27,9	14,5				
- Chine	7.7	-2,0	12,4	-20,6				
- Allemagne	4.1	0,3	6,6	7,9				
- Suisse	2.8	-0,1	4,6	-2,9				
- Royaume-Uni	2.6	-0,1	4,2	-3,6				
Transport ferroviaire	45,8	5,3	9,0	13,1				
- Ontario	27,3	3,8	59,5	16,1				
- Alberta	6,4	-0,2	13,9	-3,1				
- Quebec	5,9	1,8	12,9	44,5				
- États-Unis	36,3	3,4	79,3	10,4				
- Mexique	5,2	1,4	11,3	35,3				
Autres	16,5	0,5	3,2	3,1				
- Alberta	6,1	0,5	36,8	9,8				
- Ontario - Québec	5,5	2,6 -3,2	33,0	92,4 -40.5				
- Quedec - États-Unis	3,2 12,9	-3,2 4,0	19,6 78,1	-49,5 45,7				
- Mexique	1,1	-0,6	6,6	-33,7				
- Norvège	1,0	-1,4	5,8	-59,0				

quées ailleurs dans les Amériques avant d'entrer au Canada.

Parmi les provinces, le Québec occupe le premier rang pour les importations par voie maritime, accueillant 32,4 p. 100 des importations totales par ce mode de transport en 2014, qui atteignaient 111,4 milliards de dollars. L'Ontario arrive loin derrière, avec une part de 28,3 p. 100. La Chine est la première source des importations de marchandises arrivant au Canada par voie maritime, les États-Unis, l'Allemagne et le Japon occupant aussi une place importante.

En 2014, la valeur des importations par avion a chuté de 12,1 p. 100 du total; près des deux tiers de ces marchandises sont passées par l'Ontario, et la moitié du reste par le Québec. L'origine des importations, tout comme celle des exportations, est plus diversifiée, la part des États-Unis étant de 27,9 p. 100 et celle de la Chine, de 12,4 p. 100.

Les importations par chemin de fer sont celles qui ont augmenté le plus rapidement en 2014, gagnant 13,1 p. 100 (hausse de 5,3 milliards de dollars), à 45,8 milliards de dollars. Pour la plupart, les importations accrues par voie ferroviaire sont passées par l'Ontario (hausse de 3,8 milliards de dollars) et le Québec (hausse de 1,8 milliard de dollars). Les produits associés à ces augmentations provenaient principalement des États-Unis et du Mexique (qui ont représenté plus de 90 p. 100 de toutes les importations arrivant par train).

Les importations empruntant d'autres modes de transport (pipelines et câbles électriques principalement) ne représentaient que 3,1 p. 100 du total, menées par les importations en provenance des États-Unis.

Les principaux déterminants du commerce des marchandises

La performance commerciale du Canada peut être examinée plus en détail à l'aide d'une ventilation par produits englobant plus de 1 200 articles¹. Cependant, parmi ces articles, quelques-uns seulement représentent une valeur commerciale suffisante pour avoir une influence marquante sur le solde commercial du Canada. Le tableau ci-dessous énumère 20 produits qui ont dicté la performance commerciale du Canada en 2014 au niveau de la classification à quatre chiffres du SH.

Ces 20 produits totalisaient 257,2 milliards de dollars (49 p. 100) des 524,9 milliards de dollars d'exportations du Canada en 2014. Cela représente 34,8 milliards de dollars de plus que la valeur des exportations des mêmes produits un an plus tôt. Simultanément, ces produits représentaient 30,6 p. 100 des importations totales, soit 156,3 milliards de dollars, ce qui est 7,6 milliards de dollars de moins que la valeur des importations des mêmes produits en 2013. Les 20 produits ont engendré un excédent commercial de 100,7 milliards de dollars, lequel était 27,0 milliards de dollars plus élevé que l'excédent de l'année précédente, contribuant au revirement du déficit du commerce des marchandises en 2014. Le Canada a ainsi enregistré un excédent de 13,4 milliards de dollars dans ses échanges de marchandises, ce qui constitue une amélioration de 17,1 milliards de dollars par rapport au déficit de 3,7 milliards de dollars enregistré en 2013.

Un examen plus approfondi de la performance commerciale en lien avec ces produits révèle que le Canada se spécialise dans un nombre relativement restreint de produits – des ressources naturelles et des produits manufacturés – où il réalise un important excédent commercial. Il utilise ensuite cet excédent commercial pour financer l'importation d'une grande variété de produits, pour la plupart des produits manufacturés divers qui ne sont pas fabriqués au Canada en raison de l'étroitesse du marché intérieur (p. ex. des téléphones intelligents, des médicaments, des véhicules et des moteurs de véhicules). Le Canada semble également approvisionner entièrement son marché intérieur pour toute une gamme de produits provenant de ressources naturelles (blé, bois, graines de canola, aluminium, potasse, etc.). Dans l'ensemble, ce tableau révélant des exportations plus concentrées et des importations plus variées est compatible avec les théories économiques du commerce où les échanges découlent d'un avantage comparatif, de la dotation en ressources et de la demande pour la variété, ainsi que la théorie du commerce lié aux entreprises.

Le commerce des marchandises du Canada est le plus souvent présenté à l'aide du Système harmonisé (SH) de classification du commerce, un système international de codification des produits échangés. Dans le système SH, le commerce est réparti en 99 chapitres, que l'on appelle aussi le niveau de classification à 2 chiffres du SH. Dans chaque chapitre, les produits sont subdivisés en niveaux de classification à 4, 6 et 8 chiffres du SH; des comparaisons internationales sont possibles en descendant jusqu'à la classification à 6 chiffres du SH. La présente section renferme un examen des produits au niveau de la classification à 4 chiffres du SH qui ont déterminé l'évolution du solde commercial du Canada au cours de la dernière année.

TABLEAU A Déterminants clés de la performance commerciale du Canada en 2014

	Exportations 2014 (milliards \$)	2014/2013	Importations 2014 (milliards \$)		Solde 2014 (milliards \$)	Solde Variation 2014/2013 (milliards \$)
Exportations élevées et importations	élevées, ex	cédent				
Pétrole brut	97,4	15,7	24,0	-3,0	73,4	18,7
Gaz de pétrole	18,8	5,5	6,1	1,2	12,8	4,2
Voitures	49,6	3,1	29,9	2,7	19,7	0,3
Aéronefs	9,0	2,3	3,5	1,3	5,5	1,0
Or Or	16,6	0,4	8,8	-0,7	7,7	1,1
Total partiel	191,4	27,0	72,3	1,5	119,1	25,3
Exportations élevées et importations	limitées, ex	cédent				
Blé	8,0	1,3	0,0	0,0	7,9	1,3
Bois d'œuvre	8,7	1,0	0,6	0,1	8,1	0,9
Graines de canola	5,2	0,9	0,1	0,0	5,1	0,9
Aluminum	6,4	0,5	0,4	0,0	6,0	0,5
Pâte chimique	5,2	0,5	0,2	0,0	5,0	0,5
Potasse	5,2	-0,6	0,0	0,0	5,2	-0,6
Total partiel	38,7	3,6	1,3	0,1	37,3	3,5
Exportations limitées et importation	s élevées, de	éficit				
Fil et câble	0,8	0,1	4,1	0,2	-3,3	-0,1
Tracteurs	0,5	0,0	4,5	0,5	-3,9	-0,4
Bouteurs, niveleuses, racleuses, etc.	0,2	0,0	3,5	0,3	-3,4	-0,3
Total partiel	1,5	0,1	12,1	1,0	-10,6	-0,8
Exportations élevées et importations	élevées, dé	ficit				
Médicaments sous forme de doses	6,6	2,1	9,5	0,8	-2,9	1,3
Pièces de véhicules à moteur	11,9	1,2	22,7	0,5	-10,8	0,7
Camions	1,5	0,4	14,1	0,5	-12,6	-0,2
Ordinateurs	1,6	0,2	9,8	0,6	-8,3	-0,4
Arbres de transmission, roulements						
et engrenages	1,5	0,2	4,4	2,2	-2,9	-2,0
Téléphones et pièces	2,5	0,0	10,1	0,4	-7,6	-0,4
Total partiel	25,6	4,1	70,6	5,0	-45,1	-1,0
Total, 20 produits	257,2	34,8	156,3	7,6	100,7	27,0

Performance de l'investissment étranger mondial et canadien

Les estimations préliminaires indiquent que les flux mondiaux d'investissement étranger direct (IED) entrant¹ ont fléchi à 1,26 billion de \$É. U. en 2014. Les entrées d'IED ont continué d'augmenter dans les économies en développement, tandis que les entrées d'IED dans les économies développées ont diminué². En 2014, les flux d'IED vers les pays développés, à 40,6 p. 100 des flux totaux d'IED, sont demeurés près de leur plus bas niveau historique (38,8 p. 100 en 2012), l'Amérique du Nord accusant une forte baisse de 54 p. 100 des entrées d'IED. En revanche, les économies en développement ont encore une fois représenté plus de la moitié de l'IED mondial (55,9 p. 100) en 2014, les entrées dans ces pays atteignant un nouveau sommet, à 704 milliards de \$É.-U. Les flux d'IED vers les économies dites en transition (qui comprennent la Communauté des États indépendants et l'Europe du Sud-Est) ont chuté de plus de moitié, à 45 milliards de dollars.

La majorité des flux sortants provenait des pays développés, qui ont représenté 59,1 p. 100 des sorties mondiales. Cependant, le niveau d'investissement des économies développées était pratiquement à égalité avec l'activité d'investissement au cours de l'année précédente, enregistrant une légère baisse de 0,6 p. 100 pour s'établir à 792 milliards de \$\text{\text{E}}\text{. U. - un recul de 58 p. 100 par rapport au sommet de 2007. Les investissements en provenance d'Amérique du Nord et d'Europe ont connu des hausses modestes de 2,9 p. 100 et 2,1 p. 100, respectivement, en 2014. Les investissements en provenance des pays en développement ont continué d'augmenter, de près de 30 p. 100 en 2014, représentant plus du tiers des sorties mondiales. Pour la première fois, grâce aux fortes avancées enregistrées dans les pays d'Asie en développement (hausse de 33,7 p. 100), cette région s'est qualifiée comme le plus important investisseur dans le monde, avec des sorties d'IED totalisant 440 milliards de \$É. U. en 2014. Les investissements en provenance d'Amérique latine et des Caraïbes ont progressé de 12,9 p. 100, tandis que ceux provenant d'Afrique étaient en baisse de 21,4 p. 100. Ensemble, ces deux régions comptaient à peine pour 3,4 p. 100 des sorties mondiales. Les sorties d'investissement des économies en transition ont chuté de 30,8 p. 100, à 63 milliards de \$É. U.

Les entrées d'IED au Canada ont diminué de 12,8 p. 100 en 2014, à 63,4 milliards de dollars, environ la moitié du précédent sommet atteint en 2007. Le déclin est globalement attribuable à une forte baisse des prêts intra-entreprise, malgré le fait que les entrées au titre des fusions et acquisitions (F et A) ont plus que doublé en 2014. Par secteur, les investisseurs étrangers ont réduit leurs investissements dans le secteur de l'énergie et des mines (24,6 p. 100 du total des entrées d'IED), ainsi que dans les secteur de la fabrication et des finances et assurances. Cependant, ils ont augmenté leurs investissements de manière significative dans le secteur de la gestion de sociétés et d'entreprises. Ce secteur a vu sa part grimper d'environ 6 p. 100 en 2013 à 25 p. 100 en 2014.

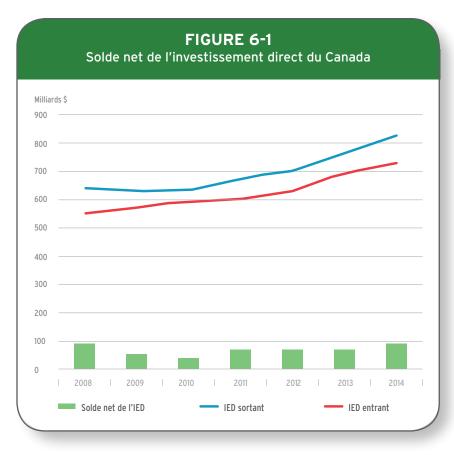
En 2014, les investisseurs étrangers ont accru leurs avoirs cumulatifs en investissement direct (actions) au Canada de 40,3 milliards de dollars (5,8 p. 100), à 732,3 milliards de dollars. Les États-Unis détiennent près de la moitié de tous les stocks d'IED au Canada, et ce pays a représenté 48,3 p. 100 de l'augmentation globale de l'IED au Canada en 2014, alors que la Chine, qui continue de faire des percées importantes, a été responsable de 11,5 p. 100 de la hausse globale. Le secteur de la fabrication et celui de

¹ Les flux d'investissement étranger direct (IED) représentent les mouvements annuels de capitaux franchissant les frontières nationales pour être investis dans des structures, du matériel et des organisations sur le marché intérieur d'un pays, ou dans du capital-actions s'il s'ensuit qu'une entité résidante d'un pays acquiert un intérêt durable dans une entreprise résidant dans un autre pays. En pratique, l'investissement direct est réputé se produire lorsqu'une société détient au moins 10 p. 100 des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère. Le stock d'IED est la valeur cumulative de tous les investissements de ce genre détenus à l'étranger par les ressortissants d'un pays. En raison de l'évolution constante des valeurs et des différences dans les méthodes de collecte des données, la somme des flux d'IED ne donne pas une indication précise du stock d'IED.

² Voir UNCTADstat pour la composition par pays de ces classifications.

l'extraction minière, pétrolière et gazière, déjà les deux cibles les plus importantes pour l'investissement étranger, ont accaparé près de 55 p. 100 de l'augmentation de l'IED au Canada l'an dernier, les avoirs investis dans ces deux secteurs ayant progressé, respectivement, de 11,2 milliards de dollars et de et 10,9 milliards de dollars.

Les sorties d'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) ont augmenté de 21,1 p. 100 en 2014, à 63,0 milliards de dollars. Par secteur, l'IDCE a enregistré une forte hausse dans les secteurs de l'énergie et de l'extraction minière (529,3 p. 100) et celui de la gestion de sociétés et d'entreprises (118,0 p. 100), mais il était en recul dans tous les autres secteurs. Les activités de F et A et les bénéfices réinvestis ont progressé à partir de leurs



niveaux de 2013, mais les flux intra-entreprise et les autres formes d'investissement direct ont diminué.

Simultanément, les investisseurs canadiens ont ajouté 67,3 milliards de dollars (8,8 p. 100) à leurs avoirs en investissement direct à l'étranger (stock d'IDCE), lesquels ont atteint 828,8 milliards de dollars en 2014. L'Amérique du Nord représentait 62,5 p. 100 des stocks d'IDCE et a accaparé presque 85 p. 100 de la hausse globale de ces stocks. En 2014, trois pays à faible fiscalité (la Barbade, les Îles Caïmans et les Bermudes) figuraient parmi les 10 premières destinations de l'IDCE. Collectivement, ces trois pays ont été responsables de près de 18 p. 100 de la croissance de l'IDCE en 2014. Les finances et assurances sont demeurées le premier secteur en importance de l'IDCE, et quelque 34 p. 100 de l'ajout au

stock d'IDCE est allé vers ce secteur en 2014. Les stocks d'investissement dans le secteur de la gestion de sociétés et d'entreprises et celui de la fabrication ont aussi augmenté de manière significative, avec des gains de 19,4 milliards de dollars et de 8,3 milliards de dollars, respectivement.

Le solde net des avoirs du Canada en matière d'investissement direct a dépassé 96,0 milliards de dollars en 2014, ce qui constitue un nouveau sommet. En conséquence de ces mouvements, le Canada demeure un exportateur net d'investissement direct dans le monde, une position qu'il a acquise pour la première fois en 1997.

Les flux d'investissement étranger direct dans le monde

Entrées mondiales

Selon les estimations préliminaires de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les entrées mondiales d'IED ont diminué de 7,6 p. 100 en 2014, à 1,26 billion de \$É.-U. Ce niveau demeure sous la moyenne observée avant la crise, soit 1,49 billion de \$É.-U. sur la période 2005-2007. Sauf pour une légère augmentation de 2,5 p. 100 en 2013, les entrées mondiales d'IED ont affiché une tendance générale

à la baisse depuis 2011, alors qu'ils ont totalisé 1,7 billion de \$É.-U. La fragilité de l'économie mondiale et un important désinvestissement aux États-Unis ont contribué au niveau inférieur des entrées mondiales d'IED en 2014.

Les entrées d'IED dans les économies développées ont chuté de 14 p. 100, atteignant un montant estimé à 511 milliards de \$É.-U., soit 40,6 p. 100 des entrées mondiales d'IED, mais qui représente moins de la moitié de leur sommet atteint en 2007 (1,3 billion de \$É.-U.). Alors que les entrées d'IED en Amérique du Nord ont fortement chuté (baisse de 54 p. 100), à 139 milliards de \$É.-U., celles de l'Union européenne ont augmenté de 13,6 p. 100, à 267 milliards de \$É.-U. Les États-Unis ont reculé au troisième rang des principaux bénéficiaires des entrées mondiales d'IED en 2014 (86 milliards de \$É.-U.) – près du tiers du niveau enregistré en 2013. Le Canada occupait le septième rang parmi les principaux bénéficiaires de l'IED en 2014, avec des entrées de 53 milliards de \$É.-U., en baisse de 26 p. 100 par rapport à l'année précédente.

TABLEAU 6-1 Entrées mondiales d'IED par grande région, 2013 et estimation pour 2014

	2013 (G \$ÉU.)	2014 (G \$ÉU.)	Croissance (%)	Part (%)	
Monde	1 363	1 260	-7,6	100,0	
Pays développés	594	511	-14,0	40,6	
Europe	225	305	35,6	24,2	
UE	235	267	13,6	21,2	
Amérique du Nord	302	139	-54,0	11,0	
Pays en développement	677	704	4,0	55,9	
Afrique	56	55	-1,8	4,4	
Amérique latine et Caraï	bes 190	153	-19,5	12,1	
Amérique du Sud	133	118	-11,3	9,4	
Asie en développement	427	492	15,2	39,0	
Asie de l'Ouest	46	44	-4,3	3,5	
Asie de l'Est	220	254	15,5	20,2	
Asie du Sud	35	43	22,9	3,4	
Asie du Sud-Est	127	151	18,9	12,0	
Pays en transition	92	45	-51,1	3,6	
					1

En 2014, les entrées d'IED dans les économies en développement ont atteint un nouveau sommet de 704 milliards de \$É.U., soit 55,9 p. 100 des entrées mondiales. Pour la troisième année consécutive, les pays en développement ont ainsi attiré la majorité des flux mondiaux d'IED. En fait, parmi les cinq premiers bénéficiaires de l'IED dans le monde, quatre sont des économies en développement; la Chine et Hong Kong ont été les deux plus importants bénéficiaires des entrées mondiales d'IED en 2014. L'augmentation estimée à 3 p. 100 des entrées d'IED en Chine en 2014 (128 milliards de \$É.-U. au total) est imputable à une hausse de l'IED dans le secteur des services, alors que l'IED dans le secteur de la fabrication a fléchi. Les flux vers l'Asie en développement dans son ensemble ont augmenté de 15,2 p. 100, atteignant presqu'un demi billion de dollars, tandis que les flux vers l'Amérique latine et les Caraïbes reculaient de près de 20 p. 100, après quatre années de gains consécutifs.

Les entrées d'IED vers les économies en transition ont chuté de plus de moitié, à 45 milliards de \$É.-U., représentant 3,6 p. 100 des entrées mondiales d'IED en 2014. Les investisseurs ont été dissuadés d'investir dans la région en raison des conflits régionaux, des sanctions imposées à la Fédération russe, ainsi que des perspectives de croissance négatives.

En 2014, les fusions-acquisitions internationales ont progressé de 19 p. 100, à 384 milliards de \$É.-U., pour atteindre leur plus haut niveau depuis 2011. L'Asie en développement et l'Europe ont affiché la plus forte croissance des ventes de F et A, tandis que la région de l'Amérique latine et des Caraïbes a accusé la baisse la plus marquée.

Sorties mondiales

Selon les premières estimations de la CNUCED, les sorties d'IED dans le monde ont augmenté d'environ 6,2 p. 100, à 1,34 billion de \$É.-U., en 2014.

Les investissements en provenance des économies développées étaient en légère baisse par rapport au niveau de 2013, à 792 milliards de \$E.U., ce qui est 58 p. 100 sous leur sommet de 2007. Les économies développées accaparaient 59,1 p. 100 des investissements sortants dans le monde en 2014, une légère baisse par rapport au niveau de plus de 60 p. 100 observé l'année dernière. Les investissements en provenance d'Amérique du Nord et d'Europe ont augmenté de 2,9 p. 100 et 2,1 p. 100, respectivement, la France devenant le plus important pays investisseur en Europe. Les États-Unis sont

TABLEAU 6-2 Sorties mondiales d'IED par grande région, 2013 et estimations pour 2014

(G	2013 \$ÉU.)	2014 (G \$ÉU.)	Croissance (%)	Part (%)
Monde	1 263	1 341	6,2	100,0
Pays développés	797	792	-0,6	5,.1
Europe	280	286	2,1	21,3
UE	248	250	0,8	18,6
Amérique du Nord	379	390	2,9	29,1
États-Unis	328	337	2,7	25,1
Japon	136	114	-16,2	8,5
Pays en développement	374	486	29,9	36,2
Afrique	14	11	-21,4	0,8
Amérique latine et Caraïbes	31	35	12,9	2,6
Asie en développement	329	440	33,7	32,8
Asie de l'Ouest	33	38	15,2	2,8
Asie de l'Est	227	311	37,0	23,2
Asie du Sud	2	12	500,0	0,9
Asie du Sud-Est	67	79	17,9	5,9
Pays en transition	91	63	-30,8	4,7

demeurés le premier pays investisseur dans le monde, avec une part de 25,1 p. 100 des sorties mondiales d'IED en 2014. Le Canada venait au huitième rang avec des sorties d'IED totalisant 53 milliards de \$É.U.

Les sorties d'IED des économies en développement ont continué à progresser en 2014, atteignant un autre niveau record, à 486 milliard de \$É.U., soit un gain d'environ 30 p. 100 - presque cinq fois le taux de croissance des sorties mondiales d'IED. Les sorties d'IED de l'Asie en développement ont augmenté de 33,7 p. 100 pour atteindre 440 milliards de \$É.U., positionnant pour la première fois cette région comme premier investisseur dans le monde. La croissance a été généralisée dans toutes les grandes économies et sous-régions asiatiques. En 2014, Hong Kong et la Chine ont été les deuxième et troisième plus grands investisseurs dans le monde après les États-Unis. En fait, parmi les 20 plus importantes sources de sorties mondiales d'IED, huit étaient des économies en développement.

Les sorties d'IED de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes ont augmenté de

12,9 p. 100, menées par l'investissement direct du Chili à l'étranger. Les investissements provenant d'Afrique ont diminué de 21,4 p. 100 en 2014, à 11 milliard de \$É.U. Dans l'ensemble, les économies en développement ont compté pour plus du tiers des sorties mondiales d'IED.

Les investissements en provenance des économies en transition ont diminué de près de 31 p. 100 en 2014, à 63 milliards de \$E.U., après avoir bondi de 69 p. 100 l'année précédente. Les entreprises russes de ressources naturelles ont réduit leurs investissements à l'étranger en raison des contraintes présentes sur les marchés financiers internationaux, de la faiblesse des prix des produits de base et de la forte dépréciation du rouble.

La performance du Canada au chapitre de l'investissement étranger direct

Entrées d'IED

En 2014, les entrées totales d'IED au Canada ont chuté de 12,8 p. 100, à 63,4 milliards de dollars. Les autres flux divers (principalement les flux intra-entreprise) ont diminué de plus de moitié, ce qui explique en grande partie le recul des investissements. Par contre, les entrées au titre des F et A en provenance du monde ont plus que doublé en 2014.

Il y a également eu plus d'activité au titre des F et A de la part des investisseurs

américains, et légèrement plus de bénéfices réinvestis. Toutefois, le niveau des flux intra-entreprise des investisseurs américains a dégringolé de près de 90 p. 100 en 2014.

Les investisseurs non américains ont aussi abaissé le niveau des bénéfices réinvestis et des autres flux divers dans une proportion de 4,6 p. 100 et 25,1 p. 100, respectivement, tandis que les entrées au titre des F et A ont bondi de 156,1 p. 100 en 2014.

Les investisseurs étrangers ont réduit leurs investissements dans les secteurs de l'énergie et des mines, de la fabrication et des finances et assurances, tandis qu'ils les ont augmentés dans les secteurs du commerce, du transport, de la gestion de sociétés et d'entreprises et dans toutes les autres industries.

Stock d'IED

Le stock d'IED au Canada a augmenté de 40,3 milliards de dollars (5,8 p. 100) pour atteindre 732,3 milliards de dollars en 2014. En fait, le taux de croissance du stock d'IED a été supérieur à la croissance du PIB nominal (hausse de 4,4 p. 100) au Canada en 2014. Par conséquent, le ratio du stock d'IED au PIB – une mesure de l'orientation

TABLEAU 6-3	
Entrées d'investissement étranger direct au Canad	la

	2013 (M \$CAN)	2014 (M \$CAN)	Croissance (%)					
Type d'entrées d'investissement étranger direct								
Entrées mondiales								
Entrées nettes, total	72 668	63 383	-12 ,8					
Fusions et acquisitions	11 253	25 124	123 ,3					
Bénéfices réinvestis	22 435	22 766	1,5					
Autres entrées	38 981	15 494	-60,3					
Provenant des États-Unis								
Entrées nettes, total	39 570	23 307	-41,1					
Fusions et acquisitions	3 744	5 896	57,5					
Bénéfices réinvestis	14 210	14 915	5,0					
Autres entrées	21 615	2 496	-88,5					
Provenant du reste du monde								
Entrées nettes, total	33 098	40 076	21,1					
Fusions et acquisitions	7 509	19 227	156,1					
Bénéfices réinvestis	8 226	7 851	-4,6					
Autres entrées	17 364	12 998	-25,1					
Investissement étranger direct par secteur								
Énergie et extraction minière	22 281	15 575	-30,1					
Fabrication	26 804	12 952	-51,7					
Commerce et transport	6 447	7 247	12,4					
Finances et assurances	10 380	2 577	-75,2					
Gestion de sociétés et d'entreprises	4 119	15 537	277,2					
Autres industries	2 638	9 494	259,9					

du Canada vers l'IED – est passé de 36,5 p. 100 en 2013 à 37,1 p. 100 en 2014.

Par région

Avec une part de 49,4 p. 100, les États-Unis continuent de détenir plus de la moitié du stock d'IED au Canada et ce pays a été à l'origine de plus de la moitié du gain total de l'IED au Canada en 2014. Bien qu'ils demeurent de loin la première source d'investissement direct au Canada, l'importance relative des États-Unis a considérablement diminué au cours de la dernière décennie; la part du stock d'IED au Canada détenue par ce pays en 2004 atteignait 64,1 p. 100.

La plupart du reste de l'augmentation du stock d'IED en 2014 provenait d'Europe, région traditionnellement importante, et de la région émergente de l'Asie et de l'Océanie. En particulier, la position des investisseurs directs de l'Asie et de l'Océanie a continué de s'améliorer au Canada en 2014, leurs investissements progressant de 7,9, milliards de dollars, à 85,9 milliards de dollars (19,6 p. 100 de l'augmentation de l'IED). L'Europe a fait une contribution à peu près équivalente (ajoutant 7,7 milliards de dollars, soit 19,1 p. 100

de l'augmentation de l'IED). L'Europe demeure la seconde source d'IED en importance au Canada, alors que le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni détenaient 68 p. 100 de l'IED européen au pays. Les gains de l'Europe ont été dominés par les hausses enregistrées au Royaume-Uni (27,8 p. 100 du gain total de l'Europe), aux Pays-Bas (23,2 p. 100) et, dans une moindre mesure, en France (16,3 p. 100) et en Allemagne (10,6 p. 100).

En 2014, parmi les principaux investisseurs de la région de l'Asie et de l'Océanie, près de 60 p. 100 de l'augmentation du stock d'IED de la région provenait de la Chine, tandis qu'une autre tranche de 20 p. 100 provenait du Japon. En revanche, la Corée du Sud et Singapour ont réduit leurs investissements de 296 millions de dollars et 93 millions de dollars, respectivement.

L'Amérique du Sud et l'Amérique centrale ont accru leurs investissements au Canada de 1,6 milliard de dollars en 2014, un gain essentiellement attribuable au Brésil. Parallèlement, l'Afrique augmentait ses avoirs au Canada de 66 millions de dollars l'an dernier.

	2004	2013	2014	Part 2004	Part 2014	Variatio
	(M \$CAN)	(M \$CAN)	(M \$CAN)	(%)	(%) 2	013-2014 (%
Ensemble des pays	379 450	691 942	732 263	100,0	100,0	5,8
Amérique du Nord	247 990	347 841	370 771	65,4	50,6	6,
Barbade	619	n.d.	663	0,2	0,1	n.d
Bermudes	3 052	4 011	4 604	0,8	0,6	14,
Mexique	287	90	884	0,1	0,1	882,
États-Unis	243 328	341 917	361 372	64,1	49,4	5,
Amérique du Sud et						
Amérique centrale	1 992	18 488	20 090	0,5	2,7	8,
Brésil	1863	18 325	19 948	0,5	2,7	8,
Europe	109 981	243 473	251 246	29,0	34,3	3,
France	33 419	10 474	11 738	8,8	1,6	12
Allemagne	7 575	13 069	13 894	2,0	1,9	6,
Luxembourg	2 944	53 884	53 606	0,8	7,3	-0,
Pays-Bas	19 968	67 355	69 158	5,3	9,4	2,
Royaume-Uni	25 318	46 105	48 267	6,7	6,6	4,
Afrique	532	4 154	4 220	0,1	0,6	1,0
Asie/Océanie	18 954	77 988	85 935	5,0	11,7	10,
Australie	2 225	5 170	5 569	0,6	0,8	7,
Japon	9 939	15 847	17 479	2,6	2,4	10,
Chine	113	20 424	25 080	0,0	3,4	22,
Singapour	45	788	695	0,0	0,1	-11,8
Corée du Sud	353	4 135	3 839	0,1	0,5	-7,2

Dans une perspective à long terme, le tableau de l'IED au Canada a évolué au cours de la dernière décennie avec l'émergence de nouvelles sources d'IED. Dans une perspective régionale, la région de l'Asie et de l'Océanie a fait une percée considérable durant la dernière décennie, sa part relative du stock d'IED ayant plus que doublé pour passer de 5,0 p. 100 en 2004 à 11,7 p. 100 en 2014.

Parmi les économies émergentes, la Chine et le Brésil se classent maintenant parmi les 10 principales sources d'IED au Canada avec, respectivement, des parts de 3,4 p. 100 et de 2,7 p. 100 du stock d'IED au Canada en 2014. Pour la première fois, la Chine et le Brésil devancent le Japon, l'Allemagne et la France, des investisseurs étrangers traditionnellement dominants au Canada. Ces développements se sont produits essentiellement en raison de quelques grandes prises de contrôle d'entreprises canadiennes dans le secteur des ressources naturelles par des sociétés brésiliennes et chinoises durant la seconde moitié de la dernière décennie, coïncidant avec le boom mondial des F et A qui a pris fin avec la récession mondiale de 2008.

Par secteur

La progression du stock d'IED dans le secteur de la fabrication (hausse de 11,2 milliards de dollars) et celui de l'extraction minière, pétrolière et gazière (hausse de 10,9 milliard de dollars) a représenté plus de la moitié de l'augmentation totale du stock d'IED au Canada en 2014. Tous les autres secteurs ont enregistré un investissement positif en 2014, sauf celui du commerce de détail où l'IED a reculé de 620 millions de dollars entre 2013 et 2014. Le secteur de la gestion de sociétés et d'entreprises a affiché le troisième plus haut gain, contribuant à environ 16 p. 100 de l'augmentation du stock d'IED en 2014.

Pour ce qui est de l'importance relative des secteurs dans l'IED total, on constate que les mêmes secteurs ont dominé en 2014, la fabrication montrant la plus forte concen-

TABLEAU 6-5 Stock d'investissement étranger direct au Canada, par industrie							
	2004 (M \$CAN)	2013 (M \$CAN)	2014 (M \$CAN)	Part 2004 (%)	Part 2014 (%) 20	Variation 113-2014 (%)	
Total, ensemble des industries	379 450	691 942	732 263	100,0	100,0	5,8	
Fabrication	117 383	204 539	215 718	30,9	29,5	5,5	
Extraction minière, pétrolière							
et gazière	51 673	141 171	152 071	13,6	20,8	7,7	
Gestion de sociétés et d'entreprises	64 523	119 303	125 619	17,0	17,2	5,3	
Finances et assurances	53 228	87 396	90 480	14,0	12,4	3,5	
Commerce de gros	41 260	57 035	59 710	10,9	8,2	4,7	
Commerce de détail	16 538	34 526	33 906	4,4	4,6	-1,8	
Transport et entreposage	2 621	11 242	13 324	0,7	1,8	18,5	
Services professionnels, scientifiques							
et techniques	9 221	9 619	10 543	2,4	1,4	9,6	
Toutes les autres industries	3 419	7 254	7 500	0,9	1,0	3,4	
Information et industries culturelles	5 339	4 185	6 079	1,4	0,8	45,3	
Immobilier, location et crédit-bail	4 572	5 167	6 116	1,2	0,8	18,4	
Services d'hébergement et						-	
de restauration	3 241	4 143	4 432	0,9	0,6	7,0	
Construction	1789	3 615	3 655	0,5	0,5	1,1	
Services publics	3 360	2 448	n.d.	0,9	n.d.	n.d.	
Agriculture, foresterie, pêche							
et chasse	1 284	n.d.	n.d.	0,3	n.d.	n.d.	

tration d'IED (29,5 p. 100), suivie de l'extraction minière, pétrolière et gazière (20,8 p. 100) et de la gestion de sociétés et d'entreprises (17,2 p. 100). Le secteur des finances et assurances (12,4 p. 100) et celui du commerce de gros (8,2 p. 100) complétaient la liste des cinq plus importants secteurs pour l'IED qui, ensemble, représentaient 90 p. 100 du stock total d'IED.

Une des tendances notables parmi les secteurs au cours de la dernière décennie est que la part de l'IED détenue par l'extraction minière, pétrolière et gazière a progressé de 13,6 p. 100 en 2004 à 20,8 p. 100 en 2014, un gain de plus de sept points de pourcentage. Ce secteur a bénéficié d'une forte reprise de l'IED en raison du boom des cours mondiaux des produits de base, principalement par le biais d'acquisitions transfrontalières de grandes entreprises minières, pétrolières et gazières canadiennes. À l'inverse, plusieurs industries ont vu leur part relative diminuer au cours de cette période, notamment le commerce de gros (baisse de 2,7 points de pourcentage), les finances et assurances (baisse de 1,7 point de pourcentage) et la fabrication (baisse de 1,5 point de pourcentage).

L'investissement sortant

Flux d'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE)

En 2014, les investisseurs canadiens ont accru leurs sorties d'IDCE de 21,1 p. 100, à 63,0 milliards de dollars, soit pratiquement le même montant que ce que les investisseurs directs étrangers ont investi au Canada. Près des deux tiers des sorties d'IDCE en 2014 ont porté sur des fusions et acquisitions (hausse de 20,5 milliards de dollars), une tranche de 51 p. 100 provenait des bénéfices réinvestis (hausse de 6,4 milliards de dollars). Les autres flux divers (principalement des flux intra-entreprise) ont été négatifs (baisse de 16,0 milliards de dollars), ce qui signifie que, sur une base nette, les flux d'IED

TABLEAU 6-6 Sorties d'investissement direct du Canada à l'étranger

		2013 M\$CAN	2014 M\$CAN	Croissance (%)
	Par région			
	Sorties d'IDCE vers le monde			
	Sorties nettes, total	52 042	63 015	21,1
	Fusions et acquisitions	19 178	39 701	107,0
	Bénéfices réinvestis	25 716	32 117	24,9
	Autres sorties	7 148	-8 803	-223,2
	Vers les États-Unis			
	Sorties nettes, total	18 706	36 662	96,0
	Fusions et acquisitions	10 109	25 642	153,7
	Bénéfices réinvestis	12 926	14 115	9,2
	Autres sorties	-4 329	-3 095	28,5
	Vers le reste du monde			
	Sorties nettes, total	33 336	26 351	-21,0
	Fusions et acquisitions	9 069	14 059	55,0
	Bénéfices réinvestis	12 790	18 000	40,7
	Autres sorties	11 477	-5 709	-149,7
	Sorties d'investissement direct par	secteur		
	Énergie et extraction minière	-2 535	10 882	529,3
	Fabrication	13 430	11 046	-17,8
	Commerce et transport	7 341	2 164	-70,5
	Finances et assurances	19 100	10 798	-43,5
	Gestion de sociétés et d'entreprises	12 215	26 632	118,0
(Autres industries	2 491	1 493	-40,1
1				

des multinationales canadiennes vers leurs filiales étrangères ont été inférieurs aux flux inverses, soit des sociétés affiliées vers leurs sociétés mères canadiennes, de ce montant.

En 2014, les investisseurs canadiens ont plus que doublé leurs activités de F et A aux États-Unis, avec une augmentation de 154 p. 100, à 25,6 milliards de dollars. Les bénéfices réinvestis dans les filiales américaines ont reculé de 9,2 p. 100, à 14,1 milliards de dollars, tandis que les flux intra-entreprise augmentaient de 28,5 p. 100, mais ils se sont soldés par un total négatif (-3,1 milliard de dollars) en raison des sorties inverses d'IED.

Les sorties au titre des F et A ont augmenté de 55 p. 100 vers le reste du monde, mais on observait un désinvestissement de plus de 17 milliards de dollars dans les flux intra-entreprise vers des sociétés affiliées non américaines.

Les investisseurs canadiens ont accru leurs sorties d'IED de manière significative dans les secteurs de l'énergie et de l'extraction minière et de la gestion de sociétés et d'entreprises en 2014, mais ils ont réduit leurs sorties d'IED dans tous les autres secteurs. Les sorties d'IED ont chuté le plus dans le commerce et les transports (baisse de 70,5 p. 100), suivis des finance et assurances (baisse de 43,5 p. 100), des autres industries (baisse de 40,1 p. 100) et de la fabrication (baisse de 17,8 p. 100).

Stock d'IDCE

Les investisseurs canadiens ont ajouté 67,3 milliards de dollars (8,8 p. 100) à leurs avoirs en investissement direct à l'étranger, lesquels ont atteint 828,8 milliards de dollars en 2014. Le stock d'IDCE a augmenté plus rapidement en 2014 qu'en 2013 (8,1 p. 100), affichant l'expansion la plus rapide au cours des six dernières années.

Par région

Près de 85 p. 100 de l'augmentation des avoirs en IDCE a eu lieu en Amérique du Nord et plus de 75 p. 100 de ce montant (43,3 milliards de dollars) est allé aux États-Unis. Les flux d'investissement ainsi que l'effet de réévaluation provenant de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain ont contribué à l'augmentation de ce poste.

Ensemble des pays Amérique du Nord Barbade Bermudes Îles Caïmans Mexique États-Unis Amérique du Sud et Amérique centrale Argentine Brésil Chili Colombie Pérou Europe France Allemagne Hongrie Irlande Luxembourg	2004 (M \$CAN) 448 546 260 189 27 147 12 362 9 654 2 649 198 460 21 196 4 386 7 293 5 636 393 2 151 130 190 14 265	2013 (M \$CAN) 761 550 460 963 64 474 16 882 32 288 12 326 306 653 46 721 3 594 10 381 18 222 2 654 8 813 189 744	2014 (M SCAN) 828 812 518 018 71 185 17 807 36 598 13 046 349 965 47 790 3 453 10 318 18 331 2 228 10 235 191 454	Part 2004 (%) 100,0 58,0 6,1 2,8 2,2 0,6 44,2 4,7 1,0 1,6 1,3 0,1 0,5	Part 2014 (%) 2 100,0 62,5 8,6 2,1 4,4 1,6 42,2 5,8 0,4 1,2 2,2 0,3 1,2 1,2 2,3 1	8,4 12,7 10,4 5,5 13,5 5,6 14, 2,5 -3,9 0,0 -16,
Amérique du Nord Barbade Bermudes Îles Caïmans Mexique États-Unis Amérique du Sud et Amérique centrale Argentine Brésil Chili Colombie Pérou Europe France Allemagne Hongrie Irlande Luxembourg	260 189 27 147 12 362 9 654 2 649 198 460 21 196 4 386 7 293 5 636 393 2 151 130 190 14 265	460 963 64 474 16 882 32 288 12 326 306 653 46 721 3 594 10 381 18 222 2 654 8 813 189 744	518 018 71 185 17 807 36 598 13 046 349 965 47 790 3 453 10 318 18 331 2 228 10 235	58,0 6,1 2,8 2,2 0,6 44,2 4,7 1,0 1,6 1,3 0,1 0,5	62,5 8,6 2,1 4,4 1,6 42,2 5,8 0,4 1,2 2,2 0,3 1,2	12,4 10,4 5,5,1 13,5 5,6 14, 2,- 3,9 0,0 16,1 16,
Barbade Bermudes Îles Caïmans Mexique États-Unis Amérique du Sud et Amérique centrale Argentine Brésil Chili Colombie Pérou Europe France Allemagne Hongrie Irlande Luxembourg	27 147 12 362 9 654 2 649 198 460 21 196 4 386 7 293 5 636 393 2 151 130 190 14 265	64 474 16 882 32 288 12 326 306 653 46 721 3 594 10 381 18 222 2 654 8 813 189 744	71 185 17 807 36 598 13 046 349 965 47 790 3 453 10 318 18 331 2 228 10 235	6,1 2,8 2,2 0,6 44,2 4,7 1,0 1,6 1,3 0,1 0,5	8,6 2,1 4,4 1,6 42,2 5,8 0,4 1,2 2,2 0,3 1,2	10,4 5,5,1 13,5 5,6 14, 2,5 -3,9 -0,6 0,6 -16,
Bermudes Îles Caïmans Mexique États-Unis Amérique du Sud et Amérique centrale Argentine Brésil Chili Colombie Pérou Europe France Allemagne Hongrie Irlande Luxembourg	12 362 9 654 2 649 198 460 21 196 4 386 7 293 5 636 393 2 151 130 190 14 265	16 882 32 288 12 326 306 653 46 721 3 594 10 381 18 222 2 654 8 813 189 744	17 807 36 598 13 046 349 965 47 790 3 453 10 318 18 331 2 228 10 235	2,8 2,2 0,6 44,2 4,7 1,0 1,6 1,3 0,1 0,5	2,1 4,4 1,6 42,2 5,8 0,4 1,2 2,2 0,3 1,2	5,1 13,, 5,1 14, 2,, -3,, -0,, 0,, -16,
Îles Caïmans Mexique États-Unis Amérique du Sud et Amérique centrale Argentine Brésil Chili Colombie Pérou Europe France Allemagne Hongrie Irlande Luxembourg	9 654 2 649 198 460 21 196 4 386 7 293 5 636 393 2 151 130 190 14 265	32 288 12 326 306 653 46 721 3 594 10 381 18 222 2 654 8 813 189 744	36 598 13 046 349 965 47 790 3 453 10 318 18 331 2 228 10 235	2,2 0,6 44,2 4,7 1,0 1,6 1,3 0,1 0,5	4,4 1,6 42,2 5,8 0,4 1,2 2,2 0,3 1,2	13,, 5,, 14, 2,, -3,, -0,, 0,, -16,
Mexique États-Unis Amérique du Sud et Amérique centrale Argentine Brésil Chili Colombie Pérou Europe France Allemagne Hongrie Irlande Luxembourg	2 649 198 460 21 196 4 386 7 293 5 636 393 2 151 130 190 14 265	12 326 306 653 46 721 3 594 10 381 18 222 2 654 8 813 189 744	13 046 349 965 47 790 3 453 10 318 18 331 2 228 10 235	0,6 44,2 4,7 1,0 1,6 1,3 0,1 0,5	1,6 42,2 5,8 0,4 1,2 2,2 0,3 1,2	5, 14, 2, -3, -0, 0, -16,
États-Unis Amérique du Sud et Amérique centrale Argentine Brésil Chilli Colombie Pérou Europe France Allemagne Hongrie Irlande Luxembourg	198 460 21 196 4 386 7 293 5 636 393 2 151 130 190 14 265	306 653 46 721 3 594 10 381 18 222 2 654 8 813 189 744	349 965 47 790 3 453 10 318 18 331 2 228 10 235	44,2 4,7 1,0 1,6 1,3 0,1 0,5	5,8 0,4 1,2 2,2 0,3 1,2	2,, -3,, -0,, 0,, -16,
Amérique du Sud et Amérique centrale Argentine Brésil Chili Colombie Pérou Europe France Allemagne Hongrie Irlande Luxembourg	21 196 4 386 7 293 5 636 393 2 151 130 190 14 265	46 721 3 594 10 381 18 222 2 654 8 813 189 744	47 790 3 453 10 318 18 331 2 228 10 235	4,7 1,0 1,6 1,3 0,1 0,5	5,8 0,4 1,2 2,2 0,3 1,2	2, -3, -0, 0, -16,
Amérique centrale Argentine Brésil Chili Colombie Pérou Europe France Allemagne Hongrie Irlande Luxembourg	4 386 7 293 5 636 393 2 151 130 190 14 265	3 594 10 381 18 222 2 654 8 813 189 744	3 453 10 318 18 331 2 228 10 235	1,0 1,6 1,3 0,1 0,5	0,4 1,2 2,2 0,3 1,2	-3,' -0,' 0,' -16,
Argentine Brésil Chili Colombie Pérou Europe France Allemagne Hongrie Irlande Luxembourg	4 386 7 293 5 636 393 2 151 130 190 14 265	3 594 10 381 18 222 2 654 8 813 189 744	3 453 10 318 18 331 2 228 10 235	1,0 1,6 1,3 0,1 0,5	0,4 1,2 2,2 0,3 1,2	-3, -0, 0, -16
Brésil Chili Colombie Pérou Europe France Allemagne Hongrie Irlande Luxembourg	7 293 5 636 393 2 151 130 190 14 265	10 381 18 222 2 654 8 813 189 744	10 318 18 331 2 228 10 235	1,6 1,3 0,1 0,5	1,2 2,2 0,3 1,2	-0, 0, -16 16
Chili Colombie Pérou Europe France Allemagne Hongrie Irlande Luxembourg	5 636 393 2 151 130 190 14 265	18 222 2 654 8 813 189 744	18 331 2 228 10 235	1,3 0,1 0,5	2,2 0,3 1,2	0, -16 16
Colombie Pérou Europe France Allemagne Hongrie Irlande Luxembourg	393 2 151 130 190 14 265	2 654 8 813 189 744	2 228 10 235	0,1 0,5	0,3 1,2	-16 16
Pérou Europe France Allemagne Hongrie Irlande Luxembourg	2 151 130 190 14 265	8 813 189 744	10 235	0,5	1,2	16
Europe France Allemagne Hongrie Irlande Luxembourg	130 190 14 265	189 744				
France Allemagne Hongrie Irlande Luxembourg	14 265		191 454	20.0	22.4	-
Allemagne Hongrie Irlande Luxembourg			171 101	29,0	23,1	0,
Hongrie Irlande Luxembourg		6 986	6 215	3,2	0,7	-11,
Irlande Luxembourg	8 111	4 545	4 547	1,8	0,5	0,
Luxembourg	8 440	8 583	7 538	1,9	0,9	-12,
-	19 859	15 509	15 266	4,4	1,8	-1,
	616	36 593	31 135	0,1	3,8	-14,
Pays-Bas	12 367	17 548	17 505	2,8	2,1	-0,
Espagne	2 463	5 750	5 693	0,5	0,7	-1,
Suède	2 080	985	1 0 3 7	0,5	0,1	5,
Suisse	5 670	8 657	11 277	1,3	1,4	30,
Royaume-Uni	44 358	63 340	68 773	9,9	8,3	8,
Afrique	3 277	1 030	1799	0,7	0,2	74,
Asie/Océanie	33 695	63 091	69 749	7,5	8,4	10,
Australie	8 180	23 924	26 432	1,8	3,2	10,
Hong Kong	3 086	4 411	6 136	0,7	0,7	39,
Japon	8 367	6 364	6 052	2,9	0,7	-4,
Kazakhstan	n.d.	2 517	3 158	n.d.	0,4	25,
Chine	1 081	5 836	6 794	0,2	0,8	16,
Singapour	3 580	2 841	2 963	0,8	0,4	4,3

Globalement, les investissements additionnels en Europe – la deuxième destination en importance pour les stocks d'IDCE – ont représenté 2,5 p. 100 de la progression des avoirs, soit un modeste 1,7 milliard de dollars. La progression reflète l'effet combiné des gains réalisés au Royaume-Uni et en Suisse et des baisses survenues, notamment au Luxembourg et en France.

Une autre tranche de 9,9 p. 100 de l'augmentation des avoirs est imputable à l'Asie et à l'Océanie, où près des quatre cinquièmes de l'expansion de 6,7 milliards de dollars ont été portés au compte de trois destinations : l'Australie (38 p. 100), Hong Kong (26 p. 100) et la Chine (14 p. 100). Le désinvestissement de 312 millions de dollars survenu au Japon en 2014 a tempéré la croissance globale des stocks d'IDCE dans la région; le dollar canadien s'est apprécié par rapport au yen japonais en 2014, ce qui a eu pour effet de réduire la valeur en dollars canadiens des avoirs libellés dans cette monnaie.

Les avoirs détenus en Amérique du Sud et en Amérique centrale ont progressé de 1,1 milliard de dollars, principalement en raison d'une hausse de l'investissement au Pérou. Enfin, les investissements canadiens en Afrique ont augmenté à 1,8 milliard de dollars, un niveau qui représente 41 p. 100 de la valeur des investissements en Afrique en 2011.

Une caractéristique notable du stock d'IDCE est le rôle dominant joué par certains pays à faible fiscalité, qui demeurent des destinations populaires du stock d'investissement direct. En 2014, trois de ces paradis fiscaux situés dans les Caraïbes (la Barbade, les Îles Caïmans et les Bermudes) figuraient parmi les 10 principales destinations de l'IDCE. Collectivement, ils ont compté pour près de 18 p. 100 de la croissance du stock d'IED sortant en 2014. Ces trois destinations représentaient ensemble environ 15 p. 100 du stock d'investissement sortant du Canada à la fin de 2014, contre 11 p. 100 en 2004.

Un développement parallèle au cours de la dernière décennie a été l'importance croissante du Luxembourg, favorisé lui aussi par son attrait comme centre financier majeur au sein de l'Union européenne offrant un cadre fiscal avantageux, à partir duquel les multinationales jugent profitable de canaliser des investissements vers d'autres destinations. La part de l'IDCE détenue par le Luxembourg est passée d'un maigre 0,1 p. 100 en 2004 à 3,8 p. 100 en 2014, c'est-à-dire qu'elle s'est multipliée par près de 30.

Par secteur

Les finances et assurances demeurent le principal secteur pour l'IDCE et, en 2014, celuici a accaparé quelque 34 p. 100 de l'augmentation du stock d'IDCE. L'investissement dans le secteur de la gestion de sociétés et d'entreprises a connu une reprise, gagnant

TABLEAU 6-8 Stock d'investissement direct du Canada à l'étranger, par industrie							
	2004 (M \$CAN)	2013 (M \$CAN)	2014 (M \$CAN)	Part 2004 (%)	Part 2014 (%)	Variation 2013-2014 (%)	
Total, ensemble des industries	448 546	761 550	828 812	100,0	100,0	8,8	
Finances et assurances	123 769	290 768	313 494	27,6	37,8	7,8	
Extraction minière, pétrolière							
et gazière	63 139	148 690	152 813	14,1	18,4	2,8	
Gestion de sociétés et d'entreprises	76 812	102 027	121 423	17,1	14,7	19,0	
Fabrication	109 915	60 573	68 836	24,5	8,3	13,6	
Immobilier, location et crédit-bail	4 981	30 963	33 868	1,1	4,1	9,4	
Information et industries culturelles	19 131	35 087	31 958	4,3	3,9	-8,9	
Transport et entreposage	15 209	25 341	27 970	3,4	3,4	10,4	
Services publics	4 645	20 394	23 866	1,0	2,9	17,0	
Services professionnels, scientifique	S						
et techniques	7 721	12 115	15 013	1,7	1,8	23,9	
Toutes les autres industries	2 279	11 258	13 813	0,5	1,7	22,7	
Commerce de gros	4 798	9 962	10 790	1,1	1,3	8,3	
Commerce de détail	10 902	7 776	7 756	2,4	0,9	-0,3	
Agriculture, foresterie, pêche							
et chasse	611	4 264	4 422	0,1	0,5	3,7	
Services d'hébergement et							
de restauration	3 606	1729	1749	0,8	0,2	1,2	
Construction	1 027	603	1 041	0,2	0,1	72,6	

19,4 milliards de dollars pour atteindre 121,4 milliards de dollars, suivi de la fabrication (gain de 8,3 milliards de dollars, à 68,8 milliards de dollars) et de l'extraction minière, pétrolière et gazière (hausse de 4,1 milliards de dollars, à 152,8 milliards de dollars). Il y a eu un désinvestissement net de 3,1 milliards de dollars dans le secteur de l'information et des industries culturelles.

L'un des changements à long terme les plus remarquables est la baisse significative de la part de la fabrication dans l'ensemble de l'IDCE, qui a reculé de 24,5 p. 100 en 2004 à 8,3 p. 100 en 2014, une perte de plus de 16 points de pourcentage. Les augmentations survenues principalement dans le secteur des finances et assurances (hausse de 10,2 points de pourcentage) et, à un moindre degré, dans celui de l'extraction minière, pétrolière et de gazière (hausse de 4,4 points de pourcentage) ont contribué à compenser ce déclin sur la même période.